

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF EN CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 20 Juin 1933, à 16 heures*

PAR

HSU YANKEE

JURY D'EXAMEN :

Président : M. NOYELLE, professeur

*Suffragants : MM. LAMPUÉ, professeur
LEDUC, professeur*

LIBRAIRIE L. RODSTEIN
17, RUE CUJAS, 17
PARIS (5^e)

1933

THESE POUR LE DOCTORAT

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF EN CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 20 Juin 1933, à 16 heures*

PAR

HSU YANKEE

JURY D'EXAMEN :

Président : M. NOYELLE, professeur

*Suffragants : MM. LAMPUE, professeur
LEDUC, professeur*

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

**17, RUE CUGAS, 17
PARIS (5°)**

1933

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1932-1933

Doyen : M. HENRY NÉZARD (, I.✂)*

Doyen Honoraire : M. EUSTACHE PILON (, I.✂)*

Assesseur du Doyen : M. GOMBEAUX (I.✂)

*Professeurs Honoraires : MM. CABOUAT (O.✂, I.✂)
DEGOIS (I.✂)*

Professeurs :

MM.

NÉZARD (*, I.✂), Professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation minière.

GOMBEAUX (I.✂), Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé.

BRIDREY (I.✂), Professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit public.

LÉPARGNEUR (I.✂), Professeur de Droit Commercial, chargé du Cours de Droit maritime et du Cours de Notariat et Enregistrement.

NOYELLE (I.✂), Professeur d'Economie politique.

LEMONNIER (A.✂), Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle.

PERREAU (A.✂), Professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé.

DEMONTES (A.✂), Professeur de Droit civil.

LAMPUE, Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé du Cours de Droit administratif.

YVER, Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé.

LEDUC, Agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique, du Cours d'Histoire des Doctrines économiques et du Cours de Législation financière.

BESNIER, Agrégé, chargé d'un Cours de Droit romain et du Cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.

Mlle JACK, chargée du Cours de Procédure civile et Voies d'exécution.

Secrétaire : M. ROUX (I.✂, ☞, ✂), Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

Souvenir reconnaissant.

INTRODUCTION

APERÇU GÉNÉRAL DU MOUVEMENT COOPÉRATIF

La poursuite du bonheur, tel est le principal but de l'homme et toute la vie sociale tend généralement à la réalisation de ce bonheur. Le mouvement coopératif peut donc être considéré comme un facteur social d'importance revêtant un double aspect : matériel et moral. D'une part alléger le poids de l'existence, augmenter le bien-être et le confort de l'individu, et de l'autre, l'obtention d'une justice supérieure, en un mot, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est un fait : le mouvement coopératif, traduisant cette aspiration universelle, va sans cesse grandissant aujourd'hui dans le monde. Sa force se révèle, à la fois dans le domaine économique, social, moral et spirituel.

A) *Sa force économique.* — Le mouvement coopératif a pris naissance au siècle dernier ; il s'étend maintenant dans tous les pays du monde et il est

devenu un facteur économique d'importance capable de procurer des avantages considérables.

Pour en montrer la puissance, il faudrait indiquer le chiffre d'affaires annuel traité dans le monde sous le signe de la coopération : ce que malheureusement nous ne pouvons faire, en raison de l'instabilité monétaire qui rend, en fait, impossible pareille recherche. Voici cependant quelques chiffres d'affaires annuels dans divers pays.

En Angleterre, en 1929, le chiffre d'affaires annuel de « l'Union Coopérative » a atteint 210.432.683 livres sterlings (1) ; en France le chiffre de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation de France s'élevait à 775.190.940 de francs et en Allemagne « L'Union Centrale » a atteint 1.212.000.000 de marks. Cela suffit à prouver sa puissance.

B) *Sa force sociale.* — Pour s'en rendre compte, il suffit de considérer seulement les coopératives de consommation. Celle-ci, d'après l'évaluation de M. Ch. Gide (2), s'élèvent à environ 80.000 groupant 36 millions de familles, ou, approximativement, 140 millions d'individus appartenant à tous les corps de métiers, et forment ainsi le plus grand mou-

(1) Voir la statistique dans « The people Year Book » 1932-C.W.S., Manchester.

(2) Voir l'introduction du livre « La Coopération à l'étranger, Angleterre et Russie », Ch. Gide.

vement d'association qui existe pour l'amélioration de la vie sociale.

C) *Sa force morale ou spirituelle.* — Le mouvement coopératif possède un pouvoir qui est capable de transformer les conditions morale et spirituelle des classes laborieuses, parce que, comme l'a dit l'économiste anglais, Ernest Jones, il a introduit la notion de justice dans les relations économiques des hommes en ne recherchant pas le profit, mais le service à rendre. On a remarqué que le commerce entre la société coopérative et le coopérateur est certainement plus honnête que le commerce privé ; la falsification des marchandises n'existe pas, il y a établissement du juste prix, etc. ; il implique d'ailleurs une considérable amélioration de l'éducation et de l'instruction du peuple,

C'est ainsi qu'au Danemark, en Finlande et en Hongrie, les progrès de celles-ci sont dûs pour une large part à la coopération.

A. — *Les deux idées fondamentales du mouvement coopératif*

Le mouvement coopératif est guidé par deux idées différentes :

1° La coopération est un mouvement de transformation économique de la société.

2° La coopération est un mouvement d'amélioration du sort d'un certain nombre d'individus.

(1°) Envisagée sous son premier aspect, c'est-à-dire en tant que facteur de transformation économique de la société, la coopération, lorsque les coopératives intégrales sont largement développées, possède une envergure suffisante lui permettant d'englober aussi bien le collectivisme que le syndicalisme, ou même une formule de réorganisation de l'économie toute entière. Ce rôle de transformation de la coopération se trouve ainsi affirmé par beaucoup de coopérateurs, notamment l'éminent professeur Ch. Gide qui prétend qu'elle y parviendra en se conformant au développement d'un plan en trois étapes ; d'abord, constituer des coopératives de consommation et les fédérer ; deuxièmement, prélever le plus possible sur leurs bénéfices pour fonder des grands magasins de gros et opérer, ainsi, les achats sur une grande échelle ; puis, quand des capitaux suffisants auront été réunis, se mettre à l'œuvre pour confectonner des produits manufacturés en créant des coopératives de production, filiale des coopératives de consommation, afin d'organiser une production coopérative dans l'agriculture. Ce mouvement est connu sous le nom d'Ecole Coopérative de Nîmes. M. Poisson, éminent coopérateur français, a insisté sur la même idée dans son ouvrage sur la République Coopérative. « La Coopération, dit-il, se présente comme se suffisant à elle-même, sur son propre terrain d'action, et comme contenant en germe la solution de la question sociale qu'elle résout par son auto-développement intégral et naturel ». De

même, nous trouvons des coopérateurs comme M. Jean Gaument, M. Albert Thomas et, aussi, Mme Béatrice Patter Wabb, en Angleterre, etc... qui ont envisagé le remplacement complet ou presque complet du régime capitaliste par un régime coopératif.

(2°) Cependant, il s'en trouve qui considèrent la coopération non pas comme un mouvement destiné à bouleverser la structure économique présente, mais seulement comme un moyen d'améliorer le sort du plus grand nombre, sans toutefois rien changer à l'essentiel du mécanisme de la société actuelle.

D'abord des économistes libéraux (3), (Leroy-Beaulieu, l'Italien Pantaleóni, etc...) ont prétendu que les coopératives devaient se borner à aider les économistes dans leur campagne contre la vie chère et à amener la diminution du coût de la vie, par la libre concurrence, le libre échange et l'amélioration générale du sort des masses laborieuses.

Mais, à cela, les socialistes révolutionnaires (marxistes, syndicalistes, etc...) objectent que le coopératisme ainsi entendu n'est qu'un mouvement réformiste tendant tout au plus à consolider le régime capitaliste en maintenant sous son joug les faibles dans la lutte économique. C'est pourquoi, la coopération doit être un moyen de résoudre la question so-

(3) Voir le cours de M. Ch. Gide : « Le programme coopératiste ».

ciale par l'aide mutuelle : c'est-à-dire que si ce système de *self-help* s'oppose au capitalisme, il ne saurait le transformer mais, doit, tout au moins, remédier aux faiblesses économiques dans le régime capitalisme d'aujourd'hui.

En Chine, le mouvement coopératif s'oriente vers la première tendance ; c'est-à-dire qu'on y considère le coopératisme comme un moyen de transformer l'organisation économique. Nous savons, d'abord, que le Parti Kouomintang (Parti nationaliste et social Chinois) a admis le mouvement coopératif dans son programme politique de reconstruction économique de la Chine. D'ailleurs, le professeur Sih Sien-Chow, le père de la coopérative chinoise, dans l'introduction de son projet de coopératisation nationale de la Chine, a dit notamment : « La coopération, en Chine, ne doit pas être considérée comme un système de pays capitaliste et envisagée comme un remède à la pauvreté, ni comme un système des pays socialistes, qui ne servirait qu'à remédier à l'échec du système communiste. Notre pays doit comprendre sa véritable signification autant que son importance et lui accorder la confiance due à une force capable de reconstruire la République Coopérative » (4).

(4) Voir le Chapitre 3.

**B. — Les moyens d'action du mouvement
coopératif**

Pour développer le mouvement coopératif, on fait appel, généralement, à deux moyens : l'un agissant de haut en bas, c'est l'intervention de l'Etat ; l'autre, de bas en haut, c'est l'initiative privée. La discussion concernant le choix entre les deux n'est pas récente.

Le tenant de l'initiative privée maintient que le mouvement coopératif doit rester en dehors de la politique neutre tout comme la religion.

1° Parce que l'intervention de l'Etat est en contradiction évidente avec l'autonomie considérée comme étant à la base du mouvement coopératif.

2° Et parce que en intervenant d'Etat serait amené à exercer un contrôle sur la coopérative qui, dans son fonctionnement, doit avoir les mains libres.

Si nous remontons au siècle dernier, nous voyons que l'ancienne controverse entre M. Schutze-Delitzsch et M. Lasalle, consistait en ce que le premier était partisan de l'aide mutuelle tandis que le second préconisait l'intervention de l'Etat dans la coopération.

On a remarqué qu'à l'origine le développement coopératif s'est fait complètement de bas en haut : la coopération de consommation en Angleterre, la coopération de production en France, et la coopération

de crédit en Allemagne. Même aujourd'hui dans les pays où la coopérative est très développée, celle-ci n'a aucune liaison avec l'Etat, tel est le cas de l'Angleterre, de la Suisse et des pays Scandinaves. D'ailleurs, s'il arrive que l'intervention soit exagérée, il en résulte une régression, la Russie soviétique (5) par exemple, après la Révolution de 1917, a voulu instituer la coopération obligatoire, mais, après quatre ou cinq ans, l'expérience ayant échoué, le gouvernement soviétique a accordé aux coopérateurs une certaine autonomie.

Il en est de même depuis l'avènement du gouvernement fasciste, la décadence de la coopération italienne est certaine (6).

Par contre, le partisan interventionniste suppose une intervention de haut en bas, lorsque la population d'un pays, presque complètement illettrée ou dépourvue de tout esprit d'initiative, n'aurait pas été capable de créer elle-même spontanément ou de faire fonctionner des coopératives. Le mouvement coopératif ne saurait progresser rapidement sans l'intervention de l'Etat. D'ailleurs, au fur et à mesure où le mouvement prend de l'extension, il se rapproche fatalement de plus en plus des pouvoirs publics : l'examen des faits contemporains en donne la preuve.

(5) Voir : Cours de M. Ch. Gide « La coopération à l'étranger, Angleterre et Russie ».

(6) Voir : Cours de M. Gide. « La coopération dans les pays latins ».

Aux Indes, le développement du mouvement coopératif s'est fait entièrement de haut en bas.

A partir de 1892, le Gouvernement du Bengale a envoyé alors spécialement Sir T. Nichison en Europe pour y faire une enquête et, en 1895, les Indes ont franchi la première étape du mouvement coopératif. Actuellement, la coopération s'est largement répandue, grâce à l'aide du gouvernement.

Il en est de même au Japon. En 1899, le gouvernement y publiait une loi relative à la coopération faisant siens les différents systèmes étrangers. Le signal du départ était donné.

On peut affirmer que le résultat du mouvement coopératif dans ces pays, sans l'aide de l'Etat, ne serait pas aussi satisfaisant aujourd'hui.

En ce qui concerne la Chine, on a adopté les deux moyens indiqués l'initiative privée combinée avec l'aide de l'Etat, cet appui étant graduellement introduit, et par intervalles, dans l'organisme de la coopération.

PREMIÈRE PARTIE

LES FACTEURS EXPLIQUANT LA NAISSANCE
DU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN CHINE

CHAPITRE PREMIER

RELATIONS ENTRE LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES CHINOISES ET LA COOPÉRATION

SECTION I

Aperçu des conditions économiques générales en Chine

Il y a tout juste une douzaine d'années que la Chine a commencé à apprécier et à organiser la coopération moderne.

Chacun sait qu'une organisation ou un système que l'on veut implanter dans un pays donné doit s'adapter aux conditions économiques et aux besoins sociaux de ce pays. C'est pourquoi, en ce qui concerne la Chine, afin de mieux saisir la coopération telle qu'elle est pratiquée à l'heure actuelle et son esprit, il est nécessaire de revenir en arrière, car le mouvement coopératif chinois n'est pas le résultat de circonstances fortuites.

Jusqu'à la dynastie Tsing (221 avant J.C.) les savants chinois étaient uniquement des physiocrates. Parmi tous les facteurs économiques, la terre était considérée comme la plus importante. Depuis la dynastie Han (206 avant J.C.) la société s'inspira de la philosophie de Confucius. Dès lors, se manifesta, un dédain profond, pour la profession commerciale, puisque l'Ecole de Confucius ne voulait pas parler de bénéfice, celui-ci étant considéré comme une infraction à l'éthique.

Puis le Confucianisme a soutenu la doctrine de la limitation des besoins, car ceux-ci sont innombrables alors que la capacité de les satisfaire est fortement limitée. Or, l'homme doit se satisfaire le moins souvent possible. Cette idée économique était tout à fait différente de celle des étrangers qui eux admettaient la multiplicité des besoins. Mais du point de vue de la consommation, elle offre naturellement une certaine supériorité, puisqu'il en résulte la restriction des dépenses, la limitation du luxe, la tempérance, etc..., mais sa grande faiblesse est de laisser la vie économique dans un état de stagnation.

Cependant, bien que la Chine ait été un pays physiocratique, l'agriculture n'y a jamais été très développée et lorsque l'Europe poussa son extension vers l'Extrême-Orient, les deux civilisations occidentale et asiatique présentaient une grande différence dans leur développement économique.

En Chine, l'organisation sociale était anarchi-

que en raison du rôle exclusif de la famille et des groupements indépendants. En bornant son horizon économique à la satisfaction des besoins de la famille ou du groupe, le peuple chinois a perdu ainsi une grande partie de sa discipline collective et la notion juste des fins plus étendues de la communauté.

Telle est la cause du séparatisme, qu'on considère comme une des grandes faiblesses de la Chine moderne, parce qu'il pousse au mépris de l'esprit de grande entreprise.

Alors que la civilisation occidentale est basée sur la liberté individuelle complétée par la coopération d'activités sociales sur une grande échelle, la tradition de la famille chinoise a détruit cette liberté individuelle et cette coopération sociale et la communauté comprend une série de groupes organisés généralement sur une base familiale, mais séparés, dont l'activité n'est pas comparable à celle des industries scientifiques dans l'organisation moderne.

La mise en œuvre de la production technique moderne était difficile, car celle de la Chine provenait de petites exploitations, soit à la campagne, soit à la ville, dans lesquelles on s'efforçait de travailler minutieusement et laborieusement : c'était le régime de l'artisanat. Le petit artisan fait tout seul des meubles ou des chaussures dans sa propre maison, avec des outils et des matières premières qui lui appartiennent, tout comme le petit paysan-pro-

priétaire cultive lui-même son domaine, à l'aide de sa famille, de ses instruments agricoles, de ses animaux, sans recourir aux autres.

L'étendue considérable du territoire, le manque de moyens de communications, en restreignant inévitablement les échanges, ont entravé l'essor économique.

On trouvait rarement de grandes associations d'exploitation. Cependant, il existait des corporations n'occupant qu'un nombre restreint d'ouvriers de même profession. Malgré cela, la vie économique était plus stable, on y vivait plus facilement qu'aujourd'hui. Lorsque l'influence étrangère pénétra en Chine elle modifia cet état de choses et l'on peut penser qu'elle est cause de la transformation de la vie économique chinoise.

Dans la section suivante, nous montrerons les phénomènes qui se sont produits depuis que s'établirent des relations économiques avec les étrangers.

(I) Le rôle de l'Influence extérieure

Depuis la révolution industrielle, le machinisme s'est de plus en plus développé, le perfectionnement des moyens de transport a facilité les échanges intérieurs et par conséquent le commerce international, les forces productives se sont prodigieusement accrues, le produit de la machine satisfait non

seulement les besoins de la métropole, mais aussi ceux du marché mondial. Le roulement des capitaux se fait non seulement à l'intérieur mais s'étend vers les pays étrangers en vue de différents placements. Donc, l'extension du marché pour le débouché des marchandises et le déplacement de l'excédent des capitaux, pour trouver un placement plus rémunérateur, sont deux caractéristiques dominantes de notre époque.

La Chine étant une partie importante du monde, ayant une population immense, et possédant une très grande surface est, naturellement, en état d'alimenter les autres marchés et de s'ouvrir des débouchés. Ce n'est qu'à partir de la Guerre de l'Opium (1) — (1842) et des traités de Nankin, Tien-Tsin, que la Chine a donné accès aux étrangers. Profitant de l'ignorance de la politique commerciale du Gouvernement Tsing, les étrangers lui imposèrent nombre de traités inégaux, traités injustes accordant souvent des privilèges ou des droits sans réciprocité (2). La Chine, ligotée par ces traités, est condamnée à la défaite sur tous les terrains et les étrangers, sous prétexte de tels traités, ont pu atteindre facilement leurs buts, c'est-à-dire qu'ils ont

(1) La guerre a eu pour cause l'envoi en Chine par les commerçants anglais de l'opium cultivé aux Indes.

(2) Voir le livre : Le triple Démisme de Suen Wen, traduit en français par Pascal M. D'Elia S. 7., p. 473-475.

pu placer sur le marché chinois leurs marchandises ainsi que l'excédent de leurs capitaux. Il y a deux questions qu'il nous faut examiner ; celle des douanes et celle des concessions.

(A) Les causes de l'influence extérieure

1° La question des douanes.

Du point de vue de l'économie nationale, la douane revêt une importance particulière ; car le droit de douane étant d'abord un impôt est une source de revenus financiers appréciables. Ensuite, comme il a souvent pour but de réaliser en même temps la protection indispensable des produits qui peuvent être ainsi écoulés librement sur le marché national, le tarif douanier est donc un moyen de lutte efficace contre l'oppression économique des pays étrangers.

Elles ont en effet une grande influence sur la vie économique chinoise et on les considère comme les véritables causes de la dépression économique et nous examinerons ensuite leurs effets.

Pour comprendre l'échec de la douane chinoise, il nous faut remonter à son origine c'est-à-dire, au moment où l'Angleterre, à la suite du traité de Tien-Tsin, entra en rapports plus intimes avec la Chine. Depuis lors les nations occidentales jouissant du principe de la clause de la nation la plus favorisée, qui figurait dans tous leurs traités, les avantages ob-

tenus par l'une de ces nations se trouvèrent étendus aussitôt à toute les autres.

Quand à la Chine, elle s'était vu imposer par celles-ci des limitations à sa liberté tarifaire ; ainsi elle ne pouvait percevoir sur les marchandises étrangères importées qu'un droit de 5 % *ad valorem* et c'était là pour elle un premier désavantage.

En outre, d'après l'article 27 des traités de Tien-Tsin, le tarif douanier chinois ne pouvait être modifié que dans un délai de dix ans, pendant lesquels, quel que désavantageux que fut pour elle le tarif, la Chine ne pouvait librement l'élever, d'où second inconvénient.

D'ailleurs, les marchandises importées en Chine par les étrangers payent, à l'entrée, la taxe de 5 % aux douanes maritimes ; après l'entrée, il faut encore, pour passer à l'intérieur, payer 2,50 % de « Li-Kin » (3) ; au total, les marchandises étrangères, en acquittant seulement 7,50 % (Li-Kin et taxe douanière compris) peuvent circuler partout en Chine sans rencontrer d'obstacles, or les marchandises nationales tout comme les marchandises étrangères, doivent payer 5 % de droits de douane, et le « Li-Kin », taxe locale qui, dans ce cas, vis-à-vis du commerçant chinois ne représente pas une taxe locale consolidée comme le « Li-Kin » de 2,50 % vis à vis de l'importateur européen. Si l'on songe que la situation financière du gouvernement de la Chine a né-

(3) Une taxe locale.

cessité des ressources agrandies, il n'a donc pas été possible de faire baisser les prix des marchandises nationales qui, au contraire, on atteint un niveau extraordinaire. Ainsi comprend-on leur état d'infériorité évidente en face de celles provenant de l'étranger. Le droit de douane n'a donc été qu'un maigre revenu fiscal et n'a réalisé qu'une protection inexistante.

Ce régime a duré presque quatre vingts ans, néanmoins, on a essayé souvent de le modifier depuis la République Chinoise qui fut formée en 1911, mais les pays intéressés ont refusé. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} Janvier 1930, au lendemain de l'instauration définitive du Gouvernement national de la Chine à Nankin, qu'elle jouit en principe de l'autonomie du tarif. Cependant une série de traités onéreux furent conclus avec les pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée. On les a critiqués sévèrement, parce que la Chine étant un pays agricole ainsi qu'un pays de jeune industrie, une protection douanière absolue est indispensable.

2° Le problème des concessions.

C'est un grand obstacle qui entrave le développement de la vie économique chinoise. A l'origine les concessions consistaient en des places données par le gouvernement chinois aux commerçants étrangers venus en Chine temporairement, puis qu'ils n'avaient pas l'habitude de vivre avec le peu-

ple chinois dont les coutumes étaient différentes. L'administration des concessions appartenait au Gouvernement chinois, mais peu à peu, à l'occasion d'affaires intérieures, les étrangers en ont profité pour d'imiscer progressivement dans cette administration et pour étendre les concessions. Cette situation est devenue anormale aujourd'hui.

Politiquement, la concession est une atteinte à la souveraineté territoriale, les étrangers qui l'habitent ne sont pas contrôlés par l'administration chinoise, non plus que par sa juridiction.

Economiquement, ils ont outrepassé les droits que leur conféraient les traités. D'abord, ils ne paient ni taxes ni impôts, ils installent toutes sortes d'entreprises, des banques (d'émissions, de dépôts, de change), des usines où sont embauchés des ouvriers étrangers, etc etc... et l'impossibilité d'étendre la compétence de la législation industrielle chinoise explique la conditions déplorable des travailleurs dans les limites des concessions.

Il faut ajouter que les étrangers exercent une emprise économique considérable grâce à leurs capitaux et aux subventions diverses de leurs gouvernements respectifs. Ainsi ils ont pratiqué des investissements directs dans l'industrie des transports maritimes. Leurs bateaux de commerce peuvent naviguer librement dans les eaux territoriales chinoises, de sorte que la marine marchande de la Chine est en décadence.

Voilà des faits exacts. Dans le paragraphe sui-

vant nous montrerons quelles en sont les conséquences.

(B) Les effets de l'influence extérieure

Il y a lieu d'en distinguer trois :

1° *La difficulté du développement industriel.*

La concurrence mondiale, la lutte des pays industriels sur le marché mondial, est le phénomène dominant de notre époque. Les armes de la lutte économique comportent généralement deux éléments : Pour la défensive, on emploie le protectionisme et les monopoles. Pour l'offensive, on se sert de la rationalisation et du dumping.

Dépourvue de ces moyens, la Chine ne peut par conséquent lutter à armes égales ; elle n'en a même pas la possibilité de riposter.

D'abord, comme nous l'avons déjà vu, le tarif douanier ne permet pas dans les circonstances actuelles, d'assurer la protection absolue indispensable, puisque les industries naissantes ne sont point capables, vu leur faiblesse, de soutenir la concurrence trop forte de l'étranger.

Dès l'introduction des marchandises étrangères sur le marché chinois, les articles manufacturés indigènes, dont se servait le peuple, tous fabriqués à la main, commencèrent à périlcliter. Les droits de

douane étant peu élevés, les marchandises venues de l'étranger, fabriquées par des machines, soutenues par d'importants capitaux, bénéficiant sur toutes les côtes du transport par paquebot, relativement bon marché, revenaient beaucoup moins cher que les produits nationaux. Il en résulta que tout le monde préféra les marchandises étrangères.

L'industrie indigène était ruinée, la main d'œuvre privée de son travail traditionnel et par conséquent réduite à la misère. Le chômage est devenu dès lors un grave problème social en Chine. Sans doute, dans ces derniers temps on a commencé à utiliser les matières premières nationales et à installer le machinisme, dans l'espoir de tenir en échec la concurrence étrangère. Mais à cause des raisons que nous avons citées plus haut, l'industrie chinoise n'a pu encore se développer.

Il faut reconnaître, cependant, que durant la guerre européenne l'industrie chinoise a fait des progrès. Les différents pays étaient trop occupés par la guerre, pour importer leurs marchandises en Chine et les industries chinoises en profitèrent, notamment les filatures et les tissages qui se développèrent et bénéficièrent d'une extrême prospérité. Mais, au lendemain de la guerre, les marchandises des différents pays affluèrent à nouveau en Chine, les industries chinoises travaillèrent à perte et beaucoup d'entreprises connurent la faillite complète.

Depuis la guerre, la situation économique de la Chine est la suivante : les étrangers ayant, dans leurs

concessions, développé de plus en plus leurs diverses installations, ont fait perdre à la Chine le monopole de fait qu'elle avait réalisé, grâce aux hostilités en faveur de son commerce et de son industrie. Elle aurait dû le conserver mais la loi de l'offre et de la demande devait jouer à son désavantage ; son marché vulnérable du fait de l'absence d'un tarif douanier protecteur fut envahi par les marchandises étrangères dont l'offre — combinée à celle des siennes — dépassa vite la demande et les prix baissèrent inévitablement : la jeune industrie chinoise était étouffée.

D'ailleurs comment aurait-elle pu résister à une telle pression ?

Pour sauver la Chine de ses difficultés économiques actuelles, il serait peut-être nécessaire de l'industrialiser. Pour cela, des capitaux sont indispensables, mais l'existence des traités inégaux a pour effet d'en rendre très difficile l'accumulation préalable. La protection douanière pratiquement nulle, la liberté des investissements dans les concessions, autant de raisons qui empêchent la constitution d'un revenu national important dont les excédents permettraient justement les placements destinés à créer et à développer de nouvelles industries.

En un mot, à l'heure actuelle, d'une part, le capitalisme chinois est trop débile pour concurrencer avec efficacité la puissance financière extérieure et d'autre part, si les avantages du marché national étaient réservés exclusivement au commerce chi-

nois, et non pas presque totalement aux étrangers, la finance chinoise se développerait en conséquence.

2° La crise financière permanente.

Les finances publiques de la Chine étant mal organisées, les dépenses progressant avec l'amélioration des conditions sociales. Ses recettes étant limitées, les dettes pèsent lourdement sur le budget. D'après l'estimation du Dr. Sun-Yat-Sen, le fondateur du Parti Nationaliste Chinois, la Chine a une perte qui n'est pas inférieure à 1.200 millions de dollars-argent par an. Ce déficit se répartit comme suit :

1° Le déficit annuel de l'exportation, par rapport à l'importation, est presque de 500 millions de dollars.

L'abus des émissions de billets de banque étrangers, avec les comptes de chèques, les échanges, les dépôts, etc, dans les banques étrangères nous enlèvent près de 100 millions de dollars.

3° Les bénéfices des transports qui sont accaparés par les étrangers, représentent à peu près une centaine de millions perdus pour nous.

4° Les taxes, les rentes foncières, le prix des terres de concessions perçus par les autorités étrangères constituent une somme totale de 4 ou 500 millions.

5° Les usines, les établissements étrangers construits et exploités dans les concessions font un chiffre d'affaires qui doit s'élever à plus de 100 millions de dollars.

6° Enfin il y a l'indemnité de guerre des Boxers : 120 millions de dollars-or, ce qui fait 3 milliards de francs.

7° Les dettes extérieures s'élèvent à 256 millions de dollars-or.

Par conséquent, ce déficit provoquant le déséquilibre budgétaire, il en résulte l'inflation, parce que le gouvernement, pour remédier à la crise, a été obligé de procéder à l'émission de billets et de recourir à des emprunts à court terme. Mais la Chine ayant émis trop de billets et ayant déjà de nombreuses dettes à acquitter vis-à-vis de l'étranger, a été obligée de chercher un autre moyen de faire face à ses difficultés financières. Le gouvernement chinois a eu alors recours à l'emprunt national.

L'existence d'une dette publique aussi élevée constitue pour un état, au point de vue économique, un danger redoutable.

Il n'est pas possible de faire face aux paiements des arrérages et on ne pourrait augmenter cette dette sans accabler le peuple de lourds impôts, devant lesquels les producteurs, commerçants, industriels et agriculteurs ne tarderaient pas à se décourager. La situation paraît de plus en plus choquante aux contribuables. D'ailleurs la production natio-

nale, lourdement grevée, par rapport à ses concurrents étrangers, doit renoncer à ses débouchés extérieurs et dans ces dernières années, l'exportation du thé et de la soie a baissé de plus en plus.

En outre, de nouvelles tendances se sont fait jour chez les particuliers, resserrement du crédit et diminution de l'épargne.

Le Gouvernement chinois, n'ayant pas suffisamment de fonds n'a pas eu le moyen d'entreprendre de grands travaux publics, comme les routes, les chemins de fer, les canaux, etc... qui sont nécessaires au développement de la vie économique du pays.

3° Les capitaux ne prennent plus la direction du village rural.

Depuis la révolution industrielle, l'organisation économique a changé son orientation et s'étend irrégulièrement. Les capitaux qui s'abritaient dans les villages se sont concentrés dans les villes et nous assistons, aujourd'hui, à une floraison inusitée de banques, de sociétés de crédit dans chaque ville, alors que la campagne s'en trouve totalement dépourvue. Ces organisations n'accordent leur appui qu'aux entreprises commerciales ou industrielles, mais elles n'apportent aucune aide financière à l'agriculture. Il en résulte une extension considérable de la ville, une prospérité acquise au détriment du village qui, chaque jour, tombe en décadence.

Le phénomène s'est manifesté clairement en Chine. Lors de l'établissement des concessions, le commerce, l'industrie moderne, prirent alors naissance et s'étendirent considérablement. La richesse chinoise fut largement absorbée. La concentration des capitaux dans les villes provoqua d'enthousiastes spéculations et des placements fonciers.

Les capitaux restaient à la ville sans jamais retourner à la campagne. Les industries chinoises à la main se trouvèrent ruinées par la concurrence des industries modernes. Les ruraux n'eurent pas assez de produits à échanger contre l'argent concentré dans la ville.

L'économie rurale a été désorganisée sous l'influence de la famine, des inondations périodiques et d'un facteur important aussi, l'instabilité politique. Les paysans, attirés par l'appât du gain, vinrent offrir leurs bras aux industriels ; les artisans victimes de la concurrence du machinisme étranger vinrent à leur tour chercher une occupation à la ville. La main-d'œuvre devint trop abondante et le surplus ne trouvant pas d'emploi grossit le nombre des chômeurs.

La crise mondiale empêche l'exportation des produits agricoles chinois, tandis que la concurrence étrangère les élimine sur le marché national ; ainsi l'année dernière, à la suite d'une grande inondation à Hankéou, il y eut plus de 14 millions de dollars (argent) d'importations. Des capitaux ruraux prirent le chemin de la ville et ce déplacement de

richesses entraîna avec lui la faillite complète de l'économie rurale et pourtant la Chine est un pays agricole, puisque 80 % de la population vit à la campagne. Quelle solution devons nous adopter ? Voilà le problème que nous allons étudier plus loin.

(II) La dépression intérieure

Durant des siècles, la terre fut considérée en Chine comme la seule source des richesses.

Aujourd'hui plus de 80 % de la population est agricole, 50 % des revenus de l'Etat viennent des impôts fonciers et représentent les deux tiers de la totalité des exportations chinoises. Donc, on voit quelle est l'importance de l'agriculture en Chine.

Toutefois, pendant ces dernières années, la crise rurale a atteint un degré redoutable. La population agricole est tombée dans une misère effroyable. Les causes, en dehors de celles que nous avons exposées et qui sont des causes extérieures, sont aussi d'ordre intérieur et nous devons en chercher l'explication.

(A) Les causes intérieures

1° *L'organisation rurale.*

Le village chinois est trop simple et trop conservateur. Dans la première période de l'histoire chinoise, l'agriculture était très développée et jouait un grand rôle. La technique agricole, l'ardeur au

travail surpassaient, de beaucoup, celles des autres pays. Des centaines de millions d'hommes fouillaient cette terre qui avait déjà nourri tant de générations. M. K. L. Butterfield a dit : « aucun pays du monde n'a pu conserver son indépendance et sa civilisation autant que la Chine. En effet, ce privilège doit être attribué pour une grande part aux agriculteurs. Donc la profession agricole se classe seconde parmi les quatre autres, elle vient tout de suite après le savant * » (4). Mais le progrès de la civilisation mondiale sans cesse renouvelé depuis deux siècles, a amené les agriculteurs européens à l'emploi de méthodes scientifiques tandis que les Chinois ont continué à exploiter leurs terres suivant leurs méthodes traditionnelles. Sans contact avec le reste du monde, les agriculteurs ont été peu touchés par les idées nouvelles. Aussi n'ont-ils pas cherché à améliorer leur vie économique et sociale, et gardent-ils toujours leurs vieilles coutumes.

2° *L'Etat économique :*

Etant donné le fâcheux état de l'organisation rudimentaire de l'économie rurale, la population chinoise ne possède pas d'associations solides lui

(4) Butterfield : Le rapport de l'amélioration sur l'agriculture chinoise et l'éducation agricole. Ce que nous citerons plus loin.

* En Chine, on se classe 4 catégories de profession selon leur importance : savant, agricole, industrie et commerce.

permettant de poursuivre l'amélioration de sa condition, et établies sur le modèle de celles qui existent sous diverses formes dans les pays occidentaux : société coopérative de consommation, de crédit agricole, de vente, d'achat, etc... Le paysan est donc dépourvu de groupements spécialisés dans la défense de ses intérêts et la protection de son indépendance matérielle. Par exemple, des représentants viennent acheter le coton à la campagne. En général, ils paient d'avance la récolte avant qu'elle soit réalisée et livrée. On donne un prix minimum aux agriculteurs qui, ignorant tout de l'organisation du marché, se croient obligés de vendre leur coton à un prix très bas. Supposons qu'il y ait une société de vente des agriculteurs, laquelle vendrait directement à l'usine de filature et tissage. Le paysan ne serait pas trompé. Donc, ce manque d'organisation se fait durement sentir pour les agriculteur est c'est une grande faiblesse de l'agriculture chinoise en même temps qu'une importante cause d'appauvrissement.

3° *Des autres causes.*

A cela, ajoutons des fléaux tels que la famine, l'inondation, l'absence d'une politique agricole du gouvernement qui ne fait rien pour la protection des agriculteurs tout cela contribue à rendre la vie dans les campagnes extrêmement pénible. Toutefois, on considère comme un facteur important de cet état de choses, l'instabilité de la situation économique ru-

rale, dont la cause principale est l'imperfection des institutions en vue de faciliter la finance rurale.

Les petits paysans ne possèdent, généralement, aucune épargne. Le nombre des possédants est très limité. Le jour où une dépense s'impose, le petit paysan est obligé d'emprunter de l'argent. En Chine, les institutions rurales de crédit sont de deux sortes : le Mont-de-Piété et le prêt privé. Dans le premier cas, on prête souvent sur gage, bijoux, habits, objets précieux, instruments agricoles, etc... le taux d'intérêts s'élève presque à 20 % par mois. Le délai d'échéance est de 18 mois ou bien de deux ans. Dans le second cas, des amis ou des gens riches du village font un prêt moyennant bénéfice. Ils reçoivent en général une hypothèque sur immeuble. Le taux d'intérêt est très dur, au moins 20 %, parfois 30 % et, en cas de besoin, les pauvres paysans sont obligés d'avoir recours à ce moyen pour obtenir une avance. De plus, il existe un autre moyen, le « gage de terrain », c'est-à-dire que le créancier cultive la terre appartenant aux débiteurs sans payer l'impôt du terrain et le produit de la terre lui tient lieu d'intérêt qui peut représenter environ la valeur de la moitié de la terre.

Enfin, il y a d'autres formes de crédit. On prête de l'argent que l'on rendra sous forme de produits agricoles et on rendra une quantité de produits représentant une valeur supérieure à la somme prêtée.

De par cet état de choses, le paysan n'obtiendra de l'argent qu'en se soumettant à ces conditions sé-

vères qu'il est obligé d'accepter s'il veut vivre. Au moment de l'échéance, il s'agira de trouver l'argent ou, si cela est impossible, de demander un délai d'échéance, ce qui augmentera le taux d'intérêt. Il arrivera donc que le prêt, en augmentant, dépasse la valeur de l'immeuble et c'est l'expropriation.

Les paysans sont devenus de plus en plus pauvres à force d'emprunter, ils passent de petit cultivateur au rôle de fermier, de métayer, et deviennent par la suite ouvriers agricoles prolétaires.

4° *Des causes anormales :*

L'instabilité politique, les surcharges des impôts, sont aussi parmi les causes de la dépression économique rurale de la Chine.

(B) Les effets intérieurs

1° *La force productive est en régression.*

La Chine est un pays agricole et lorsque l'importation des produits agricoles augmente pendant que l'exportation diminue, cela prouve que la force productive du pays est en baisse.

Nous le constatons par les statistiques suivantes (5) :

(5) Voir : La revue Coopérative Mensuelle (Chinoise), Vol. 4. N° 1, Les Statistiques dans un article, sur le sujet « L'Economie Rurale chinoise d'hier et de demain ».

(A) *Tableau des produits importés*

Année	RIZ valeur importée (en taëls)*	BLÉ valeur impor- tée (en taëls)	FARINE valeur impor- tée (en taëls)
1924....	63.249,000	17.089,000	29.688,000
1925....	61.041,000	2.655,000	14.904,000
1926....	89.844,000	17.965,000	23.712,000
1927....	107.323,000	2.055,000	21.306,000

*100 taëls valent maintenant 750 francs.

(B) *Tableau montrant la régression de l'Exportation
des produits agricoles*

1° *La Soie*

	1910	1916	1922	1928
Pourcentage de la pro- duction mondiale...	32 %	27 %	25 %	18 %

2° *Le Thé*

	1923	1926	1927
Pourcentage de la produc- tion mondiale	12,2 %	12,1 %	11,3 %

3° *Le Coton*

Importation	Exportation
68.000,000 taëls	34,000,000 taëls

2° *Les terres improductives sont en augmentant.*

A mesure que la décadence économique rurale s'est accentuée, la surface des terres cultivées a diminué. En voici la preuve par la statistique suivante :

Année	Terres improductives
1914.....	358.235,867 mou *
1915.....	404.369,948 »
1916.....	390.363,021 »
1917.....	924.583,899 »
1918.....	848.935,748 »

* Un arç = 0.1627,604 mou.

3° *La campagne se dépeuple.*

La vie économique rurale étant des plus instables, la population agricole assure difficilement son existence et ne cherche qu'à quitter les villages.

Mais, comme nous l'avons déjà fait remarquer, cet exode n'a point pour effet de faire entrer l'industrialisation sur la voie du progrès. Loin de là, puisque faute de pouvoir s'employer dans les villes, les paysans y demeurent dans un état de dénuement épouvantable.

D'après l'estimation de M. Wou Sui-Wa dans un article sur « la question économique rurale en Chine », le taux de la dépopulation rurale est le suivant :

CHINE	Le taux proportionnel à la population totale	Le taux propor- tionnel au village
Midi	3.85 %	9.1 %
Nord	5.49 %	13.8 %

SECTION II

ADAPTATION DE LA COOPÉRATION AUX CIRCONSTANCES ÉCONOMIQUES

Ayant jeté un coup d'œil sur l'ensemble des difficultés économiques de la Chine, voyons quelle solution la Chine doit adopter. Si nous nous tournons vers l'industrialisation de la Chine, nous ne voyons pas d'issue puisque les traités politiques cités plus haut rendent impossible l'accumulation des capitaux nécessaires à cette entreprise. Peut-on emprunter ces capitaux aux pays étrangers ? Non, puisque la Chine a de nombreuses dettes à acquitter vis-à-vis de ces derniers. De plus, à cause de la crise mondiale, ces pays étrangers ne peuvent guère exporter des capitaux. Donc, il va de soi que nous allons chercher la solution dans le domaine agricole et que les 80 % de sa population a des occupations agricoles. Pour sauver l'économie rurale chinoise, nous admettons que la coopération est le moyen le plus efficace.

Nous insistons sur ce fait que des Chinois et des étrangers ont exprimé des idées analogues. Sans beaucoup insister sur les économistes chinois, nous

signalons le Dr. Sun Yat-Sen, fondateur du Parti Nationaliste Chinois, qui avait écrit au gouvernement autonome des provinces qu'il considérait la coopération comme indispensable (6). Parmi les opinions d'étrangers, nous relevons celles de M. K. L. Butterfield, directeur de l'Université agricole de Massachusetts, un des plus célèbres économistes agricoles, qui a soutenu le même point de vue (7).

M. J. B. Condliffe, professeur à l'Université de Michigan, dans son récent ouvrage « L'Economie chinoise d'aujourd'hui » défend la même thèse. Il affirme que la coopération rurale serait un des plus puissants facteurs d'amélioration des conditions économiques de l'agriculture chinoise. Par la Société coopérative de Crédit, les paysans pourraient se libérer de l'usure, par la Société coopérative de consommation, le coût de la vie pourrait baisser. Enfin, les coopératives permettraient d'améliorer la moralité chinoise, d'éveiller l'esprit d'entraide mutuelle, de développer la formation professionnelle rurale, etc...

En somme, dit-il, « la coopération rurale offre une des avenues économiques de grand espoir en Chine » (8).

Nous sommes parfaitement d'accord avec cet auteur, car vu la situation économique chinoise, les

(6) Voir Chap. III.

(7) Voir le même chapitre.

(8) Voir J. B. Condliffe « China to-day economic », p. 66.

villages ne manquent ni de terre ni de travail, et la production agricole n'exige pas autant de capitaux que l'installation industrielle. Donc, la grande faiblesse des villages ruraux est le manque d'organisation. Sans celle-ci, les trois facteurs de la production — le capital, la terre et le travail — perdent de leur valeur et ne jouent plus leur rôle.

Cette organisation nécessaire est la coopération, c'est-à-dire l'association économique, en d'autres termes, ceux qui sont économiquement faibles doivent pour maintenir leurs avantages et leur bonheur, s'associer pour résister aux puissances économiques.

La même idée est exprimée par M. le Professeur Ch. Gide : « Les sociétés coopératives, dit-il, ont pour but l'émancipation économique de certaines catégories de personnes et leur libération d'une exploitation » (9).

Aux temps anciens, il existait beaucoup d'associations ayant les mêmes caractères que les sociétés coopératives et qui rendirent d'utiles services aux villages chinois.

Donc, pour remédier à la dépression économique rurale, nous devons suivre le même chemin.

Le mouvement a déjà commencé, il va s'étendre, quel résultat doit-on en escompter ?

D'abord, la coopération peut servir d'arme pour

(9) Voir le livre de M. Ch. Gide, Cours d'économie politique, tome II, p. 178.

résister à la concurrence extérieure. Voyons le cas du Danemark. Pendant la première moitié du xix^e siècle, la situation économique de ce pays était très mauvaise. Les agriculteurs danois souffraient de la concurrence des produits agricoles américains et russes et subissaient l'influence de la protection douanière allemande, ce qui fait que le marché des produits agricoles danois rencontrait partout des résistances. Depuis 1870, les Danois ont adopté la politique économique nouvelle, c'est-à-dire le système coopératif et il y a eu la réforme de leur organisation économique rurale.

Ce faisant, ils ne se heurtèrent plus aux obstacles des capitalistes et des grands propriétaires et bien au contraire le pays tout entier devint une puissance économique rurale. Les principaux produits alimentaires de la population danoise, ainsi que les principaux produits d'exportation du Danemark, le beurre, la viande, les œufs, qui sont, en grande partie coopératisés, occupent une place importante sur le marché mondial. Grâce à la coopération les paysans danois sont maintenant plus riches et plus heureux. Nous constatons que la Chine se trouve dans les mêmes conditions que le Danemark, il y a 50 ans. C'est pourquoi la coopération rendrait certainement des services très utiles.

En ce qui concerne la condition intérieure, la coopération peut nous donner beaucoup d'avantages sous ses diverses formes.

1° *La société coopérative de crédit.* — Le Pro-

fesseur Charles Gide a déclaré : « La société de crédit permet aux emprunteurs d'échapper aux griffes des usuriers en leur procurant directement les capitaux nécessaires ou même en leur permettant de créer eux-mêmes ces capitaux par d'ingénieuses combinaisons d'épargne et de mutualité ». Le crédit abondant et bon marché est souvent une condition du progrès économique. En Chine, comme nous avons eu l'occasion de le dire plus haut, les paysans tombent sous les terribles griffes des usuriers. Le taux d'intérêt monte jusqu'à 30 % ou plus. Lorsque la société coopérative sera formée, le taux d'emprunt baissera beaucoup. Par exemple : dans la Chine du Nord, le taux de la Société coopérative ne rapporte que 6 % ou 10 %, ce qui diminue de beaucoup le poids des dettes paysannes. La coopération pourrait fournir à la population agricole pauvre la facilité d'épargner qui lui permettrait de mener une bonne vie. La vie deviendrait stable pour le paysan, ses aspirations plus solides, son travail positif. D'ailleurs, la coopération n'augmente-t-elle pas le crédit personnel et n'engendre-t-elle pas aussi l'esprit de solidarité ?

Il y a d'autres points importants que nous devons examiner. Dans les conditions actuelles de la Chine, par suite d'un phénomène anormal, les capitaux se concentrent dans les villes sans retourner à la campagne, ce qui active la décadence économique rurale et la rend si grave. Lorsque les sociétés coopératives de crédit se développeront, les paysans

auront des institutions financières qui faciliteront les ouvertures de crédit, en faisant circuler la monnaie à travers les campagnes.

Par exemple, depuis 1931, la Banque Commerciale et d'Epargne de Changhaï fournit chaque année à la Commission Internationale de Secours pour la Famine une somme se montant à 50.000 dollars (argent).

2° *La société coopérative de consommation*, — Dans le premier chapitre de « La société coopérative de consommation », le Professeur Ch. Gide en a donné la définition suivante : « En un sens large, il y a société coopérative de consommation, toutes les fois que plusieurs personnes, ressentant le même besoin, s'associent pour y donner satisfaction, pensant y réussir par des moyens collectifs mieux qu'elles ne pourraient le faire par des moyens individuels. »

Il semblerait résulter de cette définition qu'elle est susceptible de s'étendre à tous les besoins, non seulement aux besoins matériels, mais à ceux d'ordre intellectuel et moral, à tout ce qui contribue au bien-être de la vie, en un mot, qu'on peut lui demander tout ce qu'on veut. Donc, sans tenir compte des autres avantages provenant de la société de consommation, celle-ci peut assurer la diminution du coût de la vie du paysan. D'après le dernier indice établi, une famille agricole, composée de 5 personnes, dépense au moins par an 270 dollars (argent), soit :

Alimentation	\$	180 (dollars-argent)
Habillement	\$	20
Habitation (rente, réparation de maison, etc...)	\$	12
Frais d'éducation des enfants	\$	6
Frais d'hygiène	\$	10
Frais de mariage ou de décès	\$	10
L'impôt et la taxe	\$	6
Dépenses diverses	\$	30
Total	\$	270 (argent)

Mais d'après l'enquête menée sur la vie des paysans dans plusieurs provinces, par la Commission Internationale des Secours pour la famine, on a relevé que 80 % des familles d'agriculteurs, dans le Nord de la Chine, et une proportion de 50 %, dans le centre, vivaient avec un revenu annuel de moins de 150 dollars (argent) (soit 900 francs au change actuel) (10).

Comment pourraient-elles, dans ces conditions épouvantables, se procurer un peu de bien-être ? En employant la Société de consommation capable d'adoucir ces misères. D'abord, ce serait la cherté de vie réduite parce qu'en achetant en gros et vendant en détail, des économies sont possibles, en-

(10) C. B. Malone and J. B. Tayler : The study of chinese rural Economy China int. Famine Relief commission Publication série B. N° 10, P. 43. Cette enquête a été faite en 1922, il semblerait que la condition soit en progrès.

suite, le sociétaire a droit à la répartition du boni, qui représente en réalité une épargne automatiquement réalisée au cours des achats sans aucune privation.

Enfin, ce serait la participation aux nombreuses œuvres de solidarité, éducation, récréation, que la coopérative se ferait un honneur de multiplier.

3° *Les associations coopératives agricoles.* — Dans le village chinois, la technique de la production est également conservatrice, surtout l'organisation agricole. Il en résulte que la production n'est pas aussi forte que dans les autres pays. Pour l'améliorer, il vaut mieux adopter le système des coopératives.

A. — *Association pour l'achat en commun des matières et instruments nécessaires à la culture*

Dans le village chinois, la majeure partie de la population est formée par les petits agriculteurs. Lorsque la société coopérative d'achat sera formée, ces petits agriculteurs pourront collectivement acheter la machine agricole qu'un seul d'entre eux ne pourrait se procurer. D'autre part, ils réaliseraient une économie certaine en achetant leur machine à telle société coopérative au lieu d'avoir recours au commerçant, puisque dans l'organisation économique actuelle, l'achat d'une grande quantité de marchandises est d'un prix de revient plus avantageux que l'achat au détail. Ce phénomène est dû à l'exploit-

tation des commerçants. Les agriculteurs qui achètent les semailles, les engrais chimiques, les marchandises agricoles, etc... aux commerçants, non seulement paient le prix fort, mais aussi, parfois, sont victimes de la falsification la plus cynique des marchandises les commerçants ayant pour but de gagner le plus d'argent possible avec le minimum de frais. Au contraire, la société coopérative d'achat, se faisant livrer une grande quantité de marchandises à un prix relativement bas, pourra les débiter en détail à des prix très intéressants et les agriculteurs auront tout intérêt à effectuer leurs achats auprès de cette société. Les marchandises seront non seulement d'un juste prix, mais de qualité supérieure. À la fin de l'année, on répartira le boni. Nous préconisons cette méthode, des plus avantageuses pour les agriculteurs chinois.

Nous constatons que sous le même rapport les syndicats agricoles rendent de grands services aux agriculteurs français.

L'Union centrale du syndicat des Agriculteurs de France comprend 6.200 syndicats, 12.000 mutuelles, soit au total 2 millions d'agriculteurs (11).

B. — *Associations pour la vente de certaines denrées agricoles*

La société coopérative de vente a pour but de

(11) Voir : L. Brocard ; « La Coopération et le mouvement coopératif P. 13.

procurer à chacun de ses membres l'ensemble des produits dont ceux-ci ont besoin. Or, dans l'organisation économique actuelle, plus le consommateur achète de marchandises, plus le prix devient intéressant, et à l'inverse, moins le producteur vend de marchandises, plus les prix sont élevés. Dans n'importe quel pays, les petits consommateurs et les petits producteurs occupent toujours la majorité de la population totale, et surtout en Chine les agriculteurs appartiennent à cette classe. De même qu'il y a une société coopérative d'achat à l'égard des consommateurs, il doit y avoir une société coopérative de vente à l'égard des producteurs. Quoique la population rurale chinoise produise une quantité de marchandises assez limitée, souvent l'individu ne trouve pas facilement à les vendre au marché. Il résulte de ceci que leurs produits ne s'écouleraient pas sans les intermédiaires. Ceux-ci profitent de la situation et exploitent l'agriculteur. Ce fait est fréquent en Chine, le marchand ambulant achète le coton avant la récolte à un prix minima et les paysans dans le besoin sont obligés d'accepter ses conditions.

Lorsqu'une Société coopérative de vente sera constituée, les petits producteurs agricoles pourront vendre leurs produits en commun, soit par le transport direct en ville, soit en exportant à l'étranger, ce qui fait que le producteur pourra obtenir de meilleurs prix.

Nous insistons sur ce fait que la société coopérative de vente est très répandue dans le monde en-

tier. En Californie pour les fruits ; au Canada pour le blé ; en Australie pour la laine, en Allemagne pour la vente du blé, grâce à des greniers communs (Kornhausen) où il est déposé, soigné, ventilé et peut servir de garantie à un emprunt par le moyen de warrants. La société coopérative de vente a donné de bons résultats en Allemagne, en Suisse, pour l'élevage du bétail. En France, les syndicats pour la vente des fleurs dans les environs de Nice.

C. — *Associations de production agricole —
L'industrie rurale.*

La société coopérative agricole permet aux petits producteurs de concentrer des capitaux pour la grande production.

Les agriculteurs en fournissent les matières premières et versent de l'argent en vue de la production collective. On appelle une telle production : industrie rurale. Au Danemark, elle a remarquablement réussi, dans la fabrication du fromage, l'élevage des porcs, etc... En France, dans la fabrication du beurre, du fromage, etc... et il y en a aussi dans d'autres pays. En Chine, la transformation des produits agricoles n'est pas encore développée. La cause principale est le manque de sociétés coopératives de production. Pour l'exploitation du thé, les petits producteurs ayant manqué de capitaux se trouvèrent dans l'incapacité d'acheter les nouvelles machines et,

quoique abondamment pourvus de matières premières, ils ne purent rien fabriquer. Lorsque la société coopérative aura été organisée on obtiendra un maximum de rendement avec un minimum d'efforts.

Le reste de la production agricole pourrait aussi subir une transformation : un grand avantage en résulterait. M. J. B. Taylor, professeur d'Université de Yin-Ching, Peiping (ancien Pékin) a dit : « Il n'est pas douteux que l'industrie rurale témoigne d'un grand dynamisme, car elle a donné naissance, en Chine, à une nouvelle vie. Elle manifeste une tendance à développer plutôt qu'à diminuer la force de l'industrie » (12).

(12) Voir le livre J. B. Taylor : *A Policy for small scale industry* : (une brochure de la conférence qui se tint à Changhai en 1931).



CHAPITRE II

LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES CHINOISES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

La coopération remonte loin dans l'histoire de l'humanité. M. Jean Gaumont, l'éminent historien coopératif français, a dit : « Le moment précis de l'histoire où l'on peut fixer les débuts du mouvement d'organisation de ces forces qu'on a coutume de désigner sous le nom des coopératives, est plus difficile à déterminer. Les formules les plus variées du groupement, de l'association des hommes sont probablement aussi vieilles que l'humanité elle-même. L'homme a peut-on dire, l'instinct de la sociabilité, de la vie en commun, du groupement de l'association » (1).

Le Professeur H. Müller a découvert des sociétés coopératives pour le fermage collectif des terres dans la Babylone antique, c'est-à-dire, trois mille ans avant l'ère chrétienne.

(1) Jean Gaumont — Histoire Générale de la Coopération en France P. 17, Edit. 1924.

De même, le professeur Totomiantz parle des anciennes associations russes de pêcheurs et de chasseurs qui étaient en réalité des organisations purement coopératives. La Chine est un pays dont l'ancienne civilisation était tellement avancée dans le passé qu'on y trouvait beaucoup d'associations dans les différents domaines. Celles-ci rendirent de grands services à la population chinoise, parce que dans la société ancienne la civilisation matérielle n'était pas développée. L'influence de l'Etat étant limitée, la sécurité rurale ne fut souvent maintenue que par l'association. Les agriculteurs s'associaient pour la protection de leurs biens, animaux domestiques, cultures, etc... Comme d'ailleurs dans la vieille Chine, bien avant la naissance du système moderne du crédit il était extrêmement difficile de se procurer des capitaux, les associations coopératives remplissaient le mouvement de la source financière : les prêts étaient consentis non pas sur gage mais sur le crédit personnel.

En ce qui concerne le mouvement coopératif contemporain, l'ancien type d'association eut une grande influence. D'abord, elle donna au peuple chinois une instruction qui le rendit apte à utiliser de nouvelles formes d'association, puis, elle servit à la Chine comme moyen de propagande pour encourager le mouvement coopératif moderne. C'est ce que nous allons indiquer dans les lignes qui vont suivre.

SECTION II

L'INFLUENCE DES ANCIENNES COOPÉRATIVES CHINOISES SUR LE MOUVEMENT COOPÉRATIF MODERNE

Le Professeur Gide dans son livre sur la coopération en Russie (P. 116) indique que « la pratique de la coopération est en effet très ancienne en Russie... Elle était réalisée sous une double forme : sous celle de « *Mir* » et sous celle de « *l'Artel* » (coopérative de main-d'œuvre) ce qui signifie que l'ancien type d'association a réagi sur le type moderne.

Nous constatons aussi en Chine que les anciennes associations coopératives donnèrent de bonnes pratiques de solidarité à la population chinoise. Lorsque la société coopérative moderne qui, en quelques années, est parvenue à une extrême puissance y a été introduite, l'esprit populaire était donc bien préparé et apte à profiter de ses enseignements. De cette préparation du peuple chinois, il résulta que, bien qu'étant apparu à une époque de chaos politique et social et bâti sur un système nouveau inconnu, la première étape du mouvement coopératif fut franchi en donnant des résultats satisfaisants.

Si l'on s'arrête seulement à la coopérative de crédit, nous constatons que dans la province de Hou-péh, pendant la première étape du mouvement coo-

pératif de l'année 1924 jusqu'à 1927, le nombre des sociétés a atteint le chiffre de 432.

Le nombre des adhérents s'est élevé à 4.381 personnes ; les capitaux des associés dépassèrent 1 million 116.000 dollars (argent). Le développement fut tellement rapide qu'on ne peut le comparer à celui des pays étrangers. Nous savons qu'au Japon, la première société coopérative de crédit fut formée en 1891. L'année suivante il comprenait deux sociétés et jusqu'à l'année 1900, il ne s'en forma que 13. Pendant cette époque-là, la population japonaise avait autant besoin de ces coopératives que les agriculteurs chinois ; mais le résultat ne fut obtenu qu'au bout d'une période de dix ans. Ceci vient à l'appui de notre point de vue donné plus haut : l'extension rapide du mouvement coopératif est subordonnée à une hérédité résultant des associations antérieures. Si les paysans chinois, manquant d'expérience, de culture par rapport aux paysans des autres pays, s'adaptèrent si rapidement au mouvement coopératif moderne, c'est qu'ils le doivent aux vieilles associations coopératives.

D'ailleurs, le coopérateur chinois utilise, comme base d'encouragement au mouvement moderne, les anciennes associations coopératives, comme on le fit pour la modernisation des Positos en Espagne. Nous avons eu beaucoup de coopérateurs qui proposèrent des moyens d'amélioration : M. Wang Choun-Pei, dans la conclusion de son livre intitulé « Les Huis Chinois », a dit : « Les huis chinois ont une histoire

très longue, leurs caractéristiques sont les mêmes que celles de la société coopérative moderne. Seules, les méthodes diffèrent un peu » (2). Un autre coopérateur, M. Lee Chu-Sin, auteur d'un livre « Le premier système de la Société Coopérative en Chine », a proposé neuf procédés de modernisation.

SECTION II

L'ORIGINE HISTORIQUE DE L'ANCIENNE COOPÉRATION

A. — *L'association coopérative dans l'antiquité*

Les organisations coopératives anciennes étaient multiples, mais, de ces organisations, la plus populaire était le système Tsin-Tien-Tze.

Par ce système, nous citons le texte : « nul ne sera enterré, nul n'ira demeurer hors du village.

Ceux qui, dans un village, cultiveront le même Tsing-Tien devront toujours être ensemble, partout où ils iront. Ils se partageront, entre eux, le soin de veiller à la dépense. En cas de maladie, ils se prêteront un mutuel secours. Ainsi, tous les habitants s'aimeront et vivront en bonne intelligence. Un stade carré formait un Tsing-Tien de neuf cents arpents. Au milieu se trouvera le champ commun.

(2) Voir son livre P. 275-277, Edit. 1931. L'Union des Coopérateurs de Chine.

Huit familles posséderont, en propre, chacune cent arpents. Elles cultiveront ensemble le champ commun et ne se permettront de faire leurs travaux particuliers que quand les travaux en commun seront terminés. » (3)

Plus tard, à l'époque médiévale de notre histoire, nous retrouvons un système excellent de solidarité que l'on appelle « Zia Tchan Tze » (le système grenier). Ce système eut une influence remarquable au point de vue économique et social. Les années d'abondantes récoltes, où la grande quantité de grains risquait de provoquer une baisse de prix, les agriculteurs emmagasinaient ce superflu qu'ils débitaient les mauvaises années ; ce qui évitait une hausse de prix. C'est le système du nivellement des prix dans le temps et dans l'espace. Au point de vue social, le système « Zia Tchang Tze » est basé sur le principe de la solidarité. Les grains étaient prêtés aux paysans pauvres ou distribués gratuitement lorsque leur alimentation se trouvait être insuffisante. Voici les principes généraux de ce système.

A) *Organisation* : L'organisation « grenier » est une association due à l'initiative du peuple. La quantité de grains était calculée d'après la proportion des propriétés de chacun. Elle permettait d'amasser des

(3) Voir les 4 livres traduction en français par P. Couvreur, édition Ho-Kien-Fou, 1910. Pages 418-419.

grains en quantité considérable au village qu'ils habitaient. L'administrateur, élu publiquement par les villageois, dirigeait toutes les affaires du grenier, tout en gardant une certaine indépendance.

Dans le village, le gouvernement exigeait de chaque famille dont le nombre total s'élevait à une vingtaine ou à une trentaine de personnes, le versement d'une certaine quantité de grains, qui était destinée à constituer le fonds de réserve d'un grenier. Ces familles étaient classées à cet effet en 3 catégories : familles riches, moyennes, pauvres. Chaque année, les membres fondateurs touchaient un intérêt sous forme de grains. Or, lorsque, par l'accumulation de ces intérêts, le fonds commun était suffisamment pourvu, on rendait alors aux membres leurs parts ayant servi à la fondation du grenier.

Ou bien le gouvernement percevait 5 % de surtaxe et la somme perçue était employée à l'achat de grains. Dès qu'il y avait une quantité suffisante de grains, la taxe était supprimée et les grains devenaient le fonds commun d'une association.

B) *Administration et Distribution.* — Le droit d'administration appartenait à une personne élue du village, mais contrôlée sévèrement par le gouvernement. Si une période de misère surgissait, nécessitant la distribution de grains, l'administrateur devait prévenir le gouvernement. Celui-ci permettait alors l'ouverture des greniers et décidait quelle devait être la quantité de grains à distribuer, suivant

le nombre de personnes composant une famille et suivant leur sexe et leur âge.

Cette distribution étant exceptionnelle, une compensation n'était pas exigée ; mais en temps normal, le remboursement d'un prêt de grains était obligatoire.

B. — *L'association coopérative de nos jours*

Les premières associations coopératives sont encore nombreuses en Chine. Parmi celles-ci, la plus connue et la plus puissante est la « Chien Hui » (association coopérative de finance) : elle a une grande influence sur la vie économique rurale. Bien que ne possédant pas de statistique détaillée, nous pouvons dire, sans exagération, que le nombre de ses membres est très élevé. Elle est nombreuse, et elle possède un capital si considérable qu'aucune société coopérative de crédit du pays étranger n'a sa puissance. Bien que la « Chien Hui » ait des noms divers, son but est unique. Voici les trois catégories les plus répandues.

A. — *Tchi-Shien-Hui*, « Association des 7 savants ». Elle fut fondée par sept savants de la Dynastie Tch'in (A.J. 265). Quand on se trouve en présence des difficultés économiques on cherche à se grouper avec son entourage pour former une société. L'organisateur est donc celui qui réunit ses amis et ceux-ci deviennent les membres de la société. La

raison d'être d'une pareille organisation est de pouvoir se procurer une certaine somme d'argent au moment voulu.

Aussitôt que l'organisation obtient le droit de recourir à un emprunt, elle réunit ses membres et chacun d'eux verse une égale somme d'argent au profit de celui qui est dans le besoin, car il est convenu que le premier prêt sera toujours fait au profit de celui-ci, dans les délais fixés et au taux d'intérêts convenus. Puis, selon l'ordre ou bien au moyen d'une loterie, on détermine, successivement, lequel des membres jouira du privilège en gagnant le fond collectif. La société se réunit une fois par an. Chaque membre verse le montant de sa cotisation avec l'intérêt. Mais l'organisateur ne versera que la somme convenue sans intérêt, seulement il sera responsable du versement de chacun des membres et veillera à ce que la somme soit égale au montant du premier versement. On remboursera, l'un après l'autre, selon l'ordre numérique de : 1^{er}, 2^{ème}, etc... jusqu'à la fin. L'organisateur pourra rembourser complètement le montant de la somme dans un délai de 6 ans et chaque membre contribuera au fonds collectif selon l'ordre établi au préalable.

B. — *Pio-Hui « Association de Concours »*. L'organisateur invite d'abord des amis, au nombre de 16, pour en faire des membres d'un Hui, chacun disposant d'une somme d'argent qu'il prête à l'organisateur. Dans un temps déterminé, l'organisateur con-

voquera une réunion de tous les membres en établissant un concours : celui qui offrira l'intérêt le plus élevé gagnera les fonds collectifs ; à l'exception de l'organisateur, tout le monde peut participer au concours, et il rendra chaque fois une partie de l'argent jusqu'à ce que le prêt se trouve complètement remboursé.

Un exemple fera comprendre le fonctionnement du système. Une personne qui a besoin d'un capital de deux cents dollars forme un « Hui », en invitant 10 membres, dont chacun verse 20 dollars prêtés à l'organisateur. A partir de la formation du « Hui », on fera un concours une fois par mois, ce qui fait que le « Hui » sera terminé en 10 fois. L'organisateur pourra, de cette façon, rendre 20 dollars chaque mois aux membres, selon leur ordre numérique. Pendant les concours, si quelqu'un a absolument besoin d'argent, il l'obtient à condition d'offrir un taux d'intérêt supérieur à celui qu'offrent les autres membres. Donc, c'est celui qui offre le plus, supposons 4 dollars, qui gagne le concours. Le gagnant devra payer 36 dollars d'intérêt aux neuf autres membres, il restera donc 164 dollars qu'il paiera désormais, en part de vingt dollars à chaque futur concours, sans intérêt. La deuxième fois, il n'y aura que neuf membres. Plus les membres diminuent, plus les intérêts baissent. Jusqu'à la neuvième fois, où il ne restera plus que deux compétiteurs. Cette dernière fois, un seul membre gagnera deux cents dollars. Il bénéficie des plus grands avan-

tages parce qu'il reçoit les intérêts neuf fois, sans avoir à en payer. Dans ce Pio-Hui, celui qui gagne le concours le plus tôt paie l'intérêt le plus lourd, mais l'organisateur ne perd rien.

C. — *Yeo-Hui*. — Il se divise en deux catégories, l'une se réunit une fois par mois, l'autre 4 fois en une année.

Le procédé de réunion est le même que celui de Pio-Hui. Chacun verse une certaine somme d'argent pour un temps déterminé. La première réunion de fonds est prêtée à l'organisateur qui est responsable des fonds de ce Hui. Lorsque le Hui a lieu, le prêteur des fonds est désigné par le moyen de la loterie. Chaque membre, y compris l'organisateur, ne prendra les fonds qu'une fois. Plus tard l'on touche, plus l'on gagne. Par exemple, les membres sont douze. Chacun a versé une somme de 10 dollars pour la première fois. Ainsi, l'organisateur réunit un fonds collectif de 110 dollars. Dès lors, le prêteur sera déterminé par le moyen de la loterie, et celui qui n'a pas gagné de fonds ne versera que 8 dollars par mois.

CHAPITRE III

LES PRÉCURSEURS ET L'INITIATEUR CHINOIS DE LA COOPÉRATION MODERNE

« Une partie des formes de la coopération », déclare M. Totomiantz, « surgit spontanément dans le courant du développement historique des peuples et instinctivement du fait de la prépondérance de la loi sociale de l'aide mutuelle sur celle de la lutte. Cependant la plupart des sociétés coopératives avaient leurs précurseurs et initiateurs » (1).

L'origine de la coopération moderne en Chine est entièrement due à l'Occident dont les théories et les principes coopératifs ont été introduits par des intellectuels ayant fait leurs études en Europe. Ce fut à l'époque de la grande guerre européenne que la pensée chinoise fut stimulée par les doctrines qui pullulaient en Chine, relatives à la démocratie, à l'anarchie, au socialisme, au guildisme, au socia-

(1) Totomiantz Op. cit. P. 19.

lisme scientifique et utopique il y avait également des Tolstoïens, des Kantiens, des Nietzchéens, des Bersoniens, des Ibsoniens. Evidemment le coopératisme a pénétré en même temps. Le mouvement coopératif en Chine a commencé immédiatement après le 4 mai 1919, date fameuse du mouvement des étudiants.

Quoiqu'il en soit, avant cette époque, l'idée coopérative avait déjà fait son apparition dans le domaine. Des économistes tels que M. Wang-Ti-Yan, qui, dans son livre « Traité de la Banque nouvelle », au chapitre XIV, a exposé l'idée de la banque populaire, c'est-à-dire, l'association coopérative de crédit ; et M. Liou Pin-Lin, qui a publié un livre sur les théories économiques. Dans la troisième partie de son livre il traite de la banque du peuple et des diverses sociétés coopératives. Néanmoins, cela ne peut pas être considéré comme une propagande de la coopération, car les auteurs indiqués n'ont fait qu'exposer des idées.

Comment dès lors s'est-on intéressé dans la pratique au mouvement coopératif ? C'est ce que nous allons maintenant exposer.

Le vrai précurseur fut M. Chu Chin-Tze (mort en 1922) éducateur et économiste ; il a consacré toute sa vie à la propagation de l'idée coopérative moderne. A cette époque-là, le gouvernement exploitait des banques industrielles et commerciales préoccupés uniquement de la réalisation de profits.

M. Chu a insisté sur la création de la banque

populaire, parce qu'il avait vu le développement des institutions financières dans les pays étrangers. Il comprenait que tant que son pays manquerait de telles organisations, les conditions économiques reviendraient de plus en plus délicates. En dehors du mont-de-piété, les petits agriculteurs, artisans, et commerçants ne pouvaient trouver nulle institution publique capable de leur procurer des capitaux. Mais le mont-de-piété, imposait des conditions sévères et percevait des intérêts usuraires.

Quoique le gouvernement eut déjà décrété la constitution de banques agricoles et industrielles, les autorités locales ne faisaient pas mieux que le mont-de-piété. La vie économique du peuple ne connut aucun changement. Quelques autorités de grandes villes avaient déclaré que les banques y étaient assez nombreuses et ne jugeaient pas nécessaire de créer par surcroît des banques populaires.

A cause de l'ignorance et de la résistance des autorités, la propagande de M. Chu en faveur du système de l'aide mutuelle, l'assurance sociale, et diverses sociétés coopératives s'avéra inefficace.

Sur le **maintien pur et simple** du capitalisme, celui-ci, selon eux étant le plus favorable à l'économie chinoise et faisaient échec aux idées préconisées par M. Chu qui néanmoins continuait à lutter par la plume.

Il fut invité une fois à Nankin par l'Ecole Normale Supérieure pendant les vacances d'été, pour

donner des cours d'économie sociale. Malheureusement il mourut trop tôt.

Le deuxième fut M. Hsu Chan-Sei (1895-1925) né à Changsha, capitale de la province du Houan. Au début il était journaliste, le directeur du « Min Li Journal » ; puis il a créé une association industrielle et enfin, il parcourut le nord de la Chine pour enquêter sur la vie économique de ce pays. En 1916, à son retour du Nord, il devint professeur à l'Ecole Commerciale Publique de Nan-Yan à Changhaï. Bien que journaliste, M. Hsu avait de larges connaissances économiques.

Deux ans après, pendant son voyage au Japon, M. Hsu fit une brillante propagande en faveur du développement de la coopération. Son premier article sur l'association de la production fut publié dans la « Banque hebdomadaire » à Changhaï. Vinrent ensuite, quelques articles sur la coopérative de consommation, le magasin de gros et le traité sur la banque populaire, etc...

Grâce à un séjour de deux ans au Japon, il devint dès son retour directeur de la « Banque hebdomadaire », M. Hsu continua à publier divers articles sur la coopération, dont les plus connus sont « Corriger le profitisme », « Comment développer la société Coopérative de consommation », « La société coopérative de vente » et « L'Etude de la banque coopérative ».

Malheureusement, il mourut en pleine période

de propagande active. Sa mort fut une grande perte pour le mouvement coopératif chinois.

Les deux précurseurs indiqués ci-dessus consacrèrent leur vie à répandre leurs idées mais n'ont installé aucune entreprise coopérative. Nous allons donc indiquer le véritable Initiateur du mouvement coopératif en Chine.

Le professeur Sih Sien-Chow, (1878-1927) né dans la province de Canton, fut le véritable père du mouvement coopératif chinois.

Enfant, il fit des études très sérieuses, passa sa licence à l'Université de Péh-Yang à Tien-Tsin, à l'âge de dix neuf ans. Tout en poursuivant ses études, il pensait à la révolution contre le gouvernement Tsing. En 1900, après l'échec de la révolution à Hankéou, il fut arrêté par le gouvernement. Heureusement, l'officier, admirateur de son talent, le remit en liberté. L'année suivante, il se rendit aux Etats-Unis pour faire des études d'économie politique à l'Université de Californie. Quelques temps après, M. Sih se trouvait de nouveau en Chine pour participer à la nouvelle révolution ; mais il fut jeté en prison. Enfin, à l'aide du gardien, il s'enfuit et retourna immédiatement aux Etats-Unis, où il continua ses études à la même Université.

Plus tard il fit un séjour en Allemagne jusqu'à la veille de l'avènement de la République Chinoise, en 1911. Pendant son séjour à Berlin, il étudia spécialement l'organisation bancaire, surtout les systèmes de banque populaire et de banque agricole,

les types Schultze-Délitisch et Raiffeisen. Nous pensons que l'idée coopérative de M. Sih a dû naître en lui à cette époque.

En 1914, M. Sih était professeur à l'Université de Futan à Changhaï, et chargé des cours d'économie politique. Il parlait souvent de la coopération par manière de propagande.

En 1918, à l'occasion de la constitution d'une banque commerciale et industrielle, M. Sih fut invité par un ami à se charger de l'administration de cette banque. Il partit ensuite pour l'Amérique afin de réunir des capitaux. En attendant, il acheta une grande quantité de livres sur la coopération afin de lui donner de l'extension. Dès sa rentrée en Chine, M. Sih professa encore à l'Université de Futan, et c'est à ce moment-là qu'il créa la « Banque Nationale Coopérative et d'Épargne de Changhaï », dont le capital s'élevait à 10.000 dollars en part de 5 dollars ; les actionnaires étant des professeurs, des étudiants et des employés subalternes. La Banque eut d'abord son siège à l'Université de Futan, dans le quartier Ouest de Changhaï. Elle fut transférée plus tard, à Kiang-Wan, lorsque les nouveaux bâtiments de l'Université furent achevés. Cette société fonctionne toujours, quoique à un moment donné, par suite de prêts excessifs, elle a dû presque s'arrêter ; mais la crise fut heureusement écartée par les efforts du Professeur Sih et ses collaborateurs.

En 1920, faisant suite à l'inauguration de la première banque coopérative, le Professeur Sih,

créa, avec l'aide de ses collègues et des étudiants, un journal hebdomadaire portant le nom de « Hebdomadaire Ping Ming » (Hebdomadaire démocratique), car il se rendait très bien compte de la nécessité de posséder un organe de propagande.

« L'hebdomadaire Ping Ming » devint le seul organe compétent en matières d'idées coopératives. M. Sih, convaincu que la force de la propagande ne suffisait pas, fonda la même année l'Association Coopératives des Adeptes de Changhaï pour l'étude de la coopération. Tels sont les véritables points de départ du mouvement coopératif chinois.

Malheureusement, la Révolution chinoise était en plein développement et M. Sih n'était pas content du résultat obtenu. Il mourut de désespoir.

La veille de sa mort, il avait lui-même dressé un projet pour une coopératisation nationale. Ce projet prévoyait, d'une part, des mesures très étendues destinées à éveiller dans tout le pays, l'idée de coopération et à l'inciter à établir la première démocratie coopérative du monde. D'autre part, des plans d'organisation d'une société coopérative nationale, pour former d'abord des militants coopératifs compétents, ensuite la création d'une puissante banque coopérative nationale dans le plus bref délai possible ; enfin des directives pour le maintien d'un institut coopératif national d'éducation et pour le fonctionnement d'une banque coopérative nationale. M. Sih, fut un coopérateur enthousiaste, à la fois théoricien et militant. C'est son plan qui a fixé

la première orientation du mouvement coopératif chinois, il mérite donc d'être exposé sommairement (2).

Le projet se divise en quatre parties. La première est une introduction dans laquelle, M. Sih expose son idée coopérative. Il soutient que les mesures à adopter par le gouvernement présent devraient être la réalisation du « Démisme vital », le moyen le plus efficace de la coopération.

Il se déclare en même temps adversaire du capitalisme et de la lutte des classes. Seul, à ses yeux, le coopérisme est capable d'éliminer le capitalisme, comme de vaincre le communisme. La révolution sociale doit s'opérer grâce à l'aboutissement du mouvement coopératif. Il s'oppose à la politique de la réforme sociale, car il est partisan d'une révolution complète qui doit se réaliser par la reconstruction économique. Selon lui, il y a lieu d'entendre celle-ci sous un double sens strictement, c'est le développement du coopérisme intégral ; dans le sens large, il s'agit, non seulement de la reconstruction économique proprement dite, mais aussi de la fondation de la reconstruction économique. Qu'est-ce que la fondation de la reconstruction économique ? La réponse est la suivante ; « La révolution d'un système », dit-il « est évidemment importante. Ce-

(2) Voir un livre de M. Sih Sien Chow « Le projet de la coopération nationale chinoise », Edition « D'Union des coopérateurs de la Chine » Changhai.

pendant, l'application d'un système dépend de l'homme. Si l'homme lui-même n'a pas réalisé sa reconstruction morale, même si un système est bon, on ne pourra rien en attendre ». Par l'homme il entendait, non pas une minorité privilégiée dans la société actuelle, mais ceux qui ont subi une révolution intégrale au point de vue moral. Pour y arriver il faudrait trouver des génies ayant subi une stricte et sévère discipline et décidés à sacrifier leur vie pour le salut du peuple. Pour réaliser l'organisation coopérative de la Société, il faudrait qu'ils pénétrant et vivent dans la masse, en faisant œuvre d'instructeurs, être, en somme, des animateurs afin d'établir la base d'un système dans lequel tous seraient heureux de jouir des bienfaits de la République coopérative.

M. Sih traite ensuite du mouvement coopératif. Son origine remonte à moins de cent ans. Il prit une extension si rapide, qu'à nos jours nul pays civilisé ignore la coopérative, quoique ce mouvement subisse continuellement des attaques dans les pays capitalistes ou socialistes ; mais la coopération remportera la victoire finale. M. Sih pense que la coopération en Chine ne devrait adopter aucune façon des pays capitalistes, qui n'envisagent que des remèdes à la pauvreté, ni aucune des pays socialistes dont le seul but est de remédier à l'échec du système communiste. En somme, aucun pays étranger ne lui convient. La réalisation de la République coopérative serait la complète reconstruction sociale.

Pour terminer, M. Sih prétend qu'à l'égard du coopératisme, la Chine devra avoir son idée propre et la confiance en une force de reconstruction sociale. La force de l'Etat doit être employée pour effectuer un plan intégral afin que la coopération nationale devienne une République coopérative.

La deuxième partie est l'organisation de l'union coopérative nationale. Pour la coopération d'un pays, il faut une organisation nationale, l'union coopérative nationale, est donc l'administration générale d'un pays tout entier. Au-dessous de celui-ci, il y a des succursales et des régions.

Ses principales tâches consistent en :

(A) — Instruction — Institut de l'Instruction coopérative.

(B) — Enquête.

(C) — Propagande.

(D) — Application.

(I). — *L'entreprise coopérative.* — La reconstruction économique à l'égard de l'économie de la République coopérative.

A. — Création.

B. — Organisation.

C. — Enseignement.

D. — Contrôle.

E. — Aide financière (La Banque coopérative Nationale de la Chine).

(2). — *La fondation coopérative.* — C.A.D. La reconstruction de la masse elle-même, à l'égard de la politique de la République coopérative.

- A. — Caractère.
- B. — Sensation.
- C. — Habitude.
- D. — Connaissance.
- E. — Santé.
- F. — Le pouvoir d'organiser une Société.
- G. — Le pouvoir de défense de la masse elle-même.

(E.) Contrôle.

(F.) Encouragement du Gouvernement.

I. — La législation :

La proclamation de la loi coopérative.

2. — La finance :

Immunité fiscale, etc...

3. — La politique :

L'aide des autorités.

Enfin il y a quatre catégories de membres :

I. — Le membre général :

Ceux qui ont terminé leurs travaux et acquis la discipline à l'Institut coopératif ou la personne la plus qualifiée.

2. — Le membre fondamental :

Ceux qui ont l'esprit de sacrifice et de lutte pour le coopératisme.

3. — Le membre spécial :

Ceux qui ont l'esprit de lutter jusqu'au bout.

4. — Le membre assistant :

Ceux qui ont aidé effectivement à l'union.

La troisième partie consiste principalement dans l'organisation d'un institut coopératif. Tous les membres doivent être également instruits dans l'esprit militaire, de la discipline.

Ils se divisent en trois catégories :

A. — *Instruction de la personnalité.*

1. — Instruction de l'esprit :

Ayant pour objet de former un esprit de lutte révolutionnaire et de reconstruction.

2. — Instruction de caractère :

Avec pour but la formation de l'homme serviable, ayant du sang-froid, de la complaisance, etc..

3. — Instruction d'habitude :

Tend à développer la patience, l'obéissance, etc...

4. — Instruction de sensation :

Son objet est d'augmenter d'habileté, etc...

5. — Instruction physique :

Pour développer la santé, le courage, etc...

B. — *Enseignement des sciences* :

On enseigne la science morale, la science économique, la science politique, les théories et les principes de la coopération, etc...

C. — *Instruction technique* :

La pratique dans les diverses sociétés coopératives et d'autres organisations coopératives.

La quatrième partie : *La Banque Coopérative Chinoise*. M. Sih l'a divisée en sept parties :

1. — L'objet de la Banque.
2. — Ses capitaux.
3. — Ses profits.
4. — L'organisation de la Banque.
5. — Les activités commerciales de la Banque.
6. — Elle doit être approuvée par le Gouvernement.
7. — Le siège de la Banque.

Au moment où vivait le Professeur Sih, nous trouvons un autre précurseur qui a joué un rôle important dans les derniers développements du mouvement coopératif Chinois. C'était le Dr. Sun Yat-Sen, fondateur du Parti Nationaliste Chinois, qui fut un coopérateur enthousiaste. Lorsqu'il écri-

vit au sujet du gouvernement autonome des provinces, il fixa six conditions préalables (le recensement, l'éducation, etc...) comme *indispensables*, avant de s'occuper d'autres entreprises, parmi lesquelles la coopération agricole, la coopération industrielle, la coopération financière, le crédit coopératif, l'assurance coopérative, comme devant être entrepris par le gouvernement autonome provincial. Auparavant on ne remarque rien dans les écrits du Dr. Sun ou dans ceux du Kouomintang, au sujet de la coopération. L'importance de ce passage ne peut être sous-estimée. C'est le point de départ du contrôle par l'Etat des activités coopératives.

M. Ho Hai-Min, ancien député de la Chambre chinoise, en 1921, a écrit un ouvrage intitulé « La politique sociale chinoise » (3) dans lequel il a exposé ses idées au point de vue politique et social. Jugeant que la vie économique si précaire était due aux pratiques usuraires du mont-le-piété et celle du prêt privé. M. Ho préconisa l'expropriation des monts-de-piété par l'Etat qui devrait les monopoliser. Quant aux prêts privés l'Etat devait créer la banque coopérative dont l'organisation pourrait adopter celle des banques étrangères, mais différentes de celle de Schultze et de Raiffesen.

« Pour créer la banque coopérative » dit-il, « on devrait combiner deux systèmes : celui de Schultze

(3) Edition : 1920, Pékin, Yu-Sinze, librairie.

et l'autre de Raiffesen, sans distinguer l'un de l'autre »...

« D'après mon avis, continuait-il, la banque coopérative devrait investir ses actions en immeubles, dont la quantité, petite ou grande, ne serait pas limitée. On aurait des actions à part réduites afin de permettre aux petits agriculteurs, artisans, ouvriers, d'avoir une chance d'être actionnaires. D'ailleurs, le système devrait être étendu sur tout le territoire du pays.

Si une personne désire alors un prêt il suffira qu'elle soit actionnaire et la banque lui fera l'avance sans remise de gage, d'autres actionnaires se portant caution. Cela serait un grand avantage pour la vie économique ».

En 1922, l'association Chrétienne des Etats-Unis et d'Angleterre organisa une commission pour enquêter sur l'instruction rurale en Chine, et composée de six éducateurs de réputations mondiale comme M. K. L. Butterfield, l'un des plus célèbres économistes agricoles, des plus compétents sur l'éducation rurale agricole. Cette commission se préoccupera des conditions de la vie économique agricole pendant six mois, dans la campagne Chinoise. Enfin, elle fit un compte rendu au Ministère de l'Education Chinoise. Dans son rapport, elle signala la nécessité de la société coopérative.

Les agriculteurs chinois n'ont pas bien aperçu l'utilité de s'organiser en associations modernes pourtant nécessaires. L'énumération des divers

noms de la coopération agricole en Europe, fera comprendre combien celle-ci serait utile à la Chine.

La coopération d'affermage — n'existe par maintenant en Chine.

La Société coopérative de production

Elle n'existe pas encore ; seulement, en pleine saison, les paysans s'entraident les uns les autres, ce qui devrait contribuer à former la société coopérative, comme, par exemple, la société coopérative d'achat, pour acheter en commun du matériel. La société coopérative de crédit, la Chine avait déjà l'habitude des « Huis » qui ont pour but de faciliter les crédits mutuels ; mais les prêts ne visent pas la production et le taux d'intérêt est extrêmement élevé : Il atteint parfois jusqu'à 30 ou 40 %. Au contraire, la coopération ne fait jamais d'avances à des entreprises improductives. Cependant, lorsque les agriculteurs chinois empruntent, leurs familles sont souvent responsables, ceci ressemble bien au procédé coopératif.

L'association coopérative pour améliorer les animaux

La thèse des scientifiques concernant le moyen d'améliorer les animaux et les plantes, ayant été établie, les agriculteurs devraient s'associer pour son application et en assurer l'efficacité.

L'association coopérative d'achat

Actuellement les agriculteurs chinois achètent peu de matériel. Par la suite leurs besoins augmenteront, s'ils veulent des prix plus bas, on devra constituer l'association coopérative d'achat instaurée dans ce but.

L'association coopérative de fabrication

En employant leurs produits agricoles comme matières premières, les agriculteurs installent des entreprises montées en sociétés par actions. Ces dernières n'ont pas été mises encore au point en Chine, mais on peut espérer qu'elles le seront dans l'avenir. On devrait essayer, dès maintenant, de l'encourager, puisque l'industrie rurale convient à l'association coopérative .

Ne croit-on pas dans le monde entier qu'aucun pays n'est, mieux que la Chine, préparé à l'industrie rurale par l'association coopérative ?

L'association coopérative de vente

A l'heure actuelle, des agriculteurs chinois n'ont guère de produits à vendre, l'intermédiaire étant encore rare. Mais on a senti déjà le manque d'organisation de la vente, pour le coton, la soie. Lorsque la ville s'agrandira, l'industrie se dévelop-

pera, et l'on doit prévoir son insuffisance. Donc, il n'est pas trop tard pour la créer.

*L'association coopérative d'assurance
et de la protection.*

Il existait déjà en Chine l'association coopérative contre le vol, mais non pas contre l'inondation, l'incendie et les divers fléaux naturels.

En terminant, la commission a déclaré que l'association coopérative, d'après l'expérience acquise, se développe grâce à des suggestions extérieures et par l'habitude. Les agriculteurs chinois, ayant alors celle de s'organiser en associations, auront plus conscience de leur tâche et comprendront que pour réaliser leurs ambitions ils devront recourir à l'association coopérative (4).

En dehors des précurseurs, il y avait quelques Facultés d'agriculture. L'Université de Nankin, l'Université de Ton-Nam, (maintenant changée en Université Centrale), qui ont aussi beaucoup contribué au mouvement coopératif en Chine.

(4) Voir K. L. Butterfield. Op. Cit. P. 8.

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE ÉTAPE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF (1919-1927)

En général, les historiens relatent les diverses périodes historiques dans l'ordre des événements significatifs dont elles furent marquées. L'histoire du mouvement coopératif doit être faite de la même manière en soulignant les phases importantes de son évolution. En France, M. Jean Gaumont, l'auteur du livre « Histoire abrégée de la coopération en France et en pays étrangers » (1) a divisé l'histoire de la coopération française en trois étapes et nommé celle qui s'étend de 1848 à 1851, c'est-à-dire jusqu'au coup d'Etat accompli par Napoléon III, l'époque de la coopération de production. Il appelle l'époque de la

(1) Edition de la Fédération coopérative de consommation.

coopération de crédit celle qui s'étend entre 1860 et 1868. La troisième époque depuis 1885 jusqu'à nos jours est nommée par lui, l'époque de la coopération de consommation.

De même en Angleterre, Mlle Catherine Webb, dans son livre « Industrial Cooperation », a également établi quatre périodes selon le progrès du mouvement coopératif.

Quant au mouvement coopératif en Chine, quoiqu'il soit relativement bref, on le divise en deux étapes par la signification de la Révolution Kouomin-tang. Nous allons les exposer successivement.

SECTION I

LES DIVERSES ESPÈCES DE SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

(1) *La Société Pionnière*

On a discuté le titre de père de la coopération chinoise, de même qu'on discutait le titre de père de la coopération mondiale. D'une part, on l'attribuait au Pionnier de Rochdale, d'autre part, il a été revendiqué par le Docteur King, Robert Owen, ainsi que par deux tisseurs de Lyon, Derrion et Reynier.

D'après le mot cité par le Professeur Charles

Gide, dans son célèbre ouvrage « La Société Coopérative de Consommation », ce titre revient non pas à ceux qui ont semé et dont la semence n'a pas germé ; mais à ceux qui ont fait œuvre de vie. Donc, le titre de la société pionnière chinoise, ne revient ni à la Société coopérative de Consommation de l'Université de Pékin, fondée en 1918, qui n'avait qu'un caractère coopératif sans aucune relation avec le mouvement coopératif chinois, ni à une autre organisation datant de 1919 — la Banque Nationale Coopérative et d'Epargne de Changhaï. Cette organisation avait l'initiative de la société pionnière, mais dans un domaine trop restreint.

Or, le succès d'un mouvement social dépend non seulement d'une expérience limitée, mais d'une large propagande capable de faire bénéficier la société tout entière.

C'est donc à bon droit que l'histoire a décerné ce titre à l'Institut Ping-Ming, fondé en 1920, qui pouvait s'enorgueillir du titre de société pionnière en Chine. Il l'a doublement mérité.

D'abord, par la propagande grâce à laquelle beaucoup d'œuvres furent créées pendant la première étape du mouvement coopératif où son influence fut considérable. Ensuite parce qu'il a doté d'une réputation internationale la coopération mondiale (2).

(2) M. Warhasse a publié un article « La République coopérative » dans la publication coopérative internationale en 1922). Il a reconnu que l'Institut Ping-Ming » est la société pionnière chinoise.

La Société Pionnière a été fondée au 1^{er} mai 1920 à l'Université de Futan, Changhaï, par le Professeur Sih, aidé de ses collègues et de ses étudiants. Elle avait publié un journal hebdomadaire portant le nom de « Hebdomadaire Ping-Ming ». Sa vie ne dura que quatre ans et cinq mois, et elle fut continuée par une société d'autre nom. La publication de ce journal se poursuivit seulement jusqu'au numéro 215.

Quoi qu'il en soit, son œuvre de propagande pour la coopération fut très active. L'Institut ayant découvert une terre nouvelle, a semé le germe toujours vivant du coopératisme, et dont la récolte fut abondante. Donc, l'Institut Ping-Ming eut un mérite incontestable.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il nous faut retracer son origine. Elle se divise en trois périodes :

1) *Le début de la société pionnière.* — La période de propagande.

Au début, « l'hebdomadaire Ping-Ming » n'avait pas spécialement pour but la propagande de la coopération.

Les causes de sa fondation résident :

A) dans la pénétration des nouvelles idées mondiales ;

B) l'influence du 4 mai 1919, date du mouve-

ment des étudiants contre le gouvernement corrompu.

C) Préjudice subi par la question de Shang-tung, figurant dans le Traité de Versailles.

Son premier but fut de contribuer à l'éducation du peuple et de développer les idées démocratiques. Ce n'est qu'arrivé au numéro quatre, que l'hebdomadaire a publié un premier article sur la coopération, publié par M. Wang Shih Ying, au sujet de « la société coopérative de consommation ».

Ensuite le numéro six fut spécialement consacré à la coopération. C'était évidemment l'opinion de son fondateur.

Cependant, au moment de commencer la publication, le professeur Sih était justement aux Etats-Unis pour enquêter sur la coopération.

Ce n'est donc qu'à partir du numéro neuf qu'ont paru ses conférences et ses articles. M. Sih était un coopérateur tellement enthousiaste qu'au moment de la parution du numéro dix, l'Université annonçait les vacances d'été, tous les administrateurs et rédacteurs voulaient s'arrêter pendant trois mois pour se rendre chez eux. Grâce à l'encouragement de M. Sih, le journal continuait à paraître comme d'ordinaire.

Depuis le numéro onze, le but de cet hebdomadaire fut définitivement fixé : la reconstruction de l'économie populaire au moyen du coopératisme.

En ce qui concerne son organisation, d'abord

tous les articles étaient écrits par des membres de l'Institut, des professeurs, des étudiants de l'Université Futan. Outre la publication de ses idées propres, il exposait souvent un célèbre ouvrage des pays étrangers. Le rédacteur a eu le privilège de recevoir des articles émanant de personnes qui n'étaient pas membres.

Les contributions de ces membres constituaient ses premières ressources financières.

Plus tard, lorsque des difficultés financières commencèrent à se produire, on obtint l'autorisation du Directeur de l'Université d'introduire un article dans le règlement du conseil des professeurs, pour la contribution de 5 % de leur salaire à l'aide financière de l'Institut Ping-Ming. Dès lors la cotisation devint facultative car en cas d'insuffisance de fonds, l'Université accordait une subvention.

Par suite de la distribution gratuite, la quantité de demande augmentait de plus en plus. Quand les fonds se trouvèrent limités, à partir du numéro soixante et un, l'Institut fut obligé de vendre deux sous le numéro, mais la question économique était déjà soulevée.

Ce journal, qui prit cette initiative si importante, ne fut interrompu dans son travail, que par sa mort.

La première période a duré dix-neuf mois, pendant laquelle, l'hebdomadaire a paru jusqu'au numéro quatre-vingt.

Pendant cette période le « Ping-Ming » avait

subi des entraves car le gouvernement considérait que ses articles avait un caractère d'anarchisme, de syndicalisme et de communisme.

2) *La seconde période.* — L'extension de l'organisation.

Quoique sa fondation fut solide, le rôle de l'Institut se bornait à la propagande, mais la nécessité du développement était fortement ressentie.

Donc, le 6 novembre 1921, il y eut une réunion des membres pour rédiger un statut de 9 chapitres et 18 articles. Son objet, outre le développement de l'éducation et de l'économie populaire, visait également l'étude de la coopération. Une bibliothèque a été spécialement constituée à cet effet, afin de fournir aux membres les livres nécessaires.

On a créé un département de publication, divisé en deux sections : l'une administrative comprenant deux personnes, l'autre de rédaction, comprenant douze personnes. La dernière se divise en rédaction de l'hebdomadaire, (5 personnes) et édition de 7 livres (7 personnes).

A cause de la restriction financière, ce n'est que le « Ping-Ming » qui continuait de paraître normalement ; mais le livre en séries n'a pu paraître. Enfin, les membres ont organisé une section d'achat qui effectuait des achats comme la société coopérative.

La deuxième période dura deux ans et quatre

mois, et le numéro de « Ping-Ming », atteignit cent treize.

3) *Le dernier temps de la Société Dionnière.* — Participation au mouvement politique.

A cette époque, l'Institut a quitté le caractère d'autonomie du coopératisme pour le mouvement politique. Par conséquent le mouvement coopératif allait rencontrer une crise nouvelle.

Pourquoi l'Institut Ping-Ming faisait-il partie du mouvement politique ? La première cause était l'influence de la critique des coopérateurs.

D'abord nous trouvons M. Tan Chan Yun, en 1924, qui a publié un article concernant le mouvement coopératif en Chine dans la revue « Eastern Miscellany ». — « Plus le domaine des coopératives s'agrandira, dit-il, plus la fonction de l'Etat sera réduite quoiqu'elle ne le soit jamais à zéro, mais elle sera bien simplifiée ».

Il convient de dire que la coopérative peut fortement aider la politique. Puis M. Chang Ti Chin a exposé, dans deux articles : 1° le Kouomintang chinois et le mouvement coopératif en Chine, 2° Pourquoi le coopérateur doit-il participer à la politique ? Ceci semblait l'influence des coopérateurs anglais qui en mai 1917 avaient formés un parti coopératif. Dans d'autres pays ce sont successivement présentés des députés coopératistes tant le mouvement coopératif faisait des progrès.

Donc, pour rendre le mouvement coopératif

chinois aussi puissant que dans les autres pays avancés, il fallait agir par la voie politique.

La deuxième cause fut l'Institut Ping-Ming favorable à la révolution du Parti Kouomintang en le considérant comme un régime dans lequel le mouvement coopératif pourrait déployer une activité satisfaisante.

Pour cette raison l'œuvre de la Société Pionnière dut subir des interruptions sous l'ancien gouvernement.

Le centre du mouvement coopératif a donc perdu, pendant quelques années, de son activité.

La dernière période dura six mois, pendant lesquels le « Ping-Ming fit paraître 22 numéros. Voici une statistique sur la publication de l'Hebdomadaire Ping-Ming » (3).

LITTÉRATURE COOPÉRATIVE	NUMÉRO D'ARTICLES	NUMÉRO D'HEBDO- MAIRES
La notion générale de la coopération	50	61
La coopération de crédit	22	54
La coopération de consommation ..	41	46
La coopération de production	17	45
La coopération agricole	32	67
La coopération féminine	7	10
Rapport de la Société coopérative de Crédit	9	9
Rapport de la Société coopérative de		

(3) Voir : l'Histoire abrégée du mouvement coopératif chinois. P. 30-31.

LITTÉRATURE COOPÉRATIVE	NUMÉRO D'ARTICLES	NUMÉRO D'HEBDO- MADAIRES
Consommation	13	13
L'Histoire de la coopérative	50	73
L'Education coopérative	7	9
L'étude de la législation coopérative	8	9
La coopérative internationale	17	23
Traité des problèmes spéciaux de coopérative	32	23
Diverses questions coopératives	16	19
Rapport de la Société coopérative de production	5	5
Rapport de la propagande	22	22

(2) *Les Associations d'études coopératives*

Grâce à la bonne activité de la Société Pionnière et la brillante propagande en faveur du développement de la coopération par « l'hebdomadaire Ping-Ming », le mouvement coopératif chinois a désormais commencé de s'animer. Le public intéressé par l'idée coopérative suivait avec attention la nouvelle organisation.

Diverses sociétés coopératives se formèrent partout en Chine et la littérature coopérative augmentait considérablement.

On voudrait, pour rendre compte du mouvement coopératif dans la première étape, pouvoir dire le nombre exact des diverses sociétés. Mais la documentation sur ce point fait défaut.

On est donc obligé de dire simplement ce qu'il

est possible de connaître. Voici les différentes catégories de la société coopérative dont on tient à parler successivement.

D'abord nous énumérerons les associations d'étude coopérative :

A). — *L'Association des Adeptes Coopératifs à Changhaï*. — Etant créée en décembre 1920 à l'Association Internationale des Etudiants, cette association rédigea huit paragraphes dont les principaux sont l'étude des Copératives, le développement d'entreprises coopératives et l'éducation des coopérateurs.

Les fonctions des associations comprennent des collections de livres, la rédaction de la revue, la conférence et la direction par correspondance. On a vu souvent le résultat de ce travail dans « l'hebdomadaire Ping-Ming » dont les membres atteignaient le chiffre de quatre-vingt. Enfin l'association fut supprimée par la Révolution.

B) *La Société d'Etude coopérative de la Province de Hounan* fut organisée au mois de décembre 1920. Elle proclame neuf principes, dont : 1° l'étude et la propagande du coopératisme, 2° le développement des entreprises coopératives. Elle dut cesser d'exister pour des raisons de politique.

C) *Le Comité d'amusement professionnel à Changhaï*, débutant au mois de mai 1922, il fut for-

mé par des travailleurs. Ses principaux buts étaient : la réalisation du coopératisme et la pratique des amusements à bon droit. Un magasin coopératif a été créé par lui ; un hebdomadaire coopératif a paru pour la propagande des conférences publiques données par lui. Faute de capitaux, il ne put continuer son œuvre.

D) *L'Association Coopérative Pou-Yi de Tchang-Tou* fut organisée par des employés d'une banque à Tchang-Tou (Szechuan). Au début, elle fut une bibliothèque publique, dans laquelle on fournissait des livres, des revues et des journaux, dans un but d'éducation sociale afin d'attirer l'attention publique sur les affaires d'Etat.

En 1922, trois ans après sa formation, elle changea de caractère et devint une société pour l'étude coopérative, l'encouragement coopératif, le développement de l'éducation sociale.

On l'a divisée en départements : la section de publication qui se chargea de faire paraître un hebdomadaire « Le flot coopératif » et des livres en série, l'autre section dirigea la « Société Coopérative d'épargne pour l'agriculteur et l'ouvrier ». Elle existe encore aujourd'hui.

E) *La Société d'Etude Coopérative de la ville de Wou-si et l'Association du Mouvement Coopératif Chinois.* — On ne les connaît pas en détail, mais

leurs principes visaient l'étude de la coopération et l'encouragement de la coopération.

(3) *Les Sociétés Coopératives de Crédit*

A) *La Banque Nationale Coopérative et d'Épargne de Changhaï* fut organisée le 22 octobre 1919. Elle était non seulement la première coopérative de crédit, mais aussi le modèle de la coopérative chinoise. Son règlement comprenait onze articles, où figuraient les principes : 1) le développement du coopératisme, 2) Le service aux déposants pour garder les intérêts tout entier de leur épargne. 3) L'aide aux petites entreprises.

Le capital fut fixé à dix mille dollars, divisé en deux mille actions de 5 dollars (argent) que chaque actionnaire verserait dans cinq mois.

Les bénéfices de la banque, après en avoir déduit 20 % pour les fonds d'éducation et le fond de réserve, sont, comme les dépôts des actionnaires, répartis en fin d'année.

Son opération est celle des banques ordinaires et son organisation comprend : une société d'action, un conseil d'administration et le département d'exécution. La plupart des actionnaires sont généralement des professeurs, des étudiants et des employés subalternes de l'Université Futan, ainsi que quelques agriculteurs et ouvriers. Les employés de la banque n'est qu'une chambre de pratique.

Au début, la banque siégea à l'Université logée au quartier Ouest de Changhaï, mais n'ayant pas obtenu la confiance publique, elle ne s'occupait que dans les limites de l'Université avec un capital de moins de mille dollars. Ensuite, lorsque la Banque s'agrandissait par des prêts excessifs, l'avance de crédit surpassa ses limites, le cinquième des capitaux en action. Elle dut presque s'arrêter; heureusement, la crise fut écartée par les efforts du professeur Sih et ses collaborateurs. D'ailleurs, grâce à l'Université qui fournissait le local et les étudiants qui travaillaient sans rétribution. Bien qu'elle fût dans une situation précaire, il y restait encore un bénéfice net de 352 dollars dans le premier terme de cinq mois.

Tant que la fondation de la banque coopérative était solide, elle fonctionnait toujours jusqu'à la fin du troisième terme. Les capitaux s'élevaient de 1.600 dollars à plus de 4.700 dollars ; les dépôts montaient de huit mille à plus de dix-neuf mille ; l'avance de crédit s'était élevée à plus de quatre mille cinq cents dollars et les bénéfices nets atteignaient plus de mille dollars. Enfin, le dividende entre les actionnaires et les déposants montrait le progrès de chaque terme, dont 1 % au premier terme, 2 % au deuxième terme et 3 % au troisième.

Après un an et demi, le résultat fut très-satisfaisant. En 1921, la banque s'est occupée d'un plan d'extension. On proposa l'augmentation des capitaux (100.000) et on apporta quelques modifications

aux règlements. Lorsque les nouveaux bâtiments de l'Université Futan furent achevés, à Kiangwan où la banque générale fut transportée, le premier local devint une succursale.

Au début de la 5^e année, elle se préparait à transférer son activité au centre du marché de Changhai, mais ceci ne fut pas réalisé.

En 1927, lorsque M. Sih a encore proposé ce projet, une réunion générale des actionnaires eut lieu, qui décida l'augmentation du capital et déduisit les actions à un dollar afin de généraliser le mouvement.

Au moment de faire exécuter ce plan, M. Sih mourut. Quoique la banque fonctionne toujours, le plan d'extension n'a pas été réalisé.

Pour terminer, voici une statistique :

Date	Capitaux	Placement	Avance	Fonds de réserve	Fonds de réserve spéciale	Fonds d'éducation
1921	4.701.000	12.920.850	7.520.000	195.000	200.000	195.000
1923	6.266.000	1.304.750	5.655.707	670.000	400.000	275.000
1925	6.291.000	724.000	3.846.597	670.000	400.000	275.000

B) *L'Association Coopérative d'Epargne Agricole et Commerciale de Tchang-Tou.* — Elle fut considérée, pendant la première étape du mouvement coopératif chinois, comme la deuxième société coopérative de crédit. Elle est, en effet, la première société d'encouragement au mouvement coopératif rural.

Cette association fut fondée en 1921. Son capital n'était pas limité, mais composé en parts de cinq dollars. On versait un dollar par mois. Grâce à l'aide de la propagande faite par l'association coopérative Pou-Yi, de la même ville, elle avait attiré l'attention publique et elle fonctionne toujours en jouissant de la faveur de la population de la province de Szechuan.

Voici un rapport de cette association :

Date	Capital	Fonds de réserve	Fonds d'édu- cation	Membres
1922..	1.445.00	30.84	30.84	66
1923..	1.905.00	93.72	93.72	32
1924..	325.00	102.42	102.42	32
1925..	315.00	118.74	118.74	30

C) *La Société Fou You Coopérative de Crédit.* — Elle fut créée en 1923 par la Faculté d'agriculture de l'Université de Nankin.

Son principal but était de réprimer l'usure du prêt privé et de faciliter la source financière rurale.

D'après les statistiques de cette Faculté, en 1926, il y eut vingt sociétés rurales coopératives de crédit dont les membres s'élèvent à 473 personnes. L'avance de crédit a dépassé 3.740 dollars. Dès que les sociétés coopératives de crédit furent couronnées de succès, on établit alors des coopératives d'achat, de vente, etc.

D) *Les sociétés coopératives de crédit rural dans la Chine du nord.* — En 1920, à la suite d'une grande famine dans le Nord de la Chine, toutes les commissions de secours nationales et étrangères, privées et publiques, leur vinrent en aide. Pour mieux faciliter le travail et obtenir une plus grande efficacité, on a proposé de former une commission dite : « La Commission Internationale de Secours pour la Famine.

L'année suivante, sur ce territoire, la prospérité était revenue. La Commission cessa alors son travail ; mais il restait encore presque trois millions de dollars que la Commission voulait employer pour servir à l'étude de plans pour la lutte contre la famine. Elle s'est occupée particulièrement de la réforme de la vie économique rurale. On croit, en effet, que, grâce à son aide, les agriculteurs en améliorant les conditions économiques, trouvent ainsi un moyen de prévenir la famine.

C'est alors qu'on a invité des experts pour discuter de la question. Il en résulta qu'ils furent unanimes à préconiser, d'abord, la création de coopératives rurales de crédit.

Puis la Commission choisit un comité de 3 membres pour la diriger.

Ainsi, la première étape aboutit à une enquête sur la vie économique rurale de certains territoires ; elle fut faite par des professeurs et soixante étudiants de dix universités au cours d'un travail qui dura pendant les trois mois de vacances. Son résultat parut

dans un livre intitulé « L'étude de l'économie rurale chinoise ».

Après avoir examiné les conditions économiques, la seconde étape fut envisagée par la Commission. Elle aboutit à l'introduction d'un système coopératif de crédit convenable aux conditions rurales chinoises.

D'abord le Comité étudia profondément les divers systèmes des pays étrangers, puis il rechercha les conditions économiques propres à la Chine. A la fin, il adopta le système « Raiffeisen » avec des modifications.

Aussitôt que les règlements furent accordés par la Commission, le Comité demanda l'approbation du Gouvernement.

En Juin 1923, la première société coopérative parut et les autres immédiatement suivirent.

A la fin de la première étape du mouvement coopératif chinois, c'est-à-dire vers 1927, le nombre des sociétés augmenta si considérablement que, dans toute l'histoire du mouvement coopératif mondial, on n'en voit pas d'égal. Voici les 2 statistiques qui en montrent le progrès :

(1) *Nombre de sociétés* (4) :

(4) Voir le livre « Le mouvement de coopérative rurale de crédit en Chine », M. Chang Ching Yu. Edition : commercial Presse Ltd, Shanghai, 1930, p. 47-51.

Date	Sociétés établies	Sociétés reconnues par la Commission
1923.....	5	—
1924.....	13	9
1925.....	57	44
1926.....	220	?
1927.....	423	?

(2) *Le Nombre de Sociétaires et de Capitaux*

Date	Sociétés reconnues		Sociétés non reconnues	
	Nombre de sociétés	Capitaux versés par les membres (dollars)	Nombre de sociétés	Capitaux versés par les membres (dollars)
1924..	493	711.00	—	—
1925..	1163	2.420.82	716	904.00
1926..	3288	7.442.28	3721	5.076.00
1927..	4381	1.160.161	8836	127.013.00

(4) *La Société Coopérative de Consommation*

A) *L'Association Coopérative de Consommation à l'Université de Pékin.* — Elle était la première association coopérative de consommation en Chine. Elle fut formée au mois de Juillet en 1918 par des professeurs et des étudiants de l'Université.

Le capital était de cent mille dollars en parts de cinq dollars. Son organisation comprenait deux départements : ,

1) une librairie chargée d'acheter des livres, des revues, etc., pour ses membres,

2) un magasin de produits alimentaires réservés à ses membres.

B) *La Société coopérative de consommation à Swatow (Kwang-Toung)*. — Elle fut créée en 1922 par des agents et des ouvriers du chemin de fer Chou-Shan, son capital s'élevait à 1500 dollars.

C) *La Société coopérative de Consommation Ouvrière à An-yan*. — Elle fut organisée en 1922 par des ouvriers de la mine An-Yan. D'abord, elle fut un Comité récréatif, puis se transforma en société coopérative. Au début, le capital d'actions n'était que de cent dollars. Les sociétaires étaient au nombre de trente ; mais par la suite, la société prit une extension rapide. Son capital augmenta jusqu'à 20 mille dollars et les sociétaires à 13.000.

Le chiffre d'affaires s'accrut considérablement. Seulement, les ustensiles vendus à ses membres s'élevaient à plusieurs milliers et le montant des salaires accordés aux familles ouvrières s'élevait à deux cent mille dollars. Elle occupa onze employés.

La Société peut donc être considérée comme la plus grande société coopérative de consommation, durant la première étape du mouvement coopératif. Malheureusement, elle n'est plus.

D) *Le Magasin Coopératif de Changhaï*. — II

fut créé en 1922 par une partie des membres du comité récréatif de Changhaï et situé rue de la République. Les actionnaires n'étaient pas moins de 70, son capital atteignait presque six cents dollars. Son organisation se divisait en trois départements : vente, achat, et magasin de gros.

Le second était bien développé, malheureusement son développement fut arrêté.

E) *La Société Coopérative de Consommation de Sin-Hui* (Kwang-toung). — Cette société fut organisée en 1922. D'après les données statistiques, les membres s'élevaient à cinq cents, le capital à 3.000 dollars. On peut évaluer son chiffre d'affaires à sa quantité considérable d'articles.

F) *La Société Coopérative de Consommation Tou-Fou*. — Quelques employés de la Presse Commerciale de Changhaï qui, en 1922, avaient subi la cherté de la vie, commencèrent à organiser une société coopérative de consommation.

Au début, il n'y eut que 16 membres avec un capital très limité. L'année suivante, les sociétaires s'augmentèrent de plus de cent personnes, les capitaux s'élevaient à plus de mille dollars. Le chiffre d'affaires qu'on peut calculer sur la quantité des articles vendus, il y avait presque 20.000 kilogs de riz, et une grande quantité d'articles de première nécessité, montre son importance.

G) *La Société Coopérative Shih Tsung de Wu-*

chang. — Etant formée au mois de Janvier 1923, cette société eut pour but le développement du coopératisme avec la fourniture de marchandises à bon marché aux consommateurs.

Son capital n'était pas fixé. Chaque action était de 10 dollars, mais un actionnaire ne pouvait avoir plus de 25 actions.

Ses principales opérations consistent en la vente des livres et l'épargne, etc. Ainsi, son capital dépassa 2.400 dollars ; le chiffre d'affaires se monta à 34.000 dollars, et le bénéfice net était de plus de 30.000 dollars. La société fut arrêtée pendant la révolution de 1927.

H) *La Société coopérative de Consommation de Ning-Po.* — Formée en 1923 par des employés commerciaux et des ouvriers dans la ville de Ning-Po, province de Chékiang, elle n'eut pas pour but l'obtention des bénéfices, mais l'amélioration de la vie. Le capital fut fixé à 5.000 dollars et réparti en mille actions.

I) *La Société coopérative de Consommation de Changhaï.* — Composée au mois d'avril 1926, cette société, située rue Poshin, à Changhaï, fut la dernière de la première étape du mouvement coopératif. Son seul but fut la vente, au plus juste prix, des marchandises aux consommateurs.

Le capital fut fixé à 10.000 dollars, en parts de 2.000 actions. D'après son dernier rapport, il y avait

221 membres, et le chiffre d'affaires dépassait 1 million 500.000 dollars par mois.

(5) *Les Sociétés Coopératives de Production*

A) *La Société Coopérative de Ta Tung de production à Changsha.* — Elle fut organisée, en 1920, par une vingtaine de coopérateurs à Changsha, capitale de la province d'Hounan. Son organisation comprend 3 parties : la consommation, la production et l'éducation.

Pour les réaliser, ils ont acheté un terrain en banlieue sur lequel une petite usine fut construite avec des machines de tissage, produisant des étoffes, etc... et aussi des machines à imprimer. En même temps, les sociétaires cultivaient leur terrain afin d'obtenir leurs produits.

Quant à l'éducation, en dehors du travail de la journée de 7 heures, ils consacrèrent deux heures à la lecture. Les Mercredi et les Samedi, on apprenait l'Espéranto, tous les Lundi, on étudiait du coopératisme.

Cette société est comme une phalanstère de Charles Fourier. Elle dura une année. Malheureusement, le gouvernement la supprima sous prétexte de propagande anarchiste.

B) *L'Association Coopérative Agricole de Shao-Shan.* — Elle fut formée au mois de septembre 1926

pour l'entr'aide de la production agricole. La société fut supprimée par le gouvernement au cours de la Révolution de 1927.

C) *L'Association Ouvrière Coopérative du Pinceau à Changsha.* — Au mois de Décembre 1922, à la suite d'une grève de l'industrie des pinceaux à la capitale de la province d'Hounan, les ouvriers, afin de pouvoir vivre, s'associèrent et se mirent, à l'aide d'un petit capital, à confectionner eux-mêmes les pinceaux.

A défaut de loi protectrice, les patrons signalèrent ce fait au gouvernement qui, sous le prétexte de menace révolutionnaire, dissolut l'association par simple arrêté local.

(6) *Changhaï Union Coopérative*

L'organisation de l'Union Coopérative date du mois d'octobre 1922. Un étudiant de l'Université de Futan, M. Wang Sien Yin écrivit un article paru dans le N° 123 de « l'Hebdomadaire Ping-Ming », proposant la création d'une société d'études coopératives pour la suppression de fausses sociétés coopératives qui se paraient de ce nom pour mieux attirer la clientèle, et cette société aurait la responsabilité de contrôler et la direction du mouvement.

Il y eut un écho immédiat par la voix d'un

des membres de l'Institut Ping-Ming, M. Sun Sih Chi.

D'après l'activité de cette société devait s'étendre non seulement l'étude de la direction et du contrôle, mais aussi la rédaction de statuts coopératifs uniformes et applicables à toutes les sociétés coopératives.

D'ailleurs, tous les pays ont chacun de ces unions coopératives qui fonctionnent ainsi.

M. Wang voulait la nommer « l'Union Coopérative Chinoise ». Dès lors beaucoup de coopérateurs prirent part à la discussion, mais tous les coopérateurs tombèrent d'accord sur le premier nom, en raison de ce qu'au début une organisation doit être localisée et limitée, afin de faciliter la collaboration. Ils estimèrent que l'extension ne devait se produire que plus tard. Le 31 décembre de la même année, il y eut une réunion avec la participation de toutes les sociétés coopératives de Changhaï et au cours de laquelle on a établi des règlements principaux : Comme la collaboration de toutes les sociétés pour généraliser la propagande, l'instruction des coopérateurs, l'enquête des entreprises coopératives. Son programme consiste dans :

1) la publication de journaux, de revues, de livres en série,

2) la propagande — les conférences publiques dans les villes ou à la campagne.

3) l'éducation — rétablissement des écoles coopératives et des bibliothèques.

4) l'enquête de la coopération nationale et internationale.

5) le bureau de placement professionnel.

6) la direction des coopératives.

Enfin, un conseil d'administration fut créé avec deux représentants de chaque société. L'œuvre de cette union n'a réalisé qu'une école coopérative scolaire avec un résultat très satisfaisant.

SECTION II

LA DÉCADENCE

Depuis l'année 1919, le mouvement coopératif chinois, malgré son développement intensif, a été cependant comparable à une petite vague s'élevant de la mer puis y retombant. Le bel effort déployé pendant des années était trop faible pour ne pas succomber sous les coups du temps.

Pendant les années 1926-27, le mouvement coopératif chinois arriva à son point mort, exception faite pour les sociétés coopératives dirigées par la Commission Internationale de Secours pour la Fa-

mine dans la Chine du Nord, qui continuèrent à exister malgré l'hostilité de l'ancien Gouvernement.

Les autres sociétés coopératives soit qu'elles aient fait faillite, soit qu'elles se heurtassent à l'indifférence générale tombèrent dans l'oubli.

La première étape du mouvement coopératif chinois n'est qu'une époque expérimentale, or, au début de toute expérience il arrive parfois qu'on ne connaisse que l'échec ; mais c'est le sort de tous les mouvements sociaux, qui à l'origine, ont à vaincre des résistances beaucoup plus fortes qu'à leur première apparition. En général, le mouvement coopératif a traversé d'abord une époque d'incubation, pendant laquelle de nombreux essais restèrent sans résultat, puis un jour vint où le mouvement trouva enfin sa véritable voie.

Dans les pays de coopération plus avancée, comme la Grande-Bretagne, le mouvement coopératif est sorti, depuis longtemps, de l'ère des tâtonnements. Dans le mouvement coopératif pré-rochdalien par exemple, les « Magasins d'Union » du Dr. King furent très nombreux en Grande-Bretagne pendant les années qui suivirent 1827 et disparurent ensuite si rapidement que, dès 1834, il n'en existait plus.

De même en France nous pouvons en trouver une nouvelle preuve vers 1848. Sous l'influence des idées développées par les socialistes français des coopératives libres se sont alors formées spontanément. Il y en eut environ 200, et au bout de quelques années, il n'y en avait plus que quatre. L'enthousiasme

pour la coopérative en 1848 n'avait été qu'un feu de paille (5).

Toutefois il y a une maxime qui dit : « L'échec est un gage de succès ». Le succès des Pionniers de Rochdale d'aujourd'hui n'est que la mise en pratique de l'enseignement tiré des expériences du passé.

En 1927, au 7^e Congrès International de la Coopération, le professeur Ch. Gide prononça un discours pour fêter le centenaire du mouvement coopératif, en donnant le titre de père de la coopération non aux Pionniers de Rochdale, mais au « Magasin d'Union » de Brighton, pour la raison sus-indiquée. Donc, les premiers résultats ne doivent pas nous rendre pessimistes pour l'avenir : nous connaissons plus tard le succès ; ce qui se passe déjà en Chine permet de rester confiants.

D'abord, quelles indications faut-il retenir des premiers essais de coopération dans la Chine moderne ? Il est évident qu'ils ont cotoyé l'insuccès. Mais cet échec partiel est riche en enseignements profitables.

Voyons quelles en sont les causes. — Sur ce point, M. Woolf, dans son ouvrage « La Coopération et l'Industrie à l'avenir », s'exprime ainsi : « Toutes les sociétés ayant adopté le système rochdalien en bénéficièrent, aucune n'en fut ruinée ». Or, le mouvement coopératif chinois vit le jour 75 ans après

(5) Livre de M. Brocard, la coop. et mouvement coopératif. Édition Sirey, 1927, p. 12.

celui des Pionniers de Rochdale. Si on avait donc profité de ses directives, l'échec aurait dû être évité.

Toutefois, c'est un fait, beaucoup de sociétés ont connu le désastre. Le Professeur Gide a compté qu'en France, le taux de mortalité des coopératives s'élevait à plus de 60 p. 1.000 chaque année. La société coopérative qui n'a pas reçu et suivi une réglementation bien étudiée succombe ; ainsi que celle qui, au contraire, est restée fidèle à son règlement autant dire que l'échec est attribuable à des facteurs multiples.

M. Georges Lassare (6) a diagnostiqué cinq catégories d'obstacles au mouvement coopératif qui sont comme ses diverses maladies qui menacent de l'atteindre et de le terrasser.

Pour la Chine, ces difficultés sont redevables tout d'abord à :

(1) *L'attitude hostile de l'Etat*

Un coup d'œil rapide sur l'histoire de la coopération dans les différents pays, nous fournit des preuves suffisantes de l'hostilité de l'Etat.

Ainsi en France, sous le second Empire, dans la Russie tzariste et dans l'ancienne Autriche-Hongrie, le mouvement coopératif a été fréquemment soumis à des tracasseries policières dont le résultat a été d'intensifier le mouvement coopératif. Egalement en Bulgarie, le gouvernement prenant prétexte des tendances communistes, a procédé à des confiscations, à des destructions de locaux, et même à des assassi-

(6) Voir le livre G. Lassare : « des obstacles au développement du mouvement coop. ». Edition B. Sirey, 1927.

nats ou à des dissolutions de sociétés. D'autre part, le Fascisme Italien s'est livré, contre le mouvement coopératif, à des violences inimaginables. Des centaines d'organiseurs furent tués, blessés, expulsés.

Nous sommes témoins des mêmes violences en Chine, au cours de la révolution du parti nationaliste en 1927. L'ancien gouvernement de Pékin avait interdit toutes les associations et décrété la suppression de toutes les sociétés coopératives, réunions des coopérateurs, sous prétexte de l'activité des révolutionnaires ou communistes de certains de ceux-ci.

Dans la province de Hopéh, au mois de Novembre 1927, dans les districts de Shan-Ho, An-Pin, Tien-Shien, etc... beaucoup de sociétés coopératives furent supprimées par la police sur l'ordre du Gouvernement. Dans la vallée de la Rivière Yan-Tze, la répression a été particulièrement sévère ; des sociétés furent détruites par la force, des coopérateurs furent tués, quelques-uns mis en prison, de sorte que diverses branches de la société coopérative disparurent. Les coopérateurs furent obligés d'abandonner leurs charges.

Le mouvement coopératif marqua un temps d'arrêt.

(2) *L'indifférence publique*

Le développement de la coopération est un des phénomènes économiques qui a subi le plus profondément l'influence des facteurs psychologiques et

en particulier de l'état d'esprit du public à son égard, c'est-à-dire selon qu'elle se trouve dans une atmosphère de sympathie ou d'hostilité, de confiance ou de méfiance, de connaissance ou d'ignorance, mais pendant la première période du mouvement coopératif en Chine, la coopération souffrit de l'ignorance et du mépris public.

Tout d'abord, coopération en général, l'ignorance de la masse était extrême à l'égard de la coopération, le mot « coopérative » n'évoquant que des idées très vagues. On a toujours cru que c'était une société capitaliste par actions, un grand magasin capitaliste.

Comme on ne comprenait pas son rôle, le mouvement coopératif n'intéressa pas. De plus, la presse chinoise, à cette époque, à l'exception d'un petit nombre de journaux fit la conspiration du silence.

En ce qui concerne son influence sur la réforme sociale, le mouvement coopératif était taxé d'impuissance. La publicité commerciale, qui constitue l'une des principales sources de recettes, n'avait plus sa liberté de parole à l'égard de la coopération. Enfin, dans les milieux politiques, aucun enthousiasme ne se manifestait.

L'ancien gouvernement de Pékin se montra très conservateur. Lorsque l'idée coopérative commençait à prendre forme, il ne promulga aucune loi pour assurer sa protection, et s'efforça au contraire de supprimer les sociétés sous prétexte qu'elles constituaient des organisations révolutionnaires.

Dans de telles conditions, la décadence du mouvement était inévitable.

(3) *Les difficultés des débuts*

M. Georges Lassare estime que les difficultés qui ont nui au progrès de la coopération à ses débuts sont de deux sortes : (7)

La jeunesse.

L'Hérésie.

A) *La jeunesse : dans la première catégorie dont la première difficulté est le manque de capitaux :*

Outre l'indifférence et la méfiance du public, les capitaux nécessaires ont manqué.

M. B. Lavergne écrit : « C'est là que le mouvement coopératif accroche ».

C'est que la coopération s'adresse, avant tout, à la classe ouvrière et paysanne et que celle-ci, on le sait, n'en possède pas, et parce que les capitalistes ne veulent point leur en fournir, en qualité d'actionnaire ou d'obligataire. Les actions ne leur rapporteraient qu'un modeste intérêt fixe, et les obligations leur paraîtraient insuffisamment garanties,

De son côté l'ancien gouvernement n'a jamais accordé de subventions aux sociétés coopératives, comme cela se fait dans les pays étrangers, tels que la France en 1897, où le gouvernement a donné aux

(7) Voir le livre de George Lassare, op. cit., p. 17-21.

caisses rurales 40 millions de francs, aide qui actuellement s'élève à une somme de plus de cent millions.

La faiblesse financière est donc la grande cause de l'échec du mouvement coopératif chinois.

Deuxième difficulté : Le manque de compétence et d'organisation.

Passons à l'examen du problème que soulève l'homme et qui comprend à la fois l'absence de dirigeants compétents et de force organisatrice. Il convient de dire que, dans une entreprise économique, le facteur humain est d'importance capitale,

Une entreprise prospérera ou elle déclinera suivant qu'elle trouvera ou ne trouvera pas de fortes individualités sachant la diriger.

A son origine le mouvement coopératif chinois n'a pas eu pour le soutenir des hommes capables. C'est pourquoi une grande société, la Coopérative ouvrière de Consommation à An-Yan, fut condamnée à disparaître. De même nous savons que la Banque Nationale coopérative et d'épargne de Changhaï, n'a pu mettre à exécution son plan à cause de la mort du professeur Sih Sien-Chow.

D'autre part, à cette époque, au sein de la population chinoise, il y avait une grande proportion d'illettrés et de gens dépourvus de tout esprit d'initiative qui n'avaient pas l'habitude d'une organisation moderne,

B). — *L'Hérésie coopérative.*

Enfin, notons une seconde cause d'insuccès : l'hérésie coopérative de début. Il est incontestable qu'il existe une orthodoxie coopérative dont les règles sont le fruit même de l'expérience. Ces règles sont suggérées peu à peu, par la vie et leur ignorance a été chèrement payée par des centaines d'échecs.

Si l'une des règles est violée par une coopérative, il arrive toujours un moment où un des cas suivants se produit : ou la coopérative disparaît, ou bien elle perd son caractère coopératif pour devenir une entreprise capitaliste. La faillite des sociétés coopératives chinoises, pendant la première étape du mouvement coopératif, fut largement due à de telles causes. Par exemple, en 1922, à Changhaï, deux banques, la Banque Coopérative Min Sin et la Banque Coopérative de Changhaï tombèrent : elles avaient perdu leur véritable caractère (8).

Voilà les causes qui expliquent la décadence de la première étape du mouvement coopératif en Chine.

(8) M. Wou Yu Chan : « L'histoire abrégée du mouvement coopératif chinois (p. 53). Edition : L'Union des Coopérateurs de Chine. Changhaï 1929.

CHAPITRE II

LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF

(1928.....)

La décadence de la première étape du mouvement coopératif chinois, en partie causée par des obstacles intérieurs, est due à l'œuvre de destruction poursuivie par l'ancien gouvernement qui considérait la société coopérative comme une menace pour la paix sociale.

Les activités coopératives en Chine, pendant les années qui ont suivi 1919, ont suscité beaucoup d'intérêts. Malheureusement vers 1926-1927, leur vogue semblait passée, plus personne n'en parlait. L'élan coopératif venait de se briser.

Cette phase d'initiative et d'expériences se terminait par une faillite apparente.

La deuxième étape du mouvement coopératif chinois débuta en 1928 lors de l'instauration définitive du Gouvernement National de la Chine à Nankin. Une nouvelle impulsion fut donnée à l'expansion de l'idée coopérative dans le pays.

Le nouveau gouvernement fut prêt à accepter

n'importe quelle mesure de progrès par réaction contre son prédécesseur voyant un moyen efficace de réaliser le programme économique de son parti, le Gouvernement nationaliste engageait l'intervention de l'Etat selon le projet du professeur Sih Sien Chow et il a toutes les raisons d'encourager ce mouvement.

En même temps, le peuple pouvait laisser agir librement l'activité coopérative, sans menace ni restriction, comme autrefois. Par ces doubles voies : l'intervention de l'Etat et l'initiative privée, le mouvement coopératif en Chine, faisait de considérables progrès pendant ces dernières années. Pour bien le comprendre il nous faut le décrire en le divisant en deux sections,

SECTION I

L'INTERVENTION DE L'ETAT

(A) *Le programme du Parti Kouomintang (Le parti nationaliste chinois) et la politique coopérative.*

Explication du « Démisme vital » (1) du Dr. Sun Yat Sen, fondateur du parti Kouomintang et le coopératisme.

(1) Ceci signifie la vie du peuple. J'emploie le terme d'après la traduction française par M. Pascal, M. D'Elia, S. J. Edition 1930, Changhaï.

Pour mieux comprendre pourquoi le Gouvernement présent s'est efforcé d'encourager le mouvement coopératif, il faut que nous connaissions bien le programme politique du Parti Kouomintang qui est actuellement au pouvoir.

Dans le précédent chapitre nous avons déjà parlé du Docteur Sun Yat Sen, fondateur de ce Parti, qui s'est chargé de redresser tous les programmes dans son célèbre ouvrage « Le Triple Démisme » (Les 3 principes populaires). Le Docteur Sun a traité 3 grands problèmes : la population chinoise, la politique chinoise et l'économie chinoise. Ce n'est que la dernière que nous avons à examiner ici. Dans le domaine économique le « Démisme Vital » est le dernier but à atteindre. En d'autres termes, comment résoudre le problème de l'existence du peuple ? Le Docteur Sun a considéré le coopératisme comme faisant partie de sa politique de reconstruction économique en appliquant le « Démisme Vital ».

Dans son ouvrage intitulé le « Tripe Démisme », au chapitre du « Démisme Vital », le Docteur Sun, tout en réfutant par les faits certaines prédictions marxistes, a déclaré : « Actuellement le monde « progresse chaque jour et chaque jour il s'amé-
« liore. C'est ainsi que la socialisation de la réparti-
« tion des biens, dont nous avons parlé précédem-
« ment, est une nouvelle découverte. Cette nouvelle
« découverte a pris le nom de coopérative.... Ainsi,
« alors qu'une autre fois on regardait ces coopéra-

« tives comme dénuées d'importance ; actuellement « on les considère comme des organisations très in- « fluentes ». Donc c'est le point de départ d'encouragement de l'activité coopérative par le gouvernement actuel. Pour comprendre le « Démisme Vital », réalisé au moyen du coopératisme, il nous faudrait expliquer leurs relations réciproques.

Nous devons nous borner à analyser, d'abord, les causes du « Démisme Vital », puis nous indiquerons leurs moyens pratiques.

(1°) Le « Démisme Vital ». — Ses causes.

Depuis la révolution industrielle, les civilisations matérielles et spirituelles du monde entier ont subi une grande transformation. La production ne fait plus appel à la force musculaire mais à la puissance extraordinairement développée de la machine. Les ouvriers ont par suite connu le chômage. Le travail à domicile a disparu devant la grande fabrique aux capitaux considérables. Ces vastes entreprises ont pratiqué une concentration de plus en plus poussée. La libre concurrence a permis à certaines d'entre elles la réalisation de gros bénéfices et c'est ainsi que s'est accentuée l'inégalité de fortunes et que le fossé entre capitalistes et prolétaires s'est élargi. Dans la répartition des marchandises, la recherche fiévreuse du bénéfice, la lutte âpre pour la conquête des marchés, ont eu pour effet d'instaurer l'anarchie dans la vie économique : d'où crises économiques répétées.

Quoique la production industrielle fut prodigieusement en progrès, un grave problème social s'est posé par suite du contraste et de l'antagonisme entre riches et pauvres. La menace d'une révolution sociale augmentait de jour en jour. Le spectacle de cette situation a amené des économistes et des politiciens à rechercher des remèdes à cet état de choses. Il en résulta le socialisme, le communisme, le syndicalisme et le coopératisme.

La Chine, à cause de la concurrence économique et de la restriction politique des pays étrangers, est restée un pays de production arriérée. D'un côté elle s'est acheminée vers l'emploi des machines, d'un autre subsiste encore la production manuelle, et il résulte une pauvreté générale ; la classe capitaliste se trouvant très réduite la concentration industrielle n'existant presque pas en comparaison avec les pays étrangers, les ouvriers se raréfiant aussi la lutte de classe s'efface des esprits.

Il ne serait bientôt pas besoin de révolution sociale ; mais les maux du capitalisme ont commencé à pénétrer peu à peu et s'il n'y a pas de moyen préventif pour empêcher la formation du capitalisme, la société de demain connaîtra une grande tragédie.

A cette époque, nous constatons une poussée mondiale vers le socialisme. Du point de vue particulier de l'économie chinoise, le Docteur Sun a choisi un principe qui, d'une part, pourrait empêcher les maux capitalistes de se manifester en Chi-

ne. D'autre part, il pourrait éviter la révolution sociale pour l'avenir.

C'est un moyen pacifique qui réaliserait le système de « République Démiste » afin de résoudre la question d'existence du peuple et c'est précisément le but envisagé par le « Démisme Vital ».

Nous trouvons d'autre part le coopératisme qui revêt les mêmes caractères. Car il cherche à empêcher la révolution sociale sanglante et il prétend, aussi éliminer le système capitaliste ; il n'emploie pas la force politique mais repose sur la construction économique. Il ne vise pas à attaquer ses ennemis ; mais, son progrès dépend de son œuvre créatrice. Il n'adopte pas de moyen radical et sanglant, mais une méthode pacifique et efficace.

En somme, les deux idées sont en harmonie, d'ailleurs, elles sont solidaires. Le « Démisme Vital » serait réalisé efficacement au moyen de la coopération, tandis que la coopération réussirait rapidement par la force politique du « Démisme Vital ».

(2^e) Similarité de leurs théories.

Passons, maintenant, à l'examen de leurs théories respectives. Nous trouvons beaucoup de points de similitude et nous allons comparer successivement les deux doctrines.

D'abord dans leurs buts. Le Docteur Sun a dit : « Le but de notre « Démisme Vital » est le renversement du régime capitaliste » (2). Il prétendait que

(2) Voir Sun Yat Sen « Le triple démisme ». Traduction

la société capitaliste devrait être remplacée par un régime démiste. Qu'est-ce que le régime démiste ? C'est la vie du peuple, autrement dit, ce régime est pour la réalisation du bonheur économique de tous les peuples afin de faire la société intégrale pour y vivre heureux.

A l'égard du coopératisme, M. Poisson a dit notamment : « Le système coopératiste économique prétend éliminer la société capitaliste et y substituer une société nouvelle ; la République coopérative se développant dans les cadres même de la société actuelle (3). Aussi Mme Béatrice Potter Webb, en Grande-Bretagne ; M. le Professeur Ch. Gide et l'École de Nîmes en France, ont été amenés à attacher à ce phénomène social une importance capitale et à envisager le remplacement complet ou presque complet du régime capitaliste par un régime coopératif, par une république coopérative ; c'est-à-dire l'organisation de la presque totalité de la vie économique sur la base du régime du consommateur.

Passons à la production. Les deux doctrines, tout en poursuivant des idées nouvelles, sont mécontentes du régime capitaliste.

Le Docteur Sun a dit : « Sous le régime capitaliste privé, tous les moyens de production tendent

française, par Pascal. M. Delia. S.J. p. 45. Edition 1930, Changhai.

(3) Voir livre de Th. Tolomiantz « Anthologie coopérative ». p. 105, édition 1921. Paris.

vers un seul but. « Et ce but quel est-il ? C'est l'argent... c'est pourquoi la différence fondamentale, « entre le Démisme vital et le capitalisme, c'est que « le capitalisme a pour but le lucre, tandis que le « Démisme Vital » a pour but l'alimentation du « peuple » (4).

Le coopérateur M. Ch. Gide a dit : « L'ordre social actuel est organisé en vue de la production « et nullement en vue de la consommation ou, si vous aimez mieux, en vue du gain individuel, et « nullement en vue des besoins sociaux » (5).

Les deux doctrines s'opposent au profitisme, parce que, tout en poursuivant le but de production — le profit — l'organisation productive est dans un état d'anarchisme. La quantité de produits ne dépend pas du besoin social, mais du bénéfice individuel.

La surproduction, la crise, la baisse de prix, le chômage, etc... sont autant de maux qui en découlent :

Ayant indiqué leur position, à l'égard du régime capitaliste, nous examinons maintenant le nouveau système économique qu'ils cherchent à reconstruire. Nous constatons les mêmes points de vue.

Dans le monde économique, il y a deux manières de production. L'une se base sur la société intégrale, autrement dit, dépend de l'intérêt du con-

(4) Livre op. cit. Pascal MM. D'Elia. p. 449-451.

(5) Ch. Gide, Le Coopératisme, p. 80.

sommateur, l'autre se base sur une classe, le capitalisme ou bien le prolétariat.

Le « Démisme Vital » a essayé de mettre en application un plan pour le développement des capitaux nationaux. Donc on sait bien qu'il appartient à la première catégorie de production. D'ailleurs, la vie du peuple n'est pas autre chose que la vie du consommateur parce que tout le monde l'est.

Il prétend que l'Etat se chargera d'accumuler des capitaux pour entreprendre les choses de première nécessité.

Le Docteur Sun en comptait 3 principales : le vêtement, l'alimentation et l'habitation.

Comme nous le savons, la naissance des capitalistes a pour cause l'accaparement privé des instruments productifs. Pour éviter leurs abus, il est nécessaire de reprendre tous les instruments productifs de la main des capitalistes et de les rendre à la société elle-même.

L'Etat fixera le plan de production, la quantité de produits selon les besoins du peuple : c'est le système d'économie dirigée.

A l'égard du système coopératiste, M. Ch. Gide décrivait ainsi la nouvelle organisation : « Par là, la production, ne travaillant désormais que sur commande et ne fournissant que ce qu'on lui demande, ne produira ni trop, ni trop peu, sauf les erreurs inhérentes à toutes prévisions humaines et, par conséquent, on doit arriver, dans un régime coopératif

intégral, à prévenir tout encombrement, surproduction, etc...

« Mais l'avantage le plus considérable et le plus imprévu peut-être, celui en tous cas qui est de nature à intéresser le plus directement la classe ouvrière, c'est qu'elle poursuit la prise de possession de tous les instruments de production, se trouvera indirectement réalisé » (6).

En ce qui concerne la répartition de la richesse, le « Démisme vital » énonce deux principes :

1) égaliser la propriété, c'est-à-dire reconnaître la propriété individuelle en y ajoutant une limitation.

Les méthodes de limitation ont fixé que :

a) la plus-value future des terrains doit revenir à la collectivité ;

b) à chaque laboureur, sa terre ;

c) égaliser la propriété par l'impôt (et le rachat possible) de terres proportionnellement à leur valeur, fixée par le propriétaire ;

d) par le moyen de coopération.

C'est heureusement le but que poursuit le coopératisme. M. Gide considère que la coopération fa-

(6) On trouvera ce texte dans le livre « Le Coopératisme », pp. 91-93, édition 1929.

cilite, à tous, l'accès de la propriété au lieu de la supprimer. A proprement parler, la coopération est un moyen plus efficace et commode d'égaliser la propriété que celui du « Démisme Vital » qui doit recevoir l'aide de l'Etat.

D'ailleurs, la coopération permet aux agriculteurs d'accumuler des capitaux, soit par la voie de la société de consommation par économie des dépenses, soit par la société coopérative de vente par augmentation des recettes, soit par la facilité des capitaux, grâce au développement de la société coopérative de crédit.

Donc, la question de la terre serait facilement résolue pour chaque laboureur.

Le deuxième principe est la restriction de capitaux qui s'attache à deux idées :

- a) la restriction des capitaux privés ;
- b) la création de capitaux d'Etat ;

En d'autres termes, le premier comprend la lourde perception de divers impôts sur les capitalistes et protège spontanément les ouvriers. Le second comprend le contrôle des entreprises qui sont nécessaires à la vie du peuple.

A cet égard, nous considérons que le moyen le plus efficace de la restriction des capitaux est la coopération qui abolit la répartition capitaliste du profit. Les bénéfices de la société coopérative sont répartis entre les sociétaires, dans la société coopéra-

tive de consommation, répartition au prorata des achats.

Dans la société coopérative agricole de production, répartition au prorata des produits agricoles que les agriculteurs lui ont donnés. Dans la société coopérative de crédit, répartition d'après le capital-actions ; mais l'intérêt distribué est fixé par un règlement (En France, la loi du 7 mars 1917 le limite à 6 %).

Il reste toujours très bas. Le reste devient fonds de réserve. C'est ce qui la différencie de la société capitaliste dont le profit est réparti d'après la quantité de capitaux apportés par certains actionnaires.

D'autre part, en ce qui concerne le problème ouvrier, on a remarqué que le coopératisme a pour but l'abolition du salariat, comme dans la société coopérative, ayant pour principe la confusion, en la même personne, du producteur et du consommateur. Les ouvriers employés peuvent, s'ils le veulent, comme tous les clients de cette société, devenir actionnaires de la coopérative. Co-propriétaires de leur outillage, ils seront intéressés à sa bonne marche et, par leur participation aux assemblées générales, ils pourront en contrôler la gestion.

D'ailleurs la condition ouvrière dans le régime coopératif a été beaucoup améliorée par comparaison avec le régime capitaliste.

Selon M. Lavergne, le salariat a connu deux améliorations : la première, celle de la situation matérielle des ouvriers par le régime coopératif. Les

coopérateurs assurent les plus hauts salaires payés dans la profession, à savoir des salaires au moins égaux au tarif syndical. Pour le taux de la rétribution, la société donne satisfaction au personnel ouvrier mieux que tout autre employeur. Pour le travail, la coopération réserve aux salariés qu'elle occupe un régime plus avantageux que la plupart des entreprises capitalistes et couvre la responsabilité des ouvriers jusqu'à une certaine limite.

La deuxième amélioration est celle de la situation morale de la classe ouvrière grâce au régime coopératif.

a) Réduction de l'écart de revenus entre les classes, la répartition des profits entre les classes sociales, est dans l'ordre coopératif infiniment plus démocratique qu'elle ne l'est en régime capitaliste.

La raison est évidente parce que la société capitaliste réserve aux classes riches, la majeure partie des profits de toutes les entreprises, lesquels reviennent aux gros actionnaires. A l'inverse, dans une société coopérative, les profits seraient distribués entre tous les citoyens au prorata de leurs achats. Or, si très peu de citoyens ont d'importants paquets d'actions, tous, au contraire, fond des dépenses pour vivre et en régime coopératif touchent une ristourne à la fin de l'année.

L'ordre coopératif diffuse la totalité des profits commerciaux et industriels entre tous les citoyens alors que l'ordre capitaliste les concentre dans les mains d'un nombre assez restreint de bénéficiaires.

Tels sont les avantages assurés dans l'ordre coopératif : une distribution de revenus beaucoup plus égale et équitable entre les classes de la société.

b) En régime coopératif le mécanisme de la distribution des revenus est modifié de telle façon qu'aucune variation des salaires n'a presque plus d'effet pratique pour l'ouvrier intéressé (7).

Quant à la restriction des capitaux, on a remarqué que dans chaque société coopérative, à la suite de sa constitution, les sociétaires se forment mutuellement en petite société publique. Donc les capitaux de cette société sont tout entiers la propriété des sociétaires.

De plus, la société coopérative a un règlement spécifiant que les capitaux ne devraient pas être partagés. On prétend encore que la société a tout intérêt à répudier la répartition des profits, en formant des fonds de réserve afin d'accroître le chiffre d'affaires, d'assurer la prospérité même de la coopération, d'obtenir des sociétaires nouveaux.

Ces capitaux communs appartenant à tous les sociétaires sont, eux-mêmes, des capitaux sociaux. Plus grande sera l'augmentation des sociétaires, plus grands seront les capitaux sociaux. Lorsque viendra le jour où la société coopérative s'étendra dans le pays entier, les capitaux se développeront et les entreprises auront des capitaux sociaux. Par exemple :

(7) B. Lavergne « Les coopératives de consommation en France », pp. 156-157.

en Angleterre, la colossale fédération coopérative, célèbre dans le monde entier sous le nom de « Wholesale de Manchester », ce qui veut dire simplement magasin de gros, possède diverses grandes entreprises avec des capitaux communs pour la consommation des sociétaires et cela non seulement en Angleterre mais aussi outre-Mer. A Ceylan, des plantations de thé et dans l'Afrique occidentale d'immenses forêts pour la production d'une matière grasse avec laquelle les sociétaires fabriquent du savon.

M. le Professeur Gide déclare (8) : « la coopération multiplie la propriété individuelle. Elle crée, aussi, une propriété collective, un fond impersonnel... une propriété immortelle placée au-dessus de nos existences éphémères et mise au service d'un intérêt général et permanent. »

(III) Parallélisme de leurs méthodes.

En ce qui concerne le choix des moyens, tous deux sont tombés d'accord sur les méthodes pacifiques et non violentes d'une part, le Docteur Sun a dit : « Si nous voulons aujourd'hui résoudre le problème chinois de l'alimentation par la pratique du « Démisme Vital », il nous faudra marcher par des réformes progressives à l'égard du système capitaliste. Nous ne pouvons le renverser tout de suite (9).

(8) Ch. Gide « Le coopératisme », pp. 145-146.

(9) V. Pascal M. D'Elia. Op. cit., p. 4150.

De même, à côté de la coopération, dans leur manifeste fameux, les équitables pionniers de Rochdale ont dit aussi : « Sitôt qu'il sera possible, la Société procédera à l'organisation de la production, de la distribution et de l'éducation dans son sein et par ses propres moyens ».

D'autre part, M. Gide a préconisé le procédé pacifique comportant trois étapes ; il est connu sous le nom de mouvement coopératif de Nîmes que l'on peut résumer ainsi : dans une première étape victorieuse, faire la conquête de l'industrie commerciale ; dans une seconde, celle de l'industrie manufacturière ; dans une troisième, enfin, celle de l'industrie agricole (10).

(IV) Conclusions.

En somme, nous considérons que la République coopérative et la République démiste sont identiques. D'abord au point de vue doctrinal. Le « Démisme Vital » considère le régime capitaliste comme parasitisme puissant aux moyens de subsistance du peuple. L'organisation économique est dans un état d'anarchie sans plan définitif ; il veut donc constituer une république ayant pour objet de résoudre la question de l'existence de la masse.

On a remarqué également que le coopératisme considère que l'organisation économique actuelle où

(10) Ch. Gide, *op. cit.*, p. 88.

les producteurs et les consommateurs ont des intérêts incompatibles. Établissons alors une République coopérative.

Quant à la réalisation, tous deux affirment qu'elle doit suivre une méthode pacifique. Néanmoins, la République démiste dépend des pouvoirs publics, tandis que la République coopérative repose sur l'action spontanée des coopérateurs. Elle est une œuvre privée.

Quoiqu'il en soit, ces deux idées ne sont pas en conflit, elles sont solidaires.

La République démiste serait réalisée plus rapidement, si elle était aidée par le moyen coopératif. C'est ainsi que le Docteur Sun Yat Sen a souvent parlé, autrefois, de coopératives et le gouvernement actuel s'efforce, avec raison, d'encourager le mouvement coopératif.

Disons, avec le Professeur Sih Sien Chow, que « Pour réaliser le « Démisme Vital », il y a deux « principes : l'un est la restriction des capitaux, l'autre est l'égalisation des terres ; pour leur réalisation, il n'y a pas de meilleur moyen que la voie « de la coopération ».

(B) *Le Gouvernement nationaliste et le mouvement coopératif*

Étant considéré par le fondateur de son parti, le Docteur Sun Yat Sen, comme un moyen pour la réalisation du « Démisme vital », la coopération a

été désormais reconnue par le Kouomintang comme une de ses politiques économiques efficaces.

Aussitôt qu'il arrive au pouvoir, le gouvernement a toutes raisons d'encourager ce mouvement, puisque c'est le seul moyen pratique et raisonnable de résoudre les problèmes relatifs à la subsistance du peuple et d'arriver à la reconstruction économique.

Les procédés du Gouvernement nationaliste chinois vers la coopération doivent être divisés en deux catégories.

1) *L'administration coopérative du Parti Kouomintang.*

On sait bien que le régime actuel en Chine est sous le contrôle du Parti Kouomintang, dont le pouvoir est supérieur à tous.

Tous les plans du gouvernement doivent suivre la politique du parti, Donc, nous énumérons d'abord l'administration coopérative de Kouomintang.

A la quatrième session de la 2^e assemblée de l'Exécutif et des Censeurs de Kouomintang, tenue le 2 février 1928, MM. Chen-Kuo-Fu, Li Yu Ying, Cheng Yen Jieh et le maréchal Chiang Kaï Shek, proposèrent la création d'une commission coopérative, incluant dans la commission économique centrale des projets, avec un fonds de propagande annuel au moins de 50.000 dollars.

Ce fait marque le premier exemple de l'intervention gouvernementale en faveur de la coopéra-

tion. Mais à cause de difficultés financières, il ne fut pas suivi d'effet.

Au mois d'Octobre de la même année, le Département central de Kouomintang, selon les principes de l'autonomie locale, en redressant 3 règlements : concentration des génies, des travaux et des reconstructions, a proclamé sept principes qui comprennent sept sortes de mouvements, dont l'un est le mouvement coopératif.

L'objet de ce mouvement est pour l'instruction des membres du Kouomintang, afin de faire porter sur ses œuvres, son efficacité pour l'extension de la propagande, pour la direction effective afin d'assister l'organe administratif.

En 1929, le département a passé encore les procédés de ces sept mouvements et on constitue un comité d'experts de chaque mouvement, qui dresse chacun un plan pour l'effectuer.

A la troisième assemblée des délégués du Kouomintang, en mars 1929, et ensuite à chaque session subséquente de l'Exécutif central, on fit et admit beaucoup de propositions en vue de favoriser la coopération.

2) *L'Administration coopérative du Gouvernement national.*

Comme le Kouomintang a reconnu tous ses mérites, il est naturel que le gouvernement national ait considéré la coopération comme l'une de ses politiques efficaces. Les devoirs du Gouvernement en-

vers la coopération doivent être considérés de trois sortes :

(A) *Législation*

En ce qui concerne la loi coopérative, le Gouvernement nationaliste chinois avait rédigé les statuts coopératifs, y compris 61 articles qu'il venait d'établir à la province de Kwang-Toung, avant l'unification du pays tout entier. Malheureusement, à cause de la Révolution, la loi n'était pas en vigueur. Lors de l'instauration définitive du Gouvernement national de la Chine à Nankin, les statuts de la coopération sont dressés par le Yuan Législatif (conseil législatif) et attendent d'être publiés.

Les principes de législation coopérative, y compris dix articles, ont été publiés par le Conseil Politique du Gouvernement, le 28 septembre 1932, d'après lesquels le Yuan législatif doit rédiger les statuts.

Pour bien en assurer la rédaction, le Conseil législatif fait étudier, en détail, la législation coopérative des pays étrangers afin de créer les statuts plus concrets et plus pratiques. Voilà la cause du retard. Il est vrai que M. Tatonniantz a dit « Le droit coopératif plus que tout autre droit, ne la devance pas, mais marche en arrière d'elle ».

Quoiqu'il en soit, divers Ministères ont publié auparavant des lois coopératives selon leurs besoins.

Le Ministère de l'industrie annonça, en Mai 1931, une série de lois pour la coopération agricole.

Le Ministère de l'Agriculture et des Mines (devenu maintenant le Ministère de l'Industrie) formule, en 1930, un système d'organisation de crédits pour l'agriculture, d'un intérêt vital pour la propagation de la coopération.

En outre, il y avait l'Ecole de formation pour la coopération à la ferme, la surveillance de la coopération agricole dans tout le pays, étude de plans pour l'exploitation coopérative agricole et forestière par le Ministère appelé, alors, de l'Agriculture et des Mines ; ainsi que la rédaction d'une réglementation des Magasins coopératifs et l'étude de plans coopératifs urbains par le Ministère appelé alors de l'Agriculture et du Commerce. Mais aucun plan concret intégral n'a été adopté. Voilà pour le gouvernement central.

Par suite du manque de plan concret intégral du gouvernement central, les gouvernements locaux ont perdu la direction du mouvement coopératif et ils sont obligés de l'effectuer par voie d'autonomie. On voudrait rendre compte plus complètement de la condition actuelle, mais ces documents ne sont pas aussi nombreux que nous l'aurions souhaité. Tout au moins quelques monographies paraissent suffisamment montrer le mouvement coopératif.

La province de Kiangsou. — A partir de l'année 1928, le Département industriel et des mines a créé

un Comité dirigeant des entreprises coopératives qui se charge de rédiger une série de statuts coopératifs. D'abord il a édité des statuts provisoires. Puis on a publié les divers règlements en application de la société coopérative de consommation, de vente, d'achat, de culture de la terre, etc...

Enfin, l'année dernière, il a édité les statuts concernant la société coopérative de production agricole, l'élevage des poules, etc...

La Province de Chékiang. — Un bureau des entreprises coopératives appartient au Département des Travaux publics du gouvernement de Chékiang. En 1928, le gouvernement provincial a édité les statuts provisoires de la société coopérative agricole.

L'année dernière, par suite de la difficulté de la vie économique des pêcheurs, à côté de la mer, et de la crise de l'industrie de la soie, le gouvernement a publié des règlements concernant la coopération, pour y remédier, tous les deux produisirent de bons effets.

La province de Shan-Toung. — Au mois de novembre 1928, le gouvernement provincial avait proclamé les statuts provisoires comprenant 102 articles.

Les autres provinces ont publié des statuts coopératifs provisoires, comme Hounan en 1932, Hou-péh en 1930, Kiangsi en 1932, Kwang-Toung en 1929. Il y a des provinces qui gardent toute initiative.

Enfin, la municipalité : Changhaï, en 1928, le

gouvernement municipal a proclamé les statuts provisoires de la société coopérative de consommation. Au mois d'octobre 1931, il a aussi proclamé les statuts de la société coopérative de vente, Nankin 1929, Hankéou 1932, etc...

(B) *La Finance coopérative*

Tant que les entreprises coopératives ne seront pas suffisamment développées, la circulation des capitaux doit être facilitée par les sociétés rurales de crédit qui sont créées par l'Etat en faisant des avances consacrées à soutenir la finance des coopératives.

Donc, le gouvernement chinois le considère comme la plus importante tâche. En 1930, le Ministère de l'Industrie formula un système d'organisation de crédit rural, ensuite tous les gouvernements provinciaux ont suivi la mesure.

La Banque Agricole de Kiangsu. — Elle fut créée en 1928, d'abord elle siégea à Nankin, puis elle fut transportée à Chankiang, à la suite du changement de capitale de la province. Ses fonds sont venus de la surtaxe du terrain. La principale opération de banque est exclusivement pour faire des avances aux sociétés coopératives organisées par des agriculteurs afin de faciliter la source financière.

La banque générale, siégée à la capitale, distribue les succursales dans les districts. D'après le rapport de la fin de l'année 1931, le montant des avances comptait plus de 1.739.500 dollars et les fonds ont surpassé 2.515.600 dollars.

La Société Rurale de Crédit à Chékiang. — Le gouvernement de la province de Chékiang considère les entreprises coopératives comme nécessaires pour développer l'économie rurale. La banque rurale serait constitué d'après la condition économique de chaque district.

Si les capitaux associés des agriculteurs dépassent 50.000 dollars, on organisera une banque agricole ; si les capitaux dépassent 5.000 dollars, on créera une caisse de prêt et le gouvernement leur fournit des fonds.

A l'heure actuelle, il y a trois banques agricoles, et presque trente caisses de prêt. Le total des capitaux s'élève à 502.703.457 dollars. D'ailleurs, il y a une banque coopérative de pêcheurs, à laquelle le gouvernement fournit aussi des fonds.

La Caisse Rurale de Crédit à Kwang Toun. — Le gouvernement provincial a créé les caisses rurales en 1927, en faisant les avances aux fermiers, le taux d'intérêt ne peut surpasser 5 %.

La Société Rurale Coopérative de Crédit à la Province de Saïyan. — Avec l'encouragement du gouvernement provincial, les sociétés rurales de crédit ont été créées dans chaque district.

A l'exception des provinces qui sont sous le régime d'initiative, la plupart des gouvernements provinciaux ont installé des banques agricoles pour faciliter la source financière rurale.

Enfin, on doit désigner le gouvernement municipal de Changhaï qui vient de prendre la mesure de

créer des banques populaires dans tous les arrondissements et les banlieues sous le modèle de Schultze et Raiffaisans, au profit des agriculteurs, et petits artisans, et petits commerçants.

(C) *L'Education coopérative*

Pour bien développer la coopération, il nous a paru que l'éducation coopérative est le plus puissant instrument. Grâce à elle, presque toutes les difficultés intérieures et extérieures, seraient éliminées. L'importance extrême de l'éducation coopérative n'a pas échappé aux coopérateurs.

« Nous devons observer », a écrit Halyoake, « que c'est la sage mesure de consacrer 2,5 % du bénéfice net à un but d'éducation générale, qui a élevé si haut la société de Rochdale entre les sociétés coopératives. C'est cette « règle d'or » qui a donné tant de valeur à l'exemple des équitables pionniers, qui leur a valu tant d'amis, tant de renommée. C'est elle enfin qui, en contribuant au progrès intellectuel et moral des coopérateurs, a préservé la société elle-même de voir ses règles entamées ou détruites par des hommes ignares ou mal informés, qui n'auraient pas manqué, là come partout, de faire leurs efforts pour détruire les points mêmes les plus remarquables de la société de Rochdale. Car les ignorants sont toujours prêts à admettre que l'intelligence ne rapporte pas d'argent, tandis qu'en réalité, sans intelligence, il n'y aurait pas de dividendes du tout, ni dans les magasins coopératifs, ni ailleurs. »

En général, il y a deux classes de moyens, dont dispose la coopération, pour faire cette éducation : l'un est l'éducation par la pratique coopérative. c'est-à-dire la coopération qui accomplit régulièrement ces petits actes comme le fait de lire le rapport adressé par le Conseil d'administration, d'assister à une assemblée et de voter, d'acheter, le fait de la ristourne, tout cela fait comprendre au coopérateur les principes qui sont impliqués dans ces actes. L'autre est l'éducation par propagande, c'est-à-dire par les moyens de fêtes, conférences, cinéma, comités d'éducation, édition de livres, de brochures, de tracts, etc...

Nous savons que le système coopératif actuel n'est pas un système simple, il y a la fondation de connaissance en théorie, la méthode scientifique en organisation et la reconstruction de l'ordre économique en objet.

Donc, celui qui entreprend les coopératives, doit posséder non seulement l'éducation générale, mais aussi l'instruction spéciale, autrement dit, l'entreprise coopérative sans lesquelles il n'y aurait pas de succès.

Nous trouvons, dans l'histoire du mouvement coopératif, beaucoup d'évidence. La Chine au moment du développement coopératif, a un besoin extrême de l'éducation coopérative, laquelle marche par deux voies, ici on ne tient compte que de l'éducation par l'Etat.

(1) *L'Education par la pratique coopérative*

D'abord l'éducation coopérative entreprise par le gouvernement central. Au mois d'Août 1927, immédiatement après l'instauration définitive du Gouvernement national de la Chine à Nankin, le gouvernement central a créé « L'Académie Politique centrale », dans laquelle on enseigne aussi le cours de la coopération dont le premier professeur était M. Sih Shin Chow.

Mais il est mort trop tôt. Son œuvre est continuée par ses disciples. A l'heure actuelle, une Faculté de Coopération a été formée dans laquelle les étudiants reçoivent l'instruction la plus stricte afin de former des personnels dirigeants.

Car le gouvernement central sait bien que le mouvement coopératif ne peut guère compter pour la formation technique de ses dirigeants sur les écosystèmes de préparation technique, adoptés à ses besoins ordinaires. C'est nécessaire de créer ses propres besoins. Il existe déjà de vraies écoles coopératives, par exemple en Angleterre, en France, en Italie, etc.

Quant à l'éducation coopérative locale, la plupart des provinces chinoise s'engageaient dans des systèmes très divers. Des cours fonctionnent plus ou moins régulièrement, plus ou moins fréquemment. Il s'agit de donner des notions générales sur les sciences économiques, la connaissance agricole, des notions très complètes sur tout ce qui concerne la coopération. Puis on les répartira dans les diverses sociétés coopératives pour pratique.

La Province de Kiangsu. — En 1928, le gouvernement provincial a créé une école de formation du personnel dirigeant comprenant 73 personnes, dont le nombre des étudiants s'élevait à 84. L'organisation de la Banque agricole de Kiangsu a constitué, en 1928, une classe coopérative d'instruction qui compte 45 personnes, les représentants de 22 sociétés coopératives de crédit.

La Province de Chékiang. — En 1928, le gouvernement a créé une école de formation coopérative pour personnel dirigeant, comprenant 40 étudiants pendant six mois. En 1930, il a organisé des conférences pendant les vacances d'été s'adressant à des instituteurs d'écoles primaires, afin de leur permettre de faire savoir la coopération aux fermiers dans les campagnes. Aussi en 1932, l'école coopérative a fonctionné encore une fois.

La Province de Shan-Toung. — Au mois de juin 1929, le gouvernement local a organisé une école coopérative de formation et on a continué cette école l'année suivante.

La Province de Kiangsi. — En 1932, le gouvernement provincial a créé une école coopérative de formation, de préparation technique, adaptée à ses besoins. Le délai était très restreint, car cet enseignement s'adresse à des étudiants qui sont plus âgés et qui sont des étudiants de l'enseignement supérieur. Leur nombre était de 110 personnes.

Dans la Chine centrale, les gouvernements de

quatre provinces, *Hounau, Anwei, Houpéh, Kiangsi*, venaient de créer une école copoérative de formation technique de dirigeants. La durée était de 4 mois. Cent étudiants désignés par un concours public sont envoyés par le gouvernement de chaque province.

Le gouvernement municipal de Changhaï a créé une organisation de dirigeants de coopérative en 1928, en créant des spécialités pour effectuer les entreprises coopératives municipales. La même année, le bureau social de la municipalité a créé une école coopérative de formation, convoquant 40 ouvriers élus dans diverses usines. Cet enseignement était d'une durée d'un mois. Son objet est de faire connaître aux ouvriers la science coopérative, pour qu'ils puissent la pratiquer eux-mêmes.

Nous aurons l'occasion de parler dans l'autre chapitre de l'éducation coopérative entreprise par l'initiative privée dans d'autres provinces.

(II) *L'Education par la Propagande*

L'éducation par la pratique coopérative n'est pas suffisante ; d'abord, parce qu'elle n'atteint pas ceux qui en auraient le plus besoin, c'est-à-dire ceux qui, parmi les coopérateurs, se désintéressent complètement de la société, de sorte qu'il y a là un véritable cercle vicieux, et aussi parce que même pour ceux qui y sont soumis, elle a besoin d'être complétée et éclairée par une propagande qui leur expose

les principes et les idées que la pratique ne leur avait guère que suggérées.

Donc le gouvernement chinois s'efforçait de faire de la propagande. Depuis 1930, une fête coopérative internationale a eu lieu chaque année le premier dimanche de Juillet.

A cette occasion, le gouvernement central a ordonné dans le pays tout entier, de faire de nombreuses manifestations de toutes sortes pendant une semaine, s'appelant : « La Semaine propagandiste du Mouvement coopératif ». Les éléments publics et privés s'unissent pour cultiver les idées coopératives, le sens de la solidarité. Dans chaque endroit, ont lieu des manifestations, soit par des conférences de techniciens, soit par discours diffusés par T. S. F., soit par le salon de coopération, soit par le théâtre, la publicité. L'écho des coopératives pénètre aux points les plus éloignés de la campagne. Cela constitue un instrument éducatif puissant.

D'autre part, la publication publique est très développée, la littérature coopérative pour propagande n'est pas moins active. D'après l'évaluation de la « Revue Coopérative Mensuelle », au mois de Juin 1930, la statistique était la suivante :

Le Coopératisme : 7 catégories (sans compter l'édition) ;

la coopérative de crédit : 19 catégories ;

la coopérative de consommation : 4 catégories ;

la coopérative agricole (production, vente, achat, etc.) : 7 catégories ;

Les statuts et les règlements coopératifs (broch.)
de diverses sociétés : 44 catégories ;
la revue coopérative : 3 catégories ;
des journaux.

SECTION II

L'INITIATIVE PRIVÉE

Outre ce que le Kouomintang et le Gouvernement ont fait pour la coopération, il convient de mentionner ce que le peuple lui-même a accompli, car la coopération appartient tellement à la masse que le fait de pouvoir se fier continuellement à l'intervention étatiste est de nature à la rendre parasite. Donc le mouvement coopératif chinois, d'un côté passif, encouragé par l'Etat ; de l'autre côté actif, exercé par le peuple lui-même, va vers une période d'essor.

Quant aux organisations autonomes, il y en a de nombreuses. Nous nous bornons ici à parler seulement des éléments capables de les influencer.

Parmi elles, la plus connue est l'Union des Coopérateurs de Chine, prédominante dans la plupart du pays et dans la Chine du Nord, nous avons une autre organisation importante : La Commission Internationale de Secours pour la Famine, qui jouit d'une position remarquable.

(A). — *L'Union des Coopérateurs de Chine*

(1) L'origine de cette organisation.

Dans la première étape du mouvement coopératif en Chine, nous avons parlé de l'Institut Ping-Ming, fondé par le professeur Sih Sien Chow et ses disciples, dont l'activité fut arrêtée par l'influence politique. A la suite de l'instauration du Gouvernement nationaliste à Nankin, les anciens membres de l'Institut Ping-Ming recommencèrent leurs travaux coopératifs pour aider le gouvernement. Au début de l'année 1928, on a proposé à quelques anciens membres d'en être les organisateurs. Le 22 décembre de la même année, l'Union fut officiellement fondée, ensuite on a édité les douze règlements dont l'objet est de concentrer les coopérateurs, étudier la théorie coopérative, encourager le mouvement coopératif, diriger les plans coopératifs et enquêter sur la situation coopérative. Elle consiste en quatre départements :

- 1) le département d'étude,
- 2) le département de propagande,
- 3) le département de dirigeant,
- 4 le département d'enquête.

Au moment de sa création, leurs membres n'étaient que 22. En 1930, ils s'élevaient à 116. Maintenant leur nombre a passé 300. Il semble que le progrès ne soit pas très rapide mais l'Union a choisi strictement les plus ardents coopérateurs. Parmi leurs membres, le pourcentage de professions comprend 5 % dans l'éducation, 3 % dans la politique, le reste représente les professions diverses.

(2) Les œuvres de l'Union.

1° Création d'une bibliothèque.

Pour faciliter l'étude coopérative à ses membres, l'union s'efforce d'enrichir la littérature coopérative. En outre des littératures chinoises qu'elle possède presque toutes, elle a acheté aussi aux pays étrangers, surtout d'Angleterre, France et Allemagne, de nombreux ouvrages ainsi d'ailleurs que des revues coopératives internationales et des journaux.

En ajoutant tous les livres d'une autre bibliothèque qui porte le nom de « Le souvenir de M. le Professeur Sih Sien Chow », l'Union possède pas mal de livres.

Les livres sont prêtés à domicile exclusivement aux membres ; mais les étrangers peuvent les lire à la bibliothèque.

2° L'Enquête coopérative.

Pour bien comprendre les progrès actuels du mouvement coopératif, l'Union des Coopérateurs de Chine a commencé d'entreprendre l'œuvre d'enquête au moyen d'envoi d'un agent spécial pour enquêter ou sur demande ou par correspondance. La récente publication d'une statistique établie par elle, constitue le mérite de cette enquête.

3° Le dirigeant ou la direction.

Il est indispensable d'avoir des œuvres dirigeantes lorsqu'on veut faire progresser le mouvement coopératif. A cet égard, l'Union des Coopérateurs de Chine rend de grands services. Les coopérations qui sont organisées sous la direction de techniciens de l'Union, comptent deux sociétés : l'une est la Société ouvrière coopérative de Consommation de la Mine Changsine, l'autre est la Société ouvrière coopérative de Consommation de Wei Chen, toutes deux situées dans la province de Chékiang.

En dehors de cela, l'Union collabore avec toutes les sociétés coopératives, privées ou publiques, en les aidant soit pour fournir les statuts, soit de la littérature coopérative, soit pour dresser un projet, soit pour résoudre les problèmes difficiles. Elle agit comme un centre coopératif de la Chine.

4° La littérature coopérative.

L'Union commença son œuvre d'abord par la propagande écrite. Au début, elle a publié l'hebdomadaire coopératif jusqu'à la 66^e édition, du 22 avril 1928 jusqu'au 29 août de la même année. Ensuite, elle s'est transformée en revue mensuelle. Quant à la littérature coopérative, on la divise en deux séries : la petite série et la grande série ; celle-ci comprend les livres à consulter pour l'étude très

approfondie des problèmes ; tandis que celle-là sert pour la propagande. Ce sont des brochures simples et claires.

La 1^{re} série comprend 7 catégories et la seconde série 17 catégories. Les éditions des deux séries sont revisées de temps en temps.

Enfin, l'Union a publié un certain nombre de périodiques tels que l'hebdomadaire coopératif, avec un tirage de 50.000 numéros. La Revue coopérative Mensuelle qui existe depuis quelques années a plus de 800 exemplaires. De plus, l'Union a souvent rédigé des articles, au sujet des coopératives, pour les autres revues.

5° L'Education coopérative.

Dans le but de former du personnel dirigeant du mouvement coopératif, l'Union des Coopérateurs de Chine a ouvert une classe de fonctionnaires de coopératives de Nankin au mois de mai 1931, d'une durée de 4 mois. On comptait 30 personnes qui sont réparties pour travailler dans chaque société coopérative. D'ailleurs l'Union ayant à joindre à son travail avec l'autorité de l'Etat, fournissait les professeurs et les dirigeants pour l'enseignement technique des coopératives dans l'organisation d'Etat. Par exemple les professeurs des cours coopératifs dans « L'Académie politique centrale » sont tous les membres de l'Union.

6° Les autres œuvres.

L'Union est un organe coopératif chinois qui sert pour l'échange des informations et des idées internationales et, aussi, pour la collaboration dans l'investigation de sujets appropriés aux organisations internationales.

D'ailleurs, l'Union a souvent envoyé des membres pour enquêter sur les coopératives étrangères.

(B). — *La Commission Internationale de Secours
pour la Famine*

Outre l'Union des Coopérateurs de Chine, nous retrouvons une autre association privée qui s'engage dans les entreprises coopératives et son influence est prédominante dans la Chine du Nord. C'est la Commission Internationale de Secours pour la Famine. Dans la première étape du mouvement coopératif, nous avons eu l'occasion de parler de son origine. Elle fut fondée en 1922 et sa politique coopérative est formulée par l'amélioration rurale. Donc le crédit coopératif a été conduit par elle. La Commission débuta d'abord dans la province de Hupéh ; mais vu son extension au cours des dernières années, il semble que le temps soit venu où ce type de coopération doit être introduit dans les autres provinces de Chine.

1) *Aperçu sommaire de ces statuts types :*

« Une société coopérative rurale de crédit doit être composée de 12 membres inscrivant leur nom à la constitution ».

« Les nouveaux membres sont admis sur la présentation de deux membres par un vote favorable au moins des trois quarts de la société ».

« Chaque membre doit souscrire une ou plusieurs actions coopératives sans intérêt ».

« Nul membre actionnaire n'est admis à disposer de plus d'une seule voix aux assemblées générales de la société quel que soit le nombre d'actions qu'il a souscrites ».

« Lorsque les deux tiers de tous les membres d'une société ont voté sur le manque de confiance d'un des membres, celui-ci est radié de la société ».

« La société emprunte par l'ensemble de ses membres et elle n'accorde de prêts qu'à ses membres ».

« Une demande de crédit doit exposer ses motifs ».

« Le taux d'intérêt ne doit pas être plus haut que le taux courant et il ne peut dépasser 12 % annuellement ».

« Les membres élisent un comité exécutif pour assurer les charges et un conseil d'inspection pour contrôler les comptes. Il veille à ce que les crédits soient employés correctement ».

« Quelques profits réalisés par cette société sont

retenus comme fonds de réserve, pour les affectations spéciales et ne peuvent être distribués parmi les membres ».

« La société doit recevoir les dépôts et épargne; mais un intérêt doit être servi ».

La Commission administre les crédits ruraux sous une société coopérative qui a été reconnue jusqu'à ce que la société soit convenablement constituée et soit raisonnablement assurée d'une vie longue et prospère. Cette sorte de crédit rural est administré par les règlements suivants :

1) Les sociétés ayant chacune 40 membres ou plus peuvent emprunter au maximum 880 dollars.

2) Les sociétés ayant chacune moins de 40 membres peuvent emprunter la somme de 20 dollars à chaque membre enregistré.

3) En outre du capital représenté par les actions la Commission se propose d'accorder des crédits au delà du maximum ci-dessus indiqué, en considération des recettes locales. (comme les dépôts et les épargnes). Le montant du prêt additionnel ne devra pas surpasser le chiffre en caisse au moment de la demande.

4) La date du remboursement est déclarée dans le contrat de crédit. Les crédits sont accordés généralement pour un délai d'un an à partir de la date du versement.

Pour s'adapter aux conditions rurales, il est clair que la date de remboursement doit être aussi près que possible du 1^{er} juin ou du 1^{er} décembre. Les sociétés sont autorisées à faire le remboursement total ou partiel ne devant pas être inférieur à 20 dollars.

5) L'intérêt doit être chargé seulement à l'égard du crédit restant dû, et le nombre de dates pendant lesquelles l'intérêt s'est accru. Donc, cette société encourageait à faire les remboursements d'avance autant que possible.

6) Avant que la demande de crédit soit formulée, les sociétés doivent vérifier d'urgence les besoins individuels de leurs membres. Ayant ainsi déterminé le montant des besoins, cette société le réduira de ses propres fonds de réserve pour faciliter le crédit à ses membres. Alors la demande correspondra aux besoins réels.

7) Dans la limitation du crédit, les sociétés ont droit à faire autant de demandes différentes que leurs besoins peuvent se justifier. Il n'est pas nécessaire d'emprunter une grosse somme jusqu'au maximum limité en une seule fois, puisqu'on paie l'intérêt d'un argent encore improductif.

8) D'un autre côté les sociétés ne devraient pas demander des sommes trop petites qui augmenteraient les frais de remise et d'autres charges.

9) Le sous-comité de coopérative rurale possède

un droit de réduire ou de refuser le crédit sollicité, d'après leur seul jugement ; soit que les motifs ne soient pas légitimes, soit que la conduite d'une société ne soit pas jugée satisfaisante par lui ou bien dans un moment où les fonds pour faciliter le crédit sont épuisés.

10) Le taux d'intérêt est, actuellement, de 10 % annuellement et pourra être changé lorsque le comité le décidera.

11) Les sociétés sont tenues de rembourser le crédit prêté par le Comité à la date fixée par elle, si elle n'a pas reçu l'autorisation formelle d'une prolongation de délai, les sociétés doivent payer un intérêt additionnel jusqu'à 10 % annuellement, depuis la date d'échéance.

12) La demande de délai doit être faite au moins un mois avant l'échéance. La demande doit en expliquer les raisons. Si la demande est accordée, la société en avisera le demandeur.

13) L'intérêt devrait être payé par les sociétés une fois par an. Au cas de prolongation de délai la société devrait payer l'intrêt accru.

Dès le début cette politique a été circonspecte, sinon conservatrice. Les cultivateurs qui sont en voie d'organisation dans la société de crédit sont handicapés par une éducation insuffisante et exploités par des commerçants rapaces.

En conséquence, la Commision de Secours créa

un état-major de contrôleurs. La formation de nouvelles sociétés est ainsi aidée et contrôlée. On distingue deux classes de sociétés, à côté des sociétés reconnues qui peuvent prêter les fonds de la commission. Il existe un nombre bien plus élevé de sociétés non reconnues dont la plupart sont en voie de formation.

Pendant l'année 1930, l'accroissement net du nombre de sociétés reconnues fut de 31, portant leur total à 277 (11). Le nombre des sociétés créées fut toutefois de 177 et le total de celles en instance de reconnaissance de 681.

Le développement des sociétés reconnues a été constant.

Leur nombre dépassa 100 en 1927 et 200 en 1929. Leur effectif a passé de 405 membres en 1924 à 8.788 en 1930. La valeur de leur capital social est de 691 à 17.193 dollars. Depuis 1925 les sociétés ont réuni \$ 7.745 en épargne \$ 4.546 en dépôt et \$ 1.506 en réserves.

Alors qu'en 1924, la Commission de Secours accorde 8 prêts à 8 sociétés pour un total de \$ 3.290, elle fit en 1930 117 prêts à 110 sociétés pour un total de \$ 49.859. Le total prêté aux sociétés, depuis le début, s'élève à \$ 172.273 dont \$ 126.668 ont été remboursés.

(11) On peut trouver la même statistique dans la Revue de la Coopération internationale, 24^e année, n° 12, 1931.

Le rapport indique également que le montant des ressources réunies sur place et données en prêts locaux augmente également la somme de \$ 4.107 ainsi répartie, en 1930, constituant un record. Les prêts sont utilisés de la façon coutumière aux sociétés rurales de crédit. \$ 14.300 furent dépensés pour des semences, du blé, des vivres, des fourrages et des frais agricoles, \$ 16.950 à l'achat de charriots, d'instruments aratoires, d'animaux, réparations d'immeubles. \$ 1.900 furent consacrés à l'érection de digues, à l'irrigation et au drainage, \$ 5.355, à diverses opérations industrielles telles que le tissage, \$ 1.459 en dépenses sociales et \$ 10.210 furent utilisés pour rembourser l'ancienne dette. Les prêts contractés pour le remboursement de dettes forment une proportion d'un total considérablement moindre que les années précédentes, ce qui peut être considéré comme un indice que les sociétés rurales de crédit commencent déjà à se libérer de l'empire des prêteurs, des cultivateurs.

2) *Le système d'inspection.*

Pour assurer la stabilité et l'efficacité de sociétés, la Commission créa un système d'inspection qui a pour objet d'examiner leurs résultats.

On a classifié A. B. C. trois degrés d'après les huit standards suivants :

1) Le remboursement du capital et des intérêts de la société est-il dû à la date ?

2) Bonne administration ou non, la comptabilité est-elle claire.

3) La société a-t-elle compris les théories coopératives ? S'est-elle efforcée d'intensifier le mouvement coopératif ?

4) Les sociétaires illettrés sont-ils ou non en grand nombre ?

5) Le fonctionnement de la société marche-t-il bien ou non ?

6) Comparaison entre les capitaux de la société et les fonds prêtés, c'est-à-dire, est-ce la société qui a plus de capitaux lui appartenant ? Est-elle prospère et aura-t-elle à emprunter plus de fonds à la Commission ?

7) Le report de la société est-il envoyé selon la date fixée ou non ?

8) Les sociétaires sont-ils souvent présents ou non, au cours de la formation coopérative, organisé par la Commission ?

La classification des 3 gradations A. B. C. est un moyen d'examiner les affaires d'après l'investigation de 8 voies que nous citons ci-dessus. A la fin d'une année, on calcule l'addition des 8 voies, la société qui gagne au-dessus de 85 points appartient au degré A, au-dessus de 70 points à au degré B. et au-dessous de 70 points au degré C.

Il y a un rapport étroit entre le degré et les

fonds prêtés par la Commission. Ceux qui ont de bons résultats empruntent facilement ; autrement le prêt, par la Commission, sera un peu difficile.

Un système de degrés suivant l'efficacité à également été institué et le report montre une amélioration croissante et rapide de la société. Le nombre de sociétés du degré A. passa de 29 à 46 en 1930 et celui de sociétés de degré B. de 46 à 93, au total 50 % des sociétés reconnues se trouvent maintenant dans les deux classes les plus élevées.

3) *L'Union locale des sociétés.*

On appelle Union locale des sociétés, une association des sociétés coopératives d'une même localité. L'objet de cette association est le développement du mouvement coopératif en cet endroit. Chaque société coopérative peut devenir membre d'Union. Tout ce qui rend une société coopérative isolée, incapable d'efficacité (par exemple, la grande manifestation de propagande, etc...) disparaît avec la force de l'Union locale.

Le rôle d'Union comprend deux espèces : L'une est le rapport direct entre l'Union locale et la Commission en concernant le crédit. Toutes les sociétés coopératives qui sont présentées par l'Union locale, seront certainement admises par la Commission. L'autre est que l'Union locale surveille tous ses membres, son investigation amicale permet d'en-

courager le mouvement coopératif par des secours et des directives.

L'origine de cette Union locale remonte à l'année 1927 dans la province de Hupéh. Au mois de Juin on a créé la section Union Ouest-Est des sociétés coopératives de crédit dans le District de Ping-An et la section Union locale Ouest-Nord dans le District de Lei-Sin et la Section Union locale Ouest de crédit dans le District de San-Che. Elle augmente de plus en plus jusqu'à maintenant et il y a treize Unions dans la Chine du Nord et deux Unions au Midi.

4) *Son œuvre d'éducation coopérative.*

A) L'organisation de cours de formation et d'éducation. Une autre méthode par laquelle la Commission favorise l'expansion coopérative consiste dans l'organisation de cours de formation et d'éducation.

En général les cours de formation sont destinés à améliorer l'efficacité commerciale des fonctionnaires ; leur durée est d'environ une semaine, et ils sont organisés dans plusieurs districts conjointement avec les sociétés locales.

L'assistance moyenne, dans chaque centre, fut d'environ 70 personnes.

La Commission de Secours subventionne les

cours pour un total de 500 dollars chaque année. Depuis 1925, l'organisation de cours de formation avait lieu chaque année. D'ailleurs la Commission s'était mise en relation avec des Facultés d'Agriculture de diverses Universités, afin de cultiver le personnel dirigeant du mouvement coopératif.

B) La littérature coopérative.

En plus des onze sortes de statuts et de règlements fournis aux sociétés, la Commission publiait chaque mois une revue « La Correspondance Coopérative » qui sert à la documentation des sociétaires et pour l'échange des nouvelles de chaque société. La Commission la distribue gratuitement aux sociétés.

Dans la revue on trouve des nouvelles, les correspondances, les chiffres d'affaires et les statistiques de chaque société, de sorte qu'on connaît l'exact développement des coopératives.

C) L'Enquête et l'Etude.

Avant que la Commission mette en application la coopérative, elle se charge souvent d'enquêter les conditions économiques rurales. En 1924 la Commission a chargé des professeurs et des étudiants de diverses universités d'enquêter sur les conditions de la société rurale de cinq provinces. Les résultats ont été publiés dans un livre intitulé « L'Etude d'Eco-

nomie rurale chinoise », dont le contenu représente la question d'économie rurale de Chine.

En outre, la Commission a envoyé aux Indes, en 1924, M. Taylor, pour l'investigation des organisations coopératives rurales.

En 1926, elle a aussi envoyé M. Chang Yan Sien au Japon pour l'étude des entreprises coopératives afin de profiter de leur pratique. Dans la même année, elle a encore envoyé des enquêteurs au Danemark pour l'étude des coopératives agricoles.

SECTION III

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF ACTUEL ET LES STATISTIQUES

Le Mouvement coopératif chinois est en période d'animation extraordinaire pendant ces dernières années. D'après les données statistiques d'Union des Coopérateurs de Chine en 1932, les résultats sont les suivants :

a) *Le nombre des sociétés coopératives.*

Jusqu'à la date du 23 août 1932, le nombre total des coopératives s'élevait à 2.763. En voici la distribution dans la Chine toute entière :

Nom de province ou ville	Nombre de coopératives	Pourcen- tage
Kiangsu	1609	58.23
Chékiang	686	24.38
Hupéh	285	10.31
Shang-Toung	114	4.13
Anwie	16	58
Houpéh	3	11
Changhai	2	07
Koang-Tchéou	2	07
Tien-Tsin.	2	07
Szechuan	2	07
Kiangsi	12	43
Nankin	8	29
Hounan	8	29
Peiping	6	22
Sai-Yan	4	14
Tsing-Tao	1	04
Shinsi	1	04
Tsing-Hai.	1	04
Total	2673	100 %

b) *Le nombre des sociétés.*

Le total des sociétaires coopératifs s'élevait à 98.778 personnes en 1932. En général, chaque société occupe en moyenne 15 personnes, puisque les sociétés coopératives, dont les sociétaires sont au-dessous de 25 personnes représentent moins de 65 %.

Les sociétés de 26 à 50 sociétaires représentent moins de 24 %, les sociétés de 51 à 100 sociétaires représentent 7 %. Les sociétés dont les membres dépassent 100 personnes n'ont que 120 coopératives.

Si nous comparons les caractères des coopératives, les sociétés de la coopérative de crédit occupent 57 %, ceux de la production occupent 4 %, ceux de la consommation occupent 25 %, ceux des transports 3 % et les autres sont sociétaires de coopératives de vente, d'achat, etc.

Les employés de la société coopérative ont atteint 22.000 personnes. Les coopératives comportent généralement de 6 à 10 employés, représentent 84 % ; les coopératives de 13 à 15 employés, représentent 10 % ; les coopératives de moins de 5 employés, représentent 5 %.

C) *Le capital en actions des sociétés coopératives.*

Les capitaux sociaux des sociétés étaient de 972.919 dollars en 1932, dont la majorité est la coopérative avec 50 dollars de capitaux. Le pourcentage représente 27 %. Les capitaux de 51 dollars, à 100 dollars, représentent 24 % ; ceux de 100 à 150 dollars représentent 12 % ; ceux de 150 à 200 dollars, représentent 10 % ; les capitaux au-delà de 10.000 dollars ont plus de dix coopératives, dont la coopérative d'habitation à Nankin qui possède 114.000 dollars de capitaux.

Si nous considérons les capitaux des diverses sociétés, les capitaux totaux des coopératives de crédit représentent 38 %, ceux de production 24 %, ceux de consommation 19 %. Le reste appartient aux diverses coopératives.

D) Opération des coopératives.

Des coopératives de la Chine concernant les diverses entreprises, il y a 2.213 coopératives de crédit, chacun fonctionne des avances et d'épargnes, dont 74 coopératives font aussi des achats, 33 coopératives fonctionnent aussi avec divers métiers.

Il y a 122 coopératives de consommation dont 97 sociétés entreprennent l'achat de matières premières et 35 pour l'achat des matières éducatrices.

Il y a 204 coopératives de production dont 78 pour l'élevage des vers à soie, 67 pour l'élevage des porcs et 13 pour les autres métiers.

Les autres 133 coopératives concernent les transports, caves, vente, arrosages, etc.

CONCLUSION

Le mouvement coopératif chinois ne date que de 1919 ; son histoire est donc récente. Dans sa première période, elle constitue un échec presque complet. La période qui suit — toute de renaissance — annonce quelques résultats. Dans un laps de temps très bref, le mouvement a déjà atteint une extension considérable ; d'après l'expérience passée, on peut dès maintenant entrevoir que la génération prochaine sera témoin de son plein développement — tant pour le nombre des coopératives que pour l'efficacité de leur action dans le domaine agricole et industriel.

Cependant, en parlant du mouvement coopératif intégral comme il l'est actuellement, il est incontestable que le mouvement coopératif chinois présente encore beaucoup de défauts parmi lesquels les plus importants à notre avis sont :

(1) *Son manque d'unité d'action.* — Pour faire progresser le mouvement coopératif, il est indispensable de rechercher l'unité de toutes les organisations morales, commerciales et financières à l'interpénétra-

tion des hommes dans chacun d'eux, afin de ne pas établir de « cloisons étanches ».

« Voilà le secret et le ressort du progrès coopératif » dit M. Poisson. Mais le mouvement coopératif en Chine, tout en poursuivant son activité par des organisations publiques et privées, se développe irrégulièrement. Nous constatons que si le mouvement coopératif français, pendant la période de scission (1892-1912) n'a pas donné de résultat satisfaisant, immédiatement après avoir signé « Le Pacte de l'Unité » en 1912, le mouvement coopératif a connu une période d'essor.

(2) *Absence d'idée fondamentale coopérative.*
— Nous savons bien que le développement du mouvement coopératif est souvent différend dans chaque pays. L'un puise sa force dans l'importance de la consommation comme en France, en Grande-Bretagne ; l'autre dans l'importance du crédit, de la production comme en Allemagne, au Danemark, au Japon. En général le développement différend du mouvement dépend la condition économique d'un pays. Dans un pays industriel, la coopérative s'établit sur la consommation, puisque les entreprises productives sont très développées, le défaut n'est que l'inégalité de répartition. Sous la pression de la vie chère, les consommateurs pourraient facilement s'associer en entreprenant la coopérative de consommation, tandis que dans les pays agricoles la question de la production est plus importante que

la répartition, parce que les agriculteurs peuvent augmenter la force productive, donc la coopérative de production et celle de crédit seraient assurées du succès.

D'après le mouvement politique, économique et social de la Chine actuelle, le but visé est le « Démisme Vital ». C'est ainsi que l'idée du mouvement coopératif chinois ayant pour fin d'assurer les moyens d'existence du peuple, sa fondation devait être basée sur la consommation. Cependant, la Chine est un pays agricole depuis bien des siècles. La coopération de production y est aussi très importante, mais l'idée du mouvement coopératif chinois n'a pas encore évolué définitivement sous l'influence de l'organisation coopérative.

(3) *Nécessité de la généralisation de la coopération.* — En Chine, le mouvement ne s'est pas généralisé sur le territoire du pays tout entier. Il n'est très développé que dans quelques sections : à l'Est les provinces de Kiangsu et Chékiang ; dans la partie du Nord, les provinces de Hupéh et Shangtoug. Il est donc limité. Si nous comparons le besoin de coopération dans le pays tout entier, son influence pour l'amélioration de la vie économique rurale n'est que partielle au lieu d'être intégrale.

Notre conclusion est donc qu'il faut considérer comme indispensable la généralisation du mouvement coopératif à travers toute la Chine.

Les bienfaits recueillis jusqu'ici, pendant une courte période d'essai, en assurant le succès futur qui résultera de son extension complète dont dépend le bien-être d'un peuple si grand par le nombre et par le territoire.

Vu : Le Professeur, Président de la Thèse,

H. NOYELLE.

Vu : Le Doyen

H. NÉZARD.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université*

L. MAIGRON

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages chinois

- CHANG CHING-YU. — Tchung-Kou Lon Tchin Sin-Yon Hao-Ché Yun-Tong (Le mouvement coopératif agricole en Chine) Changhaï, 1930.
- HOU-KIUN. — Tchung-Kou-ts'ai-tcheng-che (Histoire des Finances de la Chine), 1920, Changhaï.
- KI'A CHE-YI. — Kouan-chouéi-yu-kouo-k'iuén. (La douane et la souveraineté nationale). Changhaï.
- MA YING TSOU — Tchug-Kou kouan-chouéi wen-tie. (La question douanière en Chine). 1930, Changhaï.
- SUN SI-CHI. — Hao-ché-tchoni. (Le coopératisme). Changhaï, 1928, 3^e édition.
- TCHI SOO-FENG. — Tchin-tchi-tchin-nhao-shah tze Tchungkou. (La Chine sous l'impérialisme). Changhaï, 1925.
- TCHENG TING-HAN. — Péh-ping-tung tio-yao tze ying-tchou. (L'étude sur les traités inégaux de la Chine). Changhaï, 1927, 2^e édition.
- LIANG CHI-CHOW. — Sien-tsing chin tze si-chen-che. (Les doctrines politiques avant la Dynastie T'sing) (221 avant J.C.) Changhaï, 1925.
- YU CHU-TÉ. — Hao-ché-sei tze li-liun hou tchin-ying. (La théorie et l'administration de la société coopérative). Changhaï, 1929.
- SUN YAT-SEN. — Sin Mitchoni. (Le triple démisme) 1930, Changhaï.

- YU CHU-TÉ. — Sin-yon hao-ché-sei chin ying liun. (Traité de la société coopérative de crédit). Changhaï, 1928, 4^e éd.
- WOU YU-CHANG. — Tchung-kou hao-ché yun-ton sio che. (Histoire abrégée du mouvement coopératif chinois). Changhaï, 1929.
- SIH SIEN-CHOW. — Tchung-Kou hao-ché-hwa tie fan-ain. (Le projet de la coopération nationale de la Chine). Changhaï, 1930, publié par l'Union des coopérateurs de Chine.
- REU YAUN-CHIN. — Min-sin-tchoni yu hao-ché yin-tong. (Le « Démisme Vital » et le mouvement coopératif). Brochure, 1929. L'Union, Changhaï.

Périodiques chinois

- Hao-ché hneuh-ken. (La revue coopérative mensuelle). 4 volumes, y compris 48 numéros, de 1929-1932. Publiée par l'Union des coopérateurs de Chine.
- Hao-ché-sin. (La correspondance coopérative). Publiée par la Commission Internationale de Secours contre la Famine. Peiping.
- Tchung-kou-hao-ché-sei ti eu chi sei-yaun ta-hui pao-kau. (Le rapport de la 2^e réunion générale des coopérateurs de l'Union des coopérateurs de Chine). Octobre, 1930.
- Hao-ché yun-tong pao-kau. (Le rapport du mouvement coopératif), avec les statistiques par M. Chen-Kuo-Fu. Publié par l'Union. 1932, Changhaï.
- Sin-Sen-Min. (La vie nouvelle), numéro spécial de la coopérative. Au mois de Mars, 1930, Changhaï.
- BUTTERFIELD. — Le rapport de l'amélioration sur l'agriculture chinoise et l'éducation agricole. Traduit et publié par le Ministère de l'Education de la Chine, 1922.

Ouvrages français

- BROCARD. — La coopération et le mouvement coopératif. Paris, 1927.
- GAUMONT. — Histoire abrégée de la coopération en France et à l'étranger. Paris, 1921.
- Histoire générale de la coopération en France. 2 vol., Paris, 1924.
- GIDE. — Le coopératisme, conférences de propagande. 5^e édition, Paris, 1929.
- Les sociétés coopératives de consommation. 4^e édition, Paris, 1924.
- Cours sur la coopération, professés au Collège de France.
- 1^o Le programme coopératiste. Année 1923-24.
 - 2^o Les associations coopératives agricoles. Année 1924-25.
 - 3^o L'Ecole de Nîmes. Année 1925-26.
 - 4^o La coopération à l'Etranger (Angleterre et Russie). Année 1925-26.
 - 5^o Fourier, précurseur de la coopération. Année 1921-22.
 - 6^o La coopération dans les pays latins. Année 1926-27.
 - 7^o La lutte contre la cherté et la coopération. Année 1924-1925.
- HOLYOAKE. — Histoire des Equitables pionniers de Rochdale. Traduit par Mme Veuve Godin, Guise. 1890.
- LAVERGNE. — Les coopératives de consommation en France. Paris, 1924.
- L'ordre coopératif, étude générale de la coopération de consommation. Paris, 1926.
- POISSON. — La République coopérative, 3^e édition, Paris, 1920.
- La politique du mouvement coopératif français. Paris, 1929.
- TOTOMIANTZ. — Anthologie coopérative. 3^e édition, Paris, 1921.
- La coopération mondiale. Villeneuve-St-Georges, 1923.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Syndicats et coopératives agricoles, Paris, 1926.

Autres ouvrages

- GIDE. — Cours d'Economie politique. 10^e édition, Paris, 1930.
GIDE et RIST. — Histoire des Doctrines économiques. 5^e édition, Paris, 1926.
GONNARD. — Histoire des Doctrines économiques. Paris, 1930.
TRUCHY. — Cours d'Economie politique. Paris, 1930.
TOTOMIANZ. — Histoire des Doctrines économiques et sociales. Paris, 1922.
JOUZIER. — Economie rurale, Paris, 1928.

Périodiques français.

- Bulletin coopératif international. London.
Revue des Etudes coopératives, Paris.
Le coopérateur de France. Paris.
L'Etat moderne. 5^e année, n^o 2, 1932, Un numéro spécial.

Ouvrages anglais

- MALONE et TAYLOR. — The study of chinese rural economy. China international famine relief commission publication. Série B, N^o 10.
J. LOSSING BUCK. — Chinese farm economy. Chicago university press. 1930.
J. B. CONDLIFFE. — China : to-day economic. World peace foundation, Boston, 1932.
B. C. HAROLD POXELL. — Coopération in agriculture. Macmillan Co, New-York, 1919.

- J. B. TAYLOR. — A policy for small industry. 1931, Changhaï.
- KIYOSHI OGATA. — The co-operative movement in Japan, 1923, London.
- H. W. WOLFF. — Co-operation in India. 1911. London.
- Catherine WEBB. — Industrial co-operation. Published by the co-operative union, Manchester, 1931.
- L. S. WOOLF. — Co-operation and the future of industry. Edition the cooperative union.
- HARALD FABER. — Cooperation in Danish Agriculture. 1931. London.
- HANNES GEBHARD. — Cooperation in Finland. 1916. London.
- D. K. LIEU. — China's industry and finance (Ch. gouv't bureau of economy information, 1927). Nankin.

Périodiques anglais

- Pacific affaires (Journal of institute of Pacific Relations), Honolulu.
- Quarterly journal of Economie (Harvard University Press, U. S.A.).
- Chinese Economic Journal. Shanghai.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Aperçu général du mouvement coopératif	7
a) Sa force économique	7
b) Sa force sociale	8
c) Sa force morale ou spirituelle	9
A.) <i>Les deux idées fondamentales du mouvement coopératif</i>	9
(1) La coopération est un mouvement de transformation économique de la société	9
(2) La coopération est un mouvement tendant à l'amélioration du sort d'un certain nombre d'individus	9
B.) <i>Les moyens d'action du mouvement coopératif</i> . . .	13
1. L'intervention de l'Etat	13
2. L'initiative privée	13

PREMIERE PARTIE

APERÇU DES FACTEURS EXPLIQUANT LA NAISSANCE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN CHINE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Relations entre les conditions économiques chinoises et la coopération</i>	19
SECTION I. — Aperçu des conditions économiques générales en Chine	19
(1). Le rôle de l'influence extérieure — ses causes — ses effets	22
(11). La dépression intérieure — ses causes et ses effets	35

SECTION 2. — Adaptation de la coopération aux circonstances économiques	42
CHAPITRE II. — <i>Les associations coopératives chinoises sous l'ancien régime</i>	55
SECTION 1. — Leur influence sur le mouvement coopératif moderne	57
SECTION 2. — L'origine historique de la première coopération	59
A. L'association coopérative dans l'antiquité	59
B. L'association coopérative de nos jours	62
CHAPITRE III. — <i>Les précurseurs et l'initiateur chinois de la coopération moderne</i>	67
M. Chia Chin-Tze (1891 — 1922) — M. Hsu Chan-Sei (1895 — 1925) — M. Professeur Sih Sien-Chow (1878 — 1927) — Sa vie — Son projet de coopération nationale chinoise. Dr Sun Yat-Sen — M. Hou Hai-Min — L'association chrétienne des E. U. et d'Angleterre — Quelques Universités.	

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE PREMIER. — <i>La première étape du mouvement coopératif (1919-1927)</i>	87
SECTION 1. — Les diverses espèces de sociétés coopératives	88
(1) La société pionnière	88
(2) Les associations d'étude coopérative	96
(3) Les sociétés coopératives de crédit	99
(4) Les sociétés coopératives de consommation	105
(5) Les sociétés coopératives de production	109
(6) L'Union Coopérative de Changhaï	110
SECTION 2. — La décadence	112
Ses causes : (1) Attitude hostile de l'Etat	115
(2) L'indifférence publique	116
(3) Les difficultés des débuts	118

CHAPITRE II. — <i>La renaissance du mouvement coopératif</i> (1928.....)	121
SECTION 1. — L'intervention de l'Etat	122
A. Le Programme du Parti Kouomintang (Parti Nationaliste chinois) et la politique coopérative	122
Explication du « Démisme Vital » de Dr. Sun Yat-Sen, fondateur du kouomintang et le coopératisme.	
(1°) Le « Démisme Vital ». — Ses causes	124
(2°) La similitude de leurs théories	126
(3°) Parallélisme de leurs méthodes	135
(4°) Conclusion	136
B. Le Gouvernement nationaliste et le mouvement coopératif	137
(1) L'administration coopérative du Parti Kouomintang	138
(2) L'administration coopérative du Gouvernement National	139
(A) Législations centrale, locale et municipale ..	140
(B) La finance coopérative : l'installation centrale, locale et municipale	143
(C) L'éducation coopérative :	145
(1) L'éducation par la pratique coopérative ..	147
(II) L'éducation par la propagande	149
SECTION 2. — L'initiative privée.	151
(A) L'Union des Coopérateurs de Chine	151
1° L'origine de cette organisation	151
2° Les œuvres de l'Union	153
(B) La Commission Internationale de Secours pour la Famine	156
1° Aperçu sommaire de ces statuts types	157
2° Le système d'inspection	162
3° L'Union locale des sociétés	164
4° Son œuvre d'éducation coopérative	165
SECTION 3. — Le mouvement coopératif actuel et les statistiques	167
SECTION 4. — Conclusion.	171
1. Son manque d'unité d'action	171
2. Absence d'idée fondamentale coopérative	172
3. Nécessité de la généralisation de la coopération ..	173
BIBLIOGRAPHIE.	175

